

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

Solidarité aux quatre coins du monde



CONTENTS

Editorial - « Solidarités aux quatre coins du monde »	page 3
La guerre d'Indépendance dans le Rif	page 4
Avec les Républicains espagnols !	page 7
Pour les droits de travailleuses, de mères et de citoyennes	page 13
Des sales guerres d'Indochine et du Vietnam.	page 15
Les années de luttes pour la paix en Algérie	page 22
Solidarité avec le peuple chilien	page 28
Avec le Cambodge acte de paix et de solidarité	page 33
Un bateau pour le Nicaragua	page 35
En Palestine, l'histoire se perpétue	page 37
Afrique du sud : la lutte contre l'apartheid	page 41
Cuba et nous : une longue histoire	page 46
Morceaux choisis :	
"El Pueblo Unido Jamas Sera Vencido"	page 53
"Hasta Siempre, comandante"	
À la mémoire de nos martyrs	
Les 256 du camp de Souge	page 56
La résistance des cheminots de Villeneuve Saint Georges	page 58

Rédaction : Ihs Cgt Cheminots

Ont participé à la rédaction de ce n° : Patrick Chamaret, Lucien Lecanu, Caroline Chalier, Thierry Roy

Coordination : Adèle Di Muccio

Conception et Impression : Rivet Presse Edition - Limoges

IHS CGT des cheminots 263, rue de Paris – Case 546 – 93515 Montreuil Cedex – Tél : 01 55 82 84 40

Ihs@cheminotcgt.fr – www.Ihs.cheminotcgt

Les cahiers de l'Institut – ISSN : 2101-37211



édito

Aux quatre coins du monde



Dans le numéro 81/82, nous avons présenté les principes qui guident notre activité en matière de solidarité internationale et comment ceux-ci se sont construits au fur et à mesure des années et des événements ou mouvements auxquels nous avons participé pour certains et affronté pour d'autres. Certains où nous étions décideurs, d'autres qui nous étaient imposés... mais tous ont été des moments forts de notre histoire.

Nous allons ainsi en visiter un certain nombre précisément, ne pouvant tous les reprendre tellement ils sont nombreux, répartis sur les différents moments de notre histoire.

Du Rif à Cuba, en passant par l'Espagne, l'Indochine et le Vietnam puis les années de guerre et de luttes pour la paix en Algérie, la Solidarité avec le peuple Chilien, avec le Cambodge, le Nicaragua. En Palestine où l'histoire se perpétue dramatiquement aujourd'hui, en Afrique du Sud et la lutte contre l'apartheid.

Lutte contre l'apartheid qui était également présente pendant la lutte anticoloniale, avec notre solidarité avec les militants des syndicats de cheminots d'Afrique qui ont joué un rôle principal pour la création des syndicats ouvriers dans ces pays, pour la défense des revendications (d'où la grande grève des cheminots de l'ex-Afrique occidentale française qui dura plus de cinq mois en 1947) et pour que la notion d'indépendance soit une réalité dans le combat du mouvement de libération nationale dans ces pays¹.

Une pensée également pour ceux que nous n'avons pas cités et notamment avec ceux avec qui nous avons été affiliés et engagés dans de nombreux combats tout au long de notre histoire, d'abord aux niveaux de la Fédération Syndicale Internationale (FSI) et l'Internationale Syndicale Rouge (ISR) puis de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) et de son Union Interprofessionnelle des Transports (UIS).

Notre affiliation aujourd'hui en Europe sur le plan professionnel, c'est avec la Fédération Européenne des travailleurs des transports (European Transport Workers' Fédération ETF) et dans le monde avec **la Fédération Internationale des ouvriers du transport (International Transport Workers' Federation ITF)** mêlant ainsi notre voix et notre action aux 16,5 millions de travailleuses et travailleurs des transports et les 740 syndicats du secteur des transports dans 150 pays.

De nombreuses convergences nous unissent et autant de gestes de solidarité que nous ne manquons jamais d'honorer lors de leurs activités, de leurs actions ou appels à la solidarité.

Ce nouveau numéro va vous permettre de voyager aux quatre coins du monde et d'y retrouver quelques-unes de nos actions solidaires qui ont contribué à l'aide et l'émancipation de nos camarades du monde et marqué notre fierté d'avoir été à leurs côtés.

En fin de cahier deux articles en mémoire de nos martyrs, du camp de Souge et de la résistance des cheminots de Villeneuve Saint Georges.

1. *La Tribune des cheminots* [actifs], n° 442, 28 mai 1970.

Thierry Roy Président de l'IHS Cheminot

La guerre d'Indépendance dans le Rif

Théâtre de la première guerre de décolonisation du XX^e siècle pour les réactionnaires, de libération des peuples pour les révolutionnaires, le Rif a levé seul, dès 1921, l'étendard de l'indépendance contre la domination coloniale Franco-espagnole.

Si cette guerre est aujourd'hui occultée, elle a été, pour deux générations de Français, un moment marquant car sans doute la plus difficile guerre coloniale qu'ait faite la France avant la décolonisation de son empire.

Rappel des faits

Le Maroc est alors sous la double domination de l'Espagne et de la France. Au nord, dans la région du Rif, un patriote marocain issu d'une grande famille, entame dès 1921 la lutte contre la présence espagnole, étendue en avril 1925 à la partie française du pays.

En cette année 1925, le maréchal PETAIN a remplacé à Rabat le maréchal Lyautey opposé à toute politique d'alliance avec les Espagnols dans cette guerre. PETAIN pense autrement. PETAIN et FRANCO se rencontrent une première fois au Maroc et s'apprécient² en partisans de la manière forte.



Portrait d'Abd el-Krim en 1922.
Coll. privée.

Abd El Krim³ dispose de 75 000 hommes face au corps expéditionnaire Franco-espagnol de 250 000 hommes, disposant d'une supériorité matérielle écrasante.

Ce sera au cours de cette guerre que seront pour la première fois utilisées les techniques proprement génocidaires de bombardements aériens, avec épan-

populations civiles.

En France, une campagne d'une violence inouïe se met en place. Plus que les intérêts français, c'est la « civilisation occidentale » qui est menacée.

Krim, soutenu par ses coreligionnaires musulmans et par l'Internationale communiste, est présenté comme l'enfant monstrueux de deux fanatismes. Les hommes politiques de tous bords font des effets de manches. Les journaux rivalisent dans les descriptions des atrocités de ces « indigènes » retournés à l'état sauvage.

Les grévistes d'octobre 1925 marqueront de leur empreinte l'histoire sociale et politique française⁴

Face à cette escalade, comment va réagir le mouvement ouvrier et démocratique français? Seule une minorité proteste.

Dès septembre 1924, avant même l'extension du conflit au Maroc « français », Pierre SEMARD, alors secrétaire général du PCF et Jacques Doriot, des Jeunesses communistes, adressent à Abd El Krim un télégramme de soutien.

Évidemment, l'entrée en guerre de la France accentue cette protestation. Dès mai, est constitué un comité d'action contre la guerre du Rif.

Au-delà de ces forces, des intellectuels se mobilisent. un premier appel, à l'initiative d'Henri Barbusse, signé d'une centaine de noms, dont Louis Aragon, André Breton, Robert Desnos, Paul Éluard, etc.

Les syndicats de cheminots dans la GUERRE DU RIF

Dans la Tribune du 1^{er} août 1925, la parole est donnée aux syndicats qui s'expriment sur la guerre du Rif tels Mantes, Morlaix, Toulouse, Sotteville, Villefranche de Conflent, Cette (*NDLR désormais Sète*) et bien d'autres encore que nous ne puissions tous citer... nous reproduisons arbitrairement ci-dessous ceux de deux syndicats ;

« Les cheminots du syndicat unitaire de Lisieux, réunis en assemblée général le 1^{er} juillet 1925.

Après avoir entendu le camarade Gouy dans son compte-rendu du Congrès de l'Union-Etat... Protestent contre la violation du droit syndical, également de toutes leurs forces contre la guerre du Maroc, guerre voulue par le capitalisme, mais dont la classe ouvrière seule fera encore les frais. Ils réclament la cessation immédiate des hostilités avec le Rif... La séance est levée aux cris de Vive la C. G. T. U.! en attendant de crier : Vive la C. G. T. Unique! »

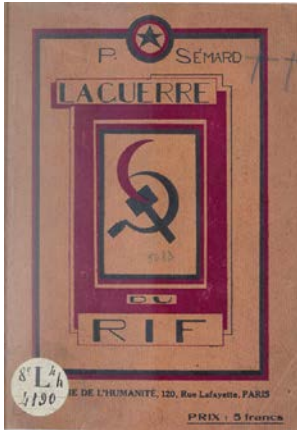
Les cheminots unitaires de Dol, « réunis en comité syndicat élargi le 22 juillet, salle Henry, demandent la reconnaissance du droit syndical... protestent de toutes leurs forces contre la guerre du Maroc; demandent la paix avec les rifains et l'évacuation immédiate du Maroc, envoient leur salut fraternel à tous les peuples en lutte pour leur indépendance ainsi qu'à tous les emprisonnés ayant lutté contre la guerre du Maroc et se déclarent solidaires de leurs actes, se séparent aux cris de; « A bas toutes les guerres impérialistes! Vive l'unité du prolétariat! »

Dans son livre « La Guerre du Rif » Pierre SEMARD adresse un message et une vision qui peut encore aujourd'hui nourrir notre propre action, citons-en quelques extraits : « Malgré tout, l'opposition à la guerre grandira et le prolétariat vaincra l'impérialisme. Mais les yeux commencent

2. PETAIN sera nommé ambassadeur à Madrid en 1939 auprès de FRANCO.

3. Source Gallica Abd el-Krim et la République du Rif : actes du Colloque international d'études historiques et sociologiques, [Paris], 18-20 janvier 1973.

4. Inès Pierre, humanité 22 Juin 2017.



P. Semard, La Guerre du Rif, 1926.
Coll. Gallica.bnf.fr / BnF.

à s'ouvrir! Les masses ouvrières et paysannes s'affirment de plus en plus contre la guerre. Il est évident que ce mouvement est instinctif bien plus que réfléchi. Ainsi, beaucoup de ceux qui souhaitent la défaite de l'impérialisme français craignent également la victoire d'Abd el Krim, qu'ils accusent d'être un chef réactionnaire et un violent dictateur. Ils ne comprennent pas encore que la première étape vers

la libération des peuples coloniaux et semi-coloniaux est le triomphe d'un mouvement à caractère national qui ne peut que faciliter le développement du mouvement d'émancipation des masses ouvrières et paysannes qui agite l'ensemble des grands États capitalistes et gagnera forcément les pays coloniaux économiquement et politiquement moins évolués et actuellement dominés par ceux-ci. Dans la lutte contre l'impérialisme exploiteur et fauteur de guerres, il ne peut être question de races « inférieures » et « supérieures » ; quel que soit le degré de prétendue « civilisation », les exploités de tous les pays ont pour devoir de s'unir pour que les colonies deviennent le tombeau de l'impérialisme mondial ».

« Les grévistes d'octobre 1925 marqueront de leur empreinte l'histoire sociale et politique française »⁵

Une grève générale est décrétée pour le 12 octobre : « L'heure de la démonstration prolétarienne a sonné. Travailleurs de tout le pays, ouvriers, fonctionnaires, employés, paysans, debout contre la guerre. Opposez à l'impérialisme français la barrière résolue de votre front unique en action. Désertez en masse votre travail, manifestez avec le comité central d'action. À bas la guerre! Vive la grève générale de 24 heures! »



Extrait de La Tribune des cheminots [unitaires], n° 191, 1^{er} octobre 1925.
Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1.

Nous savons que la grève générale dans notre corporation n'est pas chose possible. Mais les cheminots ont à leur disposition un moyen très efficace. C'est l'application des règlements. Il faut donc d'urgence que les bureaux des sections techniques et des syndicats réunissent leurs adhérents et prennent avec eux toutes dispositions utiles. Dès maintenant, il faut commencer l'application des règlements. Le jour où le Comité Central d'Action donnera l'ordre de grève générale, il faudra les appliquer

avec plus de force, avec plus de rigueur, il faudra les appliquer au maximum dans tous les services. Pour obtenir les meilleurs résultats, les syndiqués unitaires doivent travailler d'urgence à la formation des Comités d'unité prolétarienne, c'est-à-dire à la formation des Comités de gare ou de dépôts, ce qui est exactement la même chose. Il faut gagner à notre mouvement de protestation contre la guerre et contre les impôts Caillaux, tous les confédérés, les catholiques, les professionnels, etc., et les inorganisés. Il faut les grouper dans le Comité de Gare et, ensemble : appliquer les règlements. La bourgeoisie déploie la plus extrême violence contre le mouvement. La police procède à plusieurs centaines d'arrestations, beaucoup pour fait de grève, voire pour simple protestation verbale dans la rue. Pourtant, la grève est un succès, même si seules les couches les plus combatives de la classe ouvrière se mobilisent. Ce qui compte, c'est évidemment la signification symbolique du mouvement. Dans un climat particulièrement défavorable, des organisations ont visé très haut : faire la démonstration que l'internationalisme pouvait passer – ou plutôt : commencer à passer – dans les actes.

Les grévistes d'octobre 1925 étaient en tout état de cause strictement minoritaires mais précurseurs des luttes futures pour la libération des peuples colonisés. Mais ils marqueront ainsi de leur empreinte l'histoire sociale et politique française.



Gaston Monmousseau, © Assemblée nationale.

Gaston Monmousseau, précisera dans la Vie ouvrière « A chacun son rôle dans la lutte contre la guerre du Maroc, à chacun sa part, selon ses possibilités, sa situation syndicale. La grève du 12 octobre n'a jamais été comprise par personne comme devant être une grève générale de 12 millions d'ouvriers. Une démonstration de grève de 24 heures n'est pas une Révolution. Nous n'avons pas demandé l'impossible aux organisations

syndicales et aux ouvriers, nous leur avons demandé tout ce qu'ils pouvaient donner, n'imposant aucune contrainte à aucun... Nous seuls, qui connaissons notre tactique auprès des masses, pouvons-nous rendre compte de l'ampleur de notre mouvement et de la confiance des ouvriers envers nos organisations... Notre démonstration a dépassé, quant aux effectifs à Paris et en province, l'ampleur du 1^{er} mai dernier. A ce titre, elle est loin d'être un échec. Cependant, au point de vue politique, elle est une grande victoire... Notre grève du 12 octobre a dû briser mille résistances en raison même de son objectif et de l'époque de déclenchement. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français, un

5. Inès Pierre, humanité 22 Juin 2017.

6. La Tribune des cheminots [unitaires], n° 207 du 1^{er} juin 1926.

mouvement de grève conduit par les organisations centrales s'est déclenché en pleine guerre du Maroc contre la politique criminelle de notre gouvernement... La démonstration du 12 octobre vient de porter un premier coup à l'impérialisme français... ».

Finalement, devant la disproportion des forces, Abd El Krim dut capituler en mai 1926. Afin d'épargner à ses partisans et aux populations du Rif un massacre, il rendit les armes.



Portrait d'Antoine Demusois paru dans *La Tribune des Cheminots*, n° 519, 15 octobre 1936. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/4.

« FIN DES COMBATS »⁶ ainsi Antoine Demusois, secrétaire de la Fédération unitaire des cheminots explique : *« Notre Fédération, en accord avec la C.G.T.U., s'est dressée de tout temps contre les guerres coloniales. Dans nos précédentes « Tribune », nous avons essayé d'instruire nos camarades sur les causes véritables de la guerre du Maroc ; nous avons essayé de démontrer le rôle des banques du monde entier, les appétits qui dressaient les pays européens les uns contre*

les autres, nous avons souligné les possibilités d'élargissement de cette guerre coloniale, et nous avons appelé tous les travailleurs français à la résistance. A l'heure où j'écris ces lignes, le capitalisme Franco-espagnol triomphe. En manchette, les journaux bourgeois annoncent qu'Abd el Krim, le chef des rifains, a capitulé, qu'il s'est rendu aux troupes françaises, et ces journaux chantent victoire. Nous pensons qu'en fait il n'y a point victoire, Abd el Krim battu, le Rif reste à soumettre et c'est à quoi vise le capitalisme français et ses soudards. »

Le 14 juillet suivant, sous l'Arc de Triomphe, le général fasciste Primo de Rivera, entouré du président Doumergue, d'Aristide Briand et pour faire bonne mesure, du sultan Moulay Youssef, célébreront ensemble cette *« victoire de la civilisation sur la barbarie »*.

Bronca, sifflets et quolibets des militants couvraient la parade de ce triste aéropage colonialiste et réactionnaire qui s'agrippait à sa victoire pour quelque temps encore... mais sera à terme vaincu dans le temps long de l'histoire. La grève générale contre la Guerre du Rif a constitué une première dans l'histoire du mouvement ouvrier. Elle tentait de rompre avec la discrétion anticolonialiste qui touchait le pays, y compris la CGT. Cette grève rompit aussi avec les discours radicaux qui apparaissaient mais qui n'étaient jamais suivis d'actes. Cette action importante, marquera à jamais le syndicalisme de classe qui en fera un principe d'action et d'engagement internationaliste au cours des décennies suivantes et qui perdurent aujourd'hui !



Revue du 14 juillet 1926 à l'Arc de Triomphe : le Général Primo de Rivera saluant la foule, [photographie de presse] / Agence Meurisse. Coll. Gallica. bnf.fr / BnF.

Avec les républicains Espagnols !

AVERTISSEMENT : Nous avons rédigé ce texte à partir de nos sources archivistiques et principalement de la Tribune des cheminots. Nous avons dû faire une sélection pour un texte synthétisé sur une période si riche en événements. Le lecteur qui souhaite approfondir ses connaissances peut aussi se référer aux cahiers de l'institut N° 30 et N° 58.

Bref rappel chronologique...

1936 / 16 février

La coalition de gauche du Front populaire, remporte les élections législatives en Espagne.

17 juillet

Soulèvement militaire au Maroc espagnol où un groupe d'officiers dirigé par le général FRANCO organise un coup d'État. Début de la guerre civile espagnole.

22 octobre

Les Brigades internationales sont officiellement créées par un décret du gouvernement espagnol, elles rassembleront 50 000 personnes venues combattre du monde entier, pour la plupart, ils sont communistes, antifascistes, révoltés. Ils veulent sauver la république du Front populaire, sorti des urnes en Espagne.

14-15 août 1936

Massacre de Badajoz; 3 800 civils sont exécutés par les troupes franquistes.

Octobre 1936, FRANCO avait intégré la Phalange espagnole et les carlistes dans son armée, et neutralise les courants disparates, parfois adverses, qui le soutenaient, en les corsetant dans un mouvement unique.

1937 / 26 avril, pour terroriser la population, rangée du côté des Républicains, la légion Condor allemande, alliée de FRANCO, lance un bombardement sur la ville de Guernica. L'attaque dure plus de trois heures et crée un paysage d'horreur.

1939 / 26 janvier

Chute de Barcelone provoquant, un exode sans précédent. Près d'un demi-million de personnes franchissent alors la frontière des Pyrénées dans de terribles conditions. C'est la Retirada.

1939 / février

« Madrid, Valence, Alicante restent sous l'autorité de la République, de même que onze provinces ou fractions. de provinces du sud-est du pays. Dix millions d'Espagnols peuplent cet ultime réduit et 250 000 soldats s'y trouvent encore rassemblés.

27 février

Le gouvernement franquiste de Burgos est reconnu par la France et la Grande-Bretagne. PETAIN sera nommé ambassadeur à Madrid.

1^{er} avril

Les armées franquistes émettent leur communiqué de victoire. Quatre cent mille républicains prennent le chemin de l'exil pour la France, où ils sont rassemblés dans des camps.

MANIFESTATION INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ A L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

18 JUILLET — 1936 — **18 JUILLET — 1937 —**

Le 18 Juillet 1937
il y aura un an que la République Espagnole fut agressée par des officiers félons, passés au service du fascisme international

Depuis un an :
les Républicains espagnols résistent à ces traîtres ; les catholiques espagnols aux Maures ; la nation espagnole au fascisme hitlerien et mussolinien

L'ENJEU DE LA BATAILLE
C'est **L'INDÉPENDANCE DE L'ESPAGNE**
C'est **LA SÉCURITÉ DE LA FRANCE**
C'est **LA PAIX !**

Depuis un an
près d'un demi million d'hommes femmes et enfants sont morts, victimes du fascisme international

Depuis un an
les pacifistes, les démocrates et les défenseurs de la culture espagnole ont collecté dans le monde entier 200 millions de francs pour soulager les souffrances du peuple espagnol

C'est beaucoup.
Ce n'est pas assez !
Ce ne sera pas assez tant que les villes seront bombardées, tant que les enfants seront massacrés, tant que la paix n'aura pas été rétablie en Espagne et sauvegardée hors d'Espagne par la victoire des Républicains.

**POUR LEUR VICTOIRE
POUR NOTRE PAIX
SOLIDARITÉ !
UNION !**

l'Union n'additionne pas seulement les efforts de solidarité. Elle les multiplie !

Envoyez vos dons au Comité International de Coordination et d'information pour l'Aide à l'Espagne Républicaine, 97, rue Jean-Dolent Paris. 14^{ème} Comp. chèque postal : Georges Etienne. PARIS. 2048-1 en spécifiant : POUR LE CCMIÉ INTERNATIONAL.

JOY ROUSSEAU, PARIS

Affiche, 1937. Coll. gallica.bnf.fr / BnF, département Estampes et photographie, ENT QB-1 (1937) – ROUL.

La solidarité active de la Fédération des cheminots tout au long de cette guerre

1936

Dès le 1^{er} août, la Tribune des cheminots publie un appel de la CGT sous le titre « Au secours du peuple espagnol » qui déclare entre autres «... Le triomphe des rebelles espagnols signifierait pour tous les peuples un accroissement du péril fasciste, un recul de la civilisation, un danger pour la paix. Il serait une menace permanente contre notre pays et la République. La solidarité doit être agissante et efficace. Des fonds sont indispensables pour assurer le ravitaillement de la population, secourir les blessés, panser les plaies de la guerre civile. »

En même temps une active solidarité va se mettre en place par des initiatives envers les cheminots...



Lucien Midol, 1932.
Photographie de presse/
Agence Meurisse. Source : gallica.bnf.fr / BnF.

A la mi-août, Lucien Midol signe un article « Neutralité! Solidarité! Où il précise : « Je ne veux pas discuter des raisons diplomatiques qui militent en faveur de la neutralité et du maintien de la paix internationale, mais neutralité n'est pas recul constant vis-à-vis des insolences hitlériennes et mussoliniennes, neutralité ne peut pas être synonyme de blocus du gouvernement régulier, une violation du droit commun international »

Il rappelait « On connaît les causes des tragiques événements qui se produisent au-delà des Pyrénées : en février 1936, le Front populaire espagnol triomphait aux élections aux Cortès. La nouvelle majorité se mettait immédiatement à la besogne pour réaliser le programme sur lequel elle était élue et s'efforcer de réparer les injustices sans nombre, que la majorité réactionnaire avait accumulée... C'est ce que les réactionnaires d'Espagne, les grands profiteurs, les 200 familles de là-bas n'ont pu pardonner ».

Il est indispensable, disait-il, que ce dont a besoin le gouvernement régulier lui soit fourni, le droit international l'autorise, la défense de la République espagnole l'exige; les intérêts des travailleurs français coïncident avec celui des héroïques militaires espagnols.

Le mouvement syndical français, la Fédération syndicale internationale ainsi que le mouvement pacifiste s'engagent comme en atteste l'extrait de titre de la tribune des cheminots du 15 septembre.⁷



La Tribune des cheminots, n° 517, 15 septembre 1936. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/4.

22 octobre, Les Brigades internationales sont officiellement créées par un décret du gouvernement républicain espagnol, sur proposition de l'Internationale Communiste (IC) rassembleront 50 000 personnes. Le but était d'aider la République espagnole dans son combat contre les fascistes et d'empêcher un régime allié de HITLER et MUSSOLINI de se fixer sur la frontière sud de la France Comme le proclamait les Brigadistes « en défendant Madrid c'est Paris qu'on défend ». L'Internationale communiste organise l'enrôlement et l'acheminement de dizaines de milliers d'hommes auxquels se sont joints de nombreux militants de différents courants politiques, notamment en Europe occidentale et d'outre atlantique pressé d'en découdre avec le fascisme.

1937

26 avril, Guernica jour de marché, dans les premières heures de l'après-midi, les avions allemands au service de FRANCO bombardent la ville durant trois heures et demie, par escadrilles se relevant tour à tour. La ville est incendiée et rasée, deux mille morts, tous civils hommes, femmes enfants. Ce bombardement expérimente dramatiquement les effets combinés des bombes explosives et des bombes incendiaires sur une population civile et marquera à jamais les esprits et les mémoires. Pablo Picasso en offrira une superbe fresque éternelle, l'une des représentations les plus puissantes des horreurs de la guerre. Peinte à Paris, exposé dans le Pavillon espagnol de l'Exposition internationale à Paris en 1937. Ce tableau a été conservé pendant toute la dictature franquiste aux États-Unis, à la demande de l'artiste.⁸

Du 3 au 15 novembre, une délégation composée de douze représentants de la Fédération et de ses unions de réseaux se rendait en Espagne, les premiers wagons de vivre expédiés directement par notre Fédération, prenaient le chemin de la frontière. Le ravitaillement qu'ils contenaient était



Délégation de la Fédération et des Unions de réseaux en Espagne, au sommet du Montserrat, novembre 1937. Coll. IHS-CGT cheminot, album 76.

7. Source : La Tribune des cheminots, n° 517, 15 septembre 1936.

8. Le tableau Guernica est exposé au Musée Reina Sofia à Madrid.

9. Délégation de la fédération au sommet du Montserrat en 1937.

composé de riz, de légumes secs, de lait condensé, de sucre, de farine, de savon. Un lot de 650 couvertures s'y ajoutait. L'expédition représentait au prix de gros, une valeur totale de 150 000 francs.

C'est déjà quelque chose, c'est encore bien peu !

1938



L'EFFORT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES CHEMINOTS FRANÇAIS

(Période du 1^{er} Septembre 1937 au 31 Octobre 1938)

NOTA. — La cuisine spéciale de solidarité internationale a commencé à fonctionner le 1^{er} Septembre 1937

Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 572, 14 novembre 1938. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/4.

Lors du conseil national de la fédération des 17 et 18 mars Pierre SEMARD déclare :

« La sécurité du pays et la sauvegarde de la démocratie et des libertés, exigent des mesures immédiates. Au premier chef, l'ouverture de la frontière et l'aide efficace à l'Espagne républicaine. En même temps, la proposition, par le gouvernement français, d'une Conférence mondiale des Etats démocratiques, pour une action commune contre la guerre déclenchée par les Etats fascistes, réunis dans l'axe Berlin-Rome-Tokyo et l'organisation plus efficace de la sécurité collective entre tous les Etats attachés à la paix.

Dans un monde tourmenté par la guerre, quand depuis deux années le sang roule à flot en Espagne, la France doit reprendre le rôle historique qu'elle a joué plusieurs fois, pour le triomphe ou la défense des libertés et des grandes idées de progrès social et d'humanité. »

Puis il précise : aucune organisation ouvrière ne doit être exclue de la lutte commune pour la paix... Il est inadmissible que, seules les Internationales F.S.I.¹⁰ et I.O.S.¹¹ se rencontrent et prennent des décisions en tenant à l'écart l'Internationale communiste et les organisations soviétiques, américaines, etc. Si une Conférence mondiale des Etats démocratiques est nécessaire, une Conférence internationale de toutes les organisations et internationales syndicales et politiques est aussi nécessaire. Il est incompréhensible que des dirigeants de la F.S.I. s'obstinent dans leur attitude étroite et toute imprégnée d'antisoviétisme, quand le danger de guerre est aussi imminent.

Nous devons, déclare Pierre SEMARD, en conclusion, lutter de toutes nos forces pour que le droit international soit respecté et appliqué et que finisse enfin la politique dite de non-intervention dont est victime l'Espagne républicaine.

La Solidarité effective des cheminots français à l'égard de l'Espagne républicaine

Le Comité fédéral décide l'envoi d'une ambulance

Les Unions de régions
s'associent pour en offrir une seconde :
COUT TOTAL : 78.000 FRANCS

De plus, grâce à la vente de son timbre de solidarité, notre Fédération contribue pour 60.000 francs à l'équipement de la caravane internationale, actuellement en préparation

Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 556, 28 mars 1938. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/4.

Le Bureau fédéral, siégeant le 22 mars, décidait d'affecter 60 000 francs à la Caravane internationale organisée sous le patronage du Comité international de coordination pour l'aide à l'Espagne républicaine, somme prélevée sur le fonds de solidarité, constitué au siège fédéral, grâce à la vente du timbre à 1 franc. La fédération a reçu de l'International de coordination et de la Centrale sanitaire internationale deux chaleureuses lettres de remerciements. Nous sommes heureux de constater que les cheminots occupent un rang honorable dans l'accomplissement du devoir de solidarité ouvrière internationale. Mais nous voudrions les voir se surpasser dans ce domaine. Aussi bien leur propre sort est en jeu, car la démocratie française ne survivrait pas à l'écrasement de la République espagnole.

Pour vos frères qui se battent, pour vous qui devrez-vous battre demain, s'ils sont vaincus, camarades cheminots, donnez le plus largement possible.

Achetez et vendez autour de vous le timbre de solidarité édité par votre Fédération.

Albert Pérignon, secrétaire fédéral



Timbre mensuel de solidarité à l'Espagne édité par la Fédération en août 1937. Coll. IHS-CGT cheminots, carton 742. Le Bureau fédéral incite ses syndicats à placer mensuellement un nombre de timbres équivalent à celui de leurs adhérents. Une caisse spéciale est ouverte à la trésorerie fédérale pour comptabiliser les fonds ainsi recueillis.

10. Fédération syndicale internationale.

11. Internationale socialiste ouvrière.

Extrait témoignage de Louis FORNER¹² alors Secrétaire du Syndicat de Cerbère¹³

APRES LE BOMBARDEMENT DE CERBERE



LES VANDALES SONT PASSES PAR LA...

Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 562, 20 juin 1938. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/4.

« Il n'y a pas de mots assez significatifs pour qualifier le lâche attentat dont Cerbère, terre de France, a été le théâtre le 26 mai 1938.

...C'est vers 21h30, par un temps idéal, clair et sans vent (contrairement au communiqué de la radio et de la presse fasciste), que le vrombissement de moteurs d'avions se fit entendre. Immédiatement. Les projecteurs espagnols installés à Port-Bou, alertés par le repérage de son, se mirent à balayer le ciel. La D.C.A. espagnole entra en action. Un véritable combat est engagé au-dessus de la localité, les canons et mitrailleuses antiaériens crachent à jet continu, cherchant par un tir de barrage efficace, d'empêcher le survol de Port-Bou par l'aviation fasciste. Hélas! ce n'était pas Port-Bou que les oiseaux de mort cherchaient, c'était Cerbère (à noter que Port-Bou n'est pas éclairé la nuit, tandis que Cerbère en plus de son éclairage normal possède sa cocarde tricolore illuminée). Au plus fort de la bataille, un sifflement sinistre suspend notre respiration, au même instant une formidable explosion ébranle l'atmosphère. Toutes les maisons ont frêmi, ce n'est que bris de vitres, portes et fenêtres claquèrent... La colère impuissante et un peu d'affolement s'empara de la population, cherchant dans une course éperdue à se mettre à l'abri des projectiles. La D.C.A. espagnole intensifie d'avantage son tir. Les projecteurs scrutent le ciel de leur faisceau lumineux. Un de ceux-ci réussit à prendre dans son écran un avion ennemi. C'est un hydravion allemand, un Dornier. L'appareil semble en difficulté, car la cible est visible pour nos amis espagnols, et perdant de la hauteur il gagne le large... Dès l'alerte terminée, nous nous portâmes immédiatement sur les lieux d'éclatement des bombes. La gare avait bien été atteinte. Deux bombes tombèrent au milieu des voies, une à environ 2 mètres du poste d'aiguillage 4, l'autre sur les voies de l'entretien, creusant des entonnoirs de 15 mètres de diamètre sur 3 mètres environ de profondeur. Un peu plus loin au-dessus du chantier, un groupe de maisons a été également ravagé, quelques-unes sont inhabitables. Encore au-dessus un chapelet de 8 bombes incendiaires (rien ne manquait dans ce sauvage attentat) tombèrent dans les vignes. Bien plus loin encore des bombes. En tout 18 dont 8 incendiaires. Ceci se passait le jour de l'Ascen-

sion, fête chrétienne. Ces bombes venant d'Italie étaient, sans doute, bénies par le pape et destinées à ses fidèles... Voilà comment ils entendent appliquer la doctrine du Christ, qui fut le premier socialiste et oui avait comme devis : « Aimez-vous les uns les autres, tu ne tueras point »...etc., etc. Ils nous ont davantage fait comprendre aussi en quoi consiste leur fameux axe Berlin-Rome. Nous en avons vu une application du fait que les hydravions étaient allemands et les bombes de fabrication italienne. Et c'est l'exacte vérité et en entière contradiction avec la presse fasciste, la grande presse bien-pensante qui osait insérer que le raid sur Cerbère serait l'œuvre d'avions républicains maquillés afin d'inciter le gouvernement de la République française à une action directe en Espagne. Ceci est de la pure calomnie et le plus grand mensonge qui puisse exister. »

1939 LA RETIRADA

AU SECOURS DES VICTIMES DU FASCISME !



Vois-les, ces malheureux à qui tu as refusé tout moyen de se défendre contre le fascisme international; contemple ton bilan de non-intervention ! République ploutocratique française ! Vas-tu maintenant les laisser mourir de faim ?

Dessin de Flo paru dans *La Tribune des cheminots*, n° 578, 6 février 1939. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/4.

26 janvier, l'arrivée des franquistes dans Barcelone contraint à l'exode douloureux vers France. Ils traversent alors la frontière française pour éviter la répression. Le gouvernement français piétine les principes universels, en leur réservant un accueil indigne.¹⁴

Paris craint d'être submergé par des éléments jugés subversifs, n'autorise l'ouverture de ses frontières que le 28 janvier. Avant même la chute de Barcelone, ces femmes et ces hommes sont considérés comme des indésirables par les autorités françaises. Un deuxième coup de poignard, en somme, après avoir décrété la non-intervention en août 1936 qui livra à leur sort les progressistes espagnols. À pied ou en camion, emmitouffés dans des couvertures ou dans de longs manteaux, ils seront près de 500 000 femmes, enfants, vieillards puis, plus tard, miliciens de l'armée républicaine espagnole à franchir les cols enneigés des Pyrénées.

12. <https://maitron.fr/spip.php?article3910>, notice FORNER Louis, Michel, Sylvain par André Balent, version mise en ligne le 30 juin 2008, dernière modification le 16 octobre 2019.

13. *Tribune des cheminots* 20 juin 1938.

14. Source : *La Tribune des cheminots* [édition 1 Vie des réseaux/régions], n° 578, 6 février 1939.

La CGT avec ses fédérations, ses syndicats et ses militants seront encore présents, notamment ceux proches de la frontière, à la hauteur de la solidarité qu'ils ont déjà déployée pendant la guerre civile. Les cheminots sont à l'avant-garde des corporations, dans ce domaine.

Chaque jour, à Perpignan, à Toulouse, à Cerbère, à La Tour-de-Carol, Narbonne, Carcassonne, à Caussade, à Agde, à Rouvres, à Romilly, en cent localités différentes nos militants ont donné le meilleur d'eux-mêmes et de leur temps pour secourir, adoucir, soulager des dizaines de milliers d'infortunés, dans les camps d'internement comme dans les centres de réfugiés.

Joseph TOUZET,¹⁵ du syndicat de Toulouse et militant national à l'époque, sera chargé d'établir les liaisons entre la Fédération et les cheminots espagnols qui se trouvent dans les différents camps témoigne dans la Tribune¹⁶ « j'ai eu l'occasion de visiter à plusieurs reprises nos camarades... dans les camps et l'état dans lequel ils sont. L'aménagement des camps se poursuit activement à Septfonds où il y a 16 000 hommes; ils sont tous abrités dans des baraquements en planches. Il y a parmi eux 450 cheminots avec lesquels nous sommes en liaison constante.

Au Vermet-d'Ariège, 11 000 personnes sont groupées, parmi lesquelles se trouvent 22 ou 23 cheminots. Ce camp n'est pas encore organisé comme celui de Septfonds.

C'est ainsi que certains couchent encore sous les tentes, tandis que l'on poursuit activement la construction des baraques en bois... La liaison avec les cheminots est très difficile, en raison de l'état du terrain dans lequel « naviguent » les réfugiés. L'inclémence de la température ajoute à ce séjour des souffrances matérielles qui nécessiteraient une alimentation et des soins particuliers à ceux qui les subissent toute la journée, toute la nuit... Comme tous les réfugiés, ils travaillent à l'aménagement de leur « barraquon » comme ils l'appellent eux-mêmes... Ils ont tous gardé la foi républicaine avec laquelle ils avaient lutté pendant presque trois années; ils ont confiance en l'avenir. Leur seul désir : lutter toujours pour vaincre le fascisme. »

Le Comité d'accueil aux réfugiés se fait l'interprète de l'immense émotion de la population catalane devant l'exode tragique des femmes et des enfants affamés fuyant sur les routes de Catalogne vers la frontière française, les organisations suivantes se sont réunies au Cercle Jean-Jaurès, à Perpignan :



Un Comité d'accueil aux réfugiés d'Espagne est constitué à Perpignan

Extrait La Tribune des cheminots, n° 578, 6 février 1939. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/4.

Le camarade BLIMON alors secrétaire du syndicat de la Tour-de-Carol témoigne (extraits)

L'exode des réfugiés espagnols à la Tour-de-Carol

Extrait de La Tribune des cheminots, n° 581, 20 mars 1939. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/4.

Le 29 janvier, date inoubliable, commençait l'exode des femmes et des enfants. Le premier train amenait à La Tour-de-Carol, à 9 h 30 du soir, des femmes, des enfants, des vieillards apeurés, le visage amaigri, les yeux épouvantés par les récents bombardements de l'aviation italo-allemande. Parmi ce premier convoi, qui passa la nuit dans les locaux de la gare, il y avait un aveugle de 20 ans, victime de l'aviation; une jeune fille institutrice, la jambe coupée à mi-cuisse. Je demandais à cette dernière où elle avait perdu ce membre : « A Barcelone, me dit-elle, dans ma classe, parmi mes élèves; certains d'entre eux, les malheureux, reposent de leur dernier sommeil par la lâcheté de l'aviation italienne. Ce n'était que le commencement du calvaire des femmes et des enfants, calvaire qui devait, continuer, hélas plus de 15 jours! Puis ce furent les milices qui passèrent la frontière par paquet de mille et deux mille et qui venaient se faire désarmer par la Garde mobile... Ensuite, ce furent les derniers jours de bataille dans la vallée de Puigcerdà, la Seo de Urgel, où la brillante 20^e division tenait l'adversaire en échec pour assurer le repli en France de ce qui restait de femmes et d'enfants ainsi que de l'arrière et du matériel qu'elle ne voulait pas laisser aux rebelles...

Dans les tout premiers jours, le camarade Berge, délégué de la Fédération, avec le camarade Grau, de Perpignan, organise un secours immédiat aux camarades cheminots espagnols, apportant des provisions aux responsables pour apporter le secours fraternel et matériel de l'organisation... Il fallut une tourmente de neige et trois morts dans la nuit, au camp, pour que les forces de l'armée acceptent à faire coucher tous ces camarades dans des wagons ou, au moins la nuit, ils étaient à l'abri. La presse nous a fait savoir qu'ils touchaient de la viande... C'est vrai mais la première distribution eut lieu 10 jours après leur arrivée au camp.

Si les cheminots, les travailleurs sont solidaires, le gouvernement français accueille à contrecœur, avec méfiance et suspicion, les réfugiés espagnols¹⁷

Sur l'ensemble de la période 400 000 Espagnols pénètrent en France, dont 170 000 civils.

15. <https://maitron.fr/spip.php?article9114>.

16. Extraits.

17. Il faudra attendre 1945 pour bénéficier du statut de réfugié politique, après avoir participé en grand nombre à la guerre et à la Résistance contre l'occupant nazis.

Les hommes valides sont regroupés dans les camps d'internement en France qui deviennent des lieux où l'on a parqué les soldats d'une armée régulière d'une République dont la France se disait amie et qui finit par leur ouvrir tardivement ses frontières.

Les vieillards, les femmes et les enfants furent accueillis d'abord vers l'arrière-pays puis vers des centres éloignés vers le centre et le centre-ouest.

Un certain nombre de ceux-ci tentera de rentrer en Espagne mais seront exécutés par les franquistes. Une autre partie composée de civils embarqués dans la débâcle rejoindront leurs pays.¹⁸ D'autres seront embarqués pour rejoindre l'Afrique du Nord vers des camps improvisés.

La France constitue en effet « le point de départ d'une diaspora plus vaste des réfugiés républicains ». Le Mexique accueille 6 000 républicains du mois d'avril au mois d'août 1939, le Chili et la République Dominicaine recevant de leur côté 2 300 et 1 200 républicains dès 1939.

Une cinquantaine de milliers de réfugiés trouvent de la sorte asile dans l'ensemble de "l'Amérique latine". L'URSS reçoit un peu moins de 4 000 républicains espagnols et notamment 500 cadres du Parti communiste espagnol.

A partir des lois des 13 janvier et 27 septembre 1940 dont la première prévoit la création d'unités de prestataires militaires étrangers désignées sous le nom de compagnies de travailleurs étrangers (CTE). La seconde créant les groupements de travailleurs étrangers (GTE). Ces mesures mises en place par le gouvernement Daladier sous la III^e République finissante, seront ultérieurement renforcées par le Régime de Vichy, exprimant une politique de la main-d'œuvre à la fois xénophobe, anticomuniste et antisémite.

Surveiller étroitement sur le territoire français, un certain nombre rejoindra la résistance française, d'autres seront réquisitionnés et utilisés comme main-d'œuvre, dans

la construction du Transsaharien, qu'engagera le gouvernement de Vichy ou remis à l'Organisation Todt (OT en abrégé) du Troisième Reich pour les grandes opérations de génie civil durant la guerre des lignes de fortifications, comme le mur de l'Atlantique...

D'autres s'engageront dans les combats militaires de la première armée, comme ceux de la 9^e compagnie du régiment de marche du Tchad constituée de 160 hommes dont 146 Espagnols. Tous républicains, intégrés à la division Leclerc furent de tous les combats contre le nazisme, depuis les campagnes d'Afrique du Nord jusqu'à en passant par la libération de Paris, puis la campagne d'Allemagne en 1945.

Accueillis avec méfiance et suspicion à leur arrivée par les autorités françaises, les réfugiés espagnols devront attendre 1945 pour bénéficier du statut de réfugié politique, après avoir participé en grand nombre à la guerre et à la Résistance contre l'occupant. Les camps d'internement ont été des lieux de départ pour les Compagnies de travailleurs étrangers et les bataillons de la Légion. Inaugurés pour les Espagnols, ils ont perduré toute la guerre, utilisés par le régime de Vichy, qui en a fait les instruments de sa politique d'exclusion, pour d'autres catégories « d'étrangers indésirables. »

La solidarité active de la Fédération des cheminots avec nos camarades espagnols est un fil continu des liens unissant nos histoires respectives et communes... tant pendant la guerre civile et avec les brigades internationales puis sous la dictature FRANCO, puis lors de la transition comme aujourd'hui encore par nos échanges communs bilatéraux, au niveau régional dans la Fédération Européenne des Transports ainsi qu'au plan international.

18. Denis Peschanski, *La France des camps ; l'internement 1938. 1946 Paris* Gallimard 2002, page 40.

Plus près de nous

22 octobre 2016 à la Gare d'Austerlitz est inauguré « L'Apporteur de l'Espoir » réalisé par Denis Montfleury.

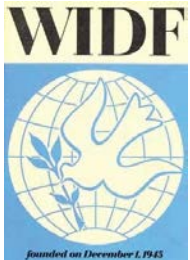
Notre Institut avec la Fédération aux côtés des Amis des Combattants de l'Espagne Républicaine ont coopéré pour marquer les 80 ans de la création des Brigades Internationales. Sollicitée par nos soins, la direction de la SNCF s'est engagée financièrement pour soutenir le projet.

Cette gare est un lieu symbolique où plusieurs convois de volontaires partaient par « trains spéciaux » d'Austerlitz d'octobre à décembre 1936. Les



volontaires se regroupaient Boulevard de l'Hôpital au local de la CGT, puis convergeaient vers la gare. Puis les départs par l'express 77 (Paris-Toulouse-Port-Bou) qui démarrait gare d'Orsay à 21 h 45 et s'arrêtait gare d'Austerlitz se font plus discrètement à cause de la politique de non-intervention.

Pour les droits de travailleuses, de mères et de citoyennes



Logo de la Fédération démocratique internationale des femmes à sa fondation (1^{er} décembre 1943).

Le congrès fondateur de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) en anglais Women's International Democratic Federation (WIDF) s'est tenu en 1945, à Paris réunissant les déléguées de 37 pays. Le second en 1948 à Budapest (Hongrie) puis en 1953 : Copenhague (Danemark)...

Sa première présidente est la physicienne française Eugénie Cotton. À sa création, les principaux sujets de préoccupation de la FDIF sont l'antifascisme, la paix mondiale (passant notamment par une opposition à la bombe atomique), le bien-être de l'enfant et l'amélioration du statut des femmes et ce afin de s'assurer que vont perdurer les valeurs de la résistance forgées dans la lutte contre le régime nazi et de faire peser ces idées dans les pays occidentaux d'après-guerre, créant un « mouvement féminin antifasciste transnational ».

Le 3^e congrès mondial des femmes¹⁹

Le 24 juin 1953 plus de mille cinq cents femmes venues de soixante-sept pays se réunissaient au "Stadion" de Copenhague pour y chercher ensemble les moyens de défendre et de conquérir leurs droits de travailleuses, de mères, de citoyennes.

Ce congrès eût été plus important encore si les délégués de treize pays avaient obtenu de leurs propres gouvernements les visas de sortie. Il reste que son caractère le plus marquant réside dans le fait que pour la première fois quatorze pays non adhérents à la F.D.I.F. ont envoyé des délégations, entre autres les États-Unis, l'Égypte, la Grande-Bretagne, la Turquie, la Guyane britannique. Dans le fait également que dix organisations internationales ont pris part aux travaux, dont des organisations chrétiennes. Enfin dans l'éventail élargi des opinions et des croyances représentées, ainsi que des fonctions sociales.

Témoignage de Ginette BILLAUDEL²⁰ qui conduisait la délégation fédérale :



Ginette Billaudel. *La Tribune des cheminots*, n° 128, 1^{er} février 1956. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

Dans cette assemblée où toutes les femmes vivaient en toute fraternité, j'éprouais une sorte de réticence à l'égard des femmes allemandes. Trop de sang, trop de morts entre nous... ORADOUR... nos fusillés, nos déportés... Pierre SEMARD et des milliers d'autres encore.²¹

« Mais tout à coup, à la tribune, on nous annonça que les déléguées du Viêt-Nam, de la Corée, de la Malaisie, n'ayant pas obtenu du gouvernement danois leur visa, devaient rester à Berlin, mais que de là leurs interventions avaient été enregistrées sur disques et que nous allions pouvoir les entendre. Dès que la déléguée vietnamienne se mit à parler, toute la délégation française se mit debout. Très droites, très pâles, nous avons subi ce supplice : entendre le réquisitoire contre les crimes que des Français commettent en Indochine, être fustigées du récit des atrocités, des incendies, des pillages, des tortures infligées aux patriotes vietnamiens ; un sentiment de culpabilité nous submergeait. Quand la déléguée vietnamienne termina en faisant appel à tout le Congrès en faveur de la paix et aux femmes françaises pour que nos fils n'aillent plus tuer les leurs, les larmes coulèrent de nos yeux, mais les mêmes larmes brillaient dans les yeux des Chinoises, des Allemandes et des Soviétiques, et, dans une émotion indescriptible, nous sentîmes passer un souffle de paix et de fraternité. Quand, plus tard, toutes ensemble, nous entonnâmes le chant « La Ronde de la Paix », c'est très franchement que je tendis la main à ma voisine Allemande ».

Les cheminots et les compagnes des cheminots feront leur la résolution adoptée par les représentantes des milliers de femmes présentes à Copenhague :

19. Victime de la guerre froide, la FDIF fut expulsée de France et se déplaça à Berlin-Est au début de l'année 1951.

20. Née le 30 avril 1916 à Troyes (Aube), décédée le 17 janvier 2002 à Montreuil (Seine-Saint-Denis) ; employée au service administratif ; membre du comité central des activités sociales (CCAS) de 1957 à 1966 ; membre du bureau de la Fédération CGT des cheminots (1956-1970) ; membre suppléant du conseil d'administration de la Confédération CGT (1955-1961) ; collaboratrice politique la Fédération syndicale mondiale (1970-1976).

21. *Tribune des cheminots* N° 70 du 01/06/1953.

RESOLUTION du 3^e congrès (*extraits*)

« Nous, femmes de 70 pays, femmes représentant des organisations féminines diverses et femmes non organisées, dont beaucoup se trouvent en contact avec la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, pour la première fois, ayant participé au Congrès Mondial des Femmes, avons compris et approuvé le travail que la Fédération Démocratique Internationale

des Femmes a réalisé pour la défense des droits des femmes et des enfants et pour la paix mondiale. »

« Nous éprouvons fortement le besoin de continuer à travailler en coopération et en harmonie plus étroites et de nous unir toujours davantage afin de donner à notre mouvement une efficacité de plus en plus grande dans la lutte qu'il mène pour la conquête et la garantie des droits des femmes et des enfants et pour la défense de la paix dans le monde. »



Revue *Femmes du monde entier*, bulletin de la Fédération démocratique internationale des femmes, n° 50, janvier 1951. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

Des sales guerres d'Indochine et du Vietnam

La France et les USA complices de dix mille jours de guerre au Vietnam

Un bref rappel historique pour ceux qui en auraient besoin :

De 1858-1867 la France s'empare du sud du Vietnam, et instaure un protectorat au Cambodge.

C'est au nom d'une ambition spirituelle d'évangélisation, mais aussi géopolitique pour l'empire colonial français de disposer d'une colonie pour rivaliser avec l'Angleterre qui elle domine en Inde. A partir de 1882, le centre et le nord du Vietnam passent sous la tutelle française.²²

Mais la soif économique n'est jamais loin en l'occurrence comme dans la plupart des colonies françaises, les richesses vont être exploitées au profit de la métropole que ce soient les matières premières et les ressources agricoles : les minéraux, le bois, le charbon, le riz et surtout le caoutchouc. En effet, l'essor de l'automobile, au début du XX^e siècle, entraîne le développement de l'exploitation des hévéas. Mais la présence des Européens est faible, car l'Indochine n'est pas une colonie de peuplement, contrairement à l'Algérie par exemple.²³ C'est donc une main-d'œuvre en majorité indochinoise qui est exploitée pour la mise en valeur des ressources sous la férule colonialiste et sous une discipline de fer qui « n'est pas des plus catholiques »

Les Français appliquent en Indochine une administration directe qui nomme des fonctionnaires français et les place aux postes importants. La population indigène reste largement à l'écart et, très vite, les premières contestations de l'ordre colonial apparaissent.²⁴

1925, le futur Hô Chi Minh fonde l'Association de la jeunesse révolutionnaire vietnamienne, avant de créer le Parti communiste vietnamien en 1930.²⁵ Les membres dirigeants sont arrêtés entre avril et juin 1931, période de manifestations insurrectionnelles. En novembre 1940, après l'échec d'une insurrection armée en Cochinchine, le Parti est décapité. Mais le communisme ne disparaît pas le Viet-Minh, la ligue pour l'indépendance du Vietnam voit le jour dès le 19 mai 1941.

1940-1946... dans la seconde guerre mondiale

En septembre 1940, l'armée japonaise attaque Lang Son. Par les accords Darlan-Kato, signés le 29 juillet 1941, le gouvernement de Vichy autorise le Japon à stationner ses troupes sur tout le territoire indochinois. Le 9 mars 1945, lors d'un coup de force militaire, le Japon attaque les garnisons françaises en Indochine et fait emprisonner des administrateurs coloniaux, des policiers et les troupes coloniales. La présence française est liquidée, et l'empereur fantôme Bao Dai est contraint d'abdiquer le 25 août 1945.

2 septembre 1945, jour même de la capitulation du Japon dans la Seconde Guerre mondiale, Hô Chi Minh proclame l'indépendance de la République démocratique du Vietnam (RDV).

La péninsule est ainsi divisée en deux : Le Sud occupé par les Britanniques, le Nord par l'armée chinoise alliée au Viêt-minh. Mais la volonté de la France est claire : récupérer l'Indochine coûte que coûte. Dès le 5 octobre, le général Leclerc débarque en Indochine.

Le 6 mars 1946, via les accords entre Hô Chi Minh et le gouvernement français, dits « accords Hô-Sainteny », la France reconnaît la République démocratique du Vietnam dans le cadre de l'Union française qui succède à l'empire colonial. Ainsi au prix de quelques concessions dans l'ensemble de ses colonies la France y espère encore éviter la guerre. Le 18 mars 1946, le Corps expéditionnaire du général Leclerc fait son entrée à Hanoï. Mais les accords initiaux connaissent de nombreux incidents qui le rendent vite caduque.

1946-1949... Des insurrections à la guérilla

23 novembre 1946, Le bombardement du port de Haiphong par l'armée française, sous le commandement de l'amiral Thierry d'Argenlieu, entraîne le début de l'escalade. Le 19 décembre 1946, une insurrection du Vietminh à Hanoï marque le point de départ officiel de la guerre, dans les principales villes : Hanoï, Dalat, Nam Dinh. **1947-1949**, la guerre se généralise rapidement à l'échelle de toute la péninsule. Les Français doivent faire face à une guérilla.

1948, 5 juin Par les accords de la baie d'Along, la France reconnaît l'unité territoriale du Vietnam gouverné par Bao Dai comme État associé de l'Union française. Les anciens protectorats d'Annam et du Tonkin et la colonie de Cochinchine sont réunifiés au sein d'un seul État. En accordant à l'ancien empereur ce qu'elle a refusé à Hô Chi Minh deux ans auparavant, la France espère rallier à elle les populations locales et donner des gages d'ouverture. Les combats continuent cependant, en particulier dans le nord du pays.

1949-1952... un enjeu de la guerre froide

1949, 1^{er} octobre Mao Zedong proclame la République populaire de Chine à Pékin : le pays le plus peuplé du monde bascule dans le camp communiste. Neuf mois plus tard, le 25 juin 1950, l'assaut de la Corée du Nord contre le Sud marque le début de la guerre. En l'espace

22. Chronologie : la guerre de huit ans, l'Histoire. Collection.

23. Indochine française - Encyclopædia Universalis

24. Idem.

25. Chronologie : la guerre de huit ans l'histoire. Collection.

de quelques mois, l'Asie se retrouve au cœur de la guerre froide. Pour Washington, Moscou et Pékin, l'Indochine devient un enjeu primordial.

Le 2 novembre 1949, En France, début de la grève des dockers de Marseille contre l'envoi d'armes en Indochine. Le mouvement s'étend rapidement aux principaux ports de métropole et d'Afrique du Nord. En parallèle du procès d'Henri Martin, marin communiste accusé de sabotage et de propagande hostile à la guerre, la grève marque l'accentuation de la campagne du PCF et de la CGT contre la guerre. Des artistes et intellectuels comme Pablo Picasso, Fernand Léger ou Jean-Paul Sartre y participent. Le 18 octobre 1950, Durant l'évacuation de Cao Bang, poste frontalier avec la Chine devenu indéfendable, les Français sont défaits et décimés par le Viêt-minh sur la route coloniale 4 (RC4). La déroute laisse le champ libre à l'augmentation de l'aide chinoise à Hô Chi Minh.

1951 Intensification du soutien des États-Unis à la France.

1952-1954... la défaite française

1952, 11 janvier La mort du général Jean de Lattre de Tassigny à Paris laisse la France sans commandement en Indochine. Sur le plan militaire, les moyens engagés apparaissent désormais de plus en plus insuffisants. D'ailleurs les États-Unis assurent plus de la moitié du financement de la guerre.

Le 7 mai 1954, une nouvelle défaite française à Diên Biên Phu. Plus de 11 000 hommes sont faits prisonniers par les troupes vietnamiennes. En métropole, la nouvelle fait l'effet d'un coup de tonnerre sur l'opinion mobilisée, qui a suivi la bataille au jour le jour dans la presse. Pierre Mendès-France, critique de la politique de guerre depuis ses débuts, s'impose à Paris en homme providentiel et est investi à la présidence du Conseil par l'Assemblée le 18 juin.

Les 20-21 juillet 1954, Les accords de Genève, conclus après un mois de négociations incluant la République Démocratique du Vietnam, les États-Unis, la Chine et l'URSS, mettent en place un cessez-le-feu en Indochine.



Une des cent cinquante délégations reçues à Genève par le délégué du gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam : celle des cheminots de Bordeaux.

Le Vietnam est coupé en deux au niveau du 17^e parallèle. Mais les États-Unis et le Sud Vietnam refusent de signer les accords.

Mai 1955, les dernières troupes françaises quittent le Nord Vietnam et sa République démocratique.

Partout, ce sont des scènes de liesse populaire. Les Bo doivent défilent sous les vivats d'une foule qui savoure les premières heures d'une indépendance chèrement acquise.

La Fédération présente et solidaire avec le peuple Vietnamien dès 1930

Contre la terreur la famine et la misère en Indochine

Pour l'envoi d'une délégation
ouvrière d'enquête !

Les travailleurs de ce pays lutteront avec énergie contre l'odieux verdict de Saïgon, contre la terreur en Indochine. Car des hommes sont envoyés à l'échafaud ou au bagne à vie pour simple délit d'opinion ou pour leur activité syndicale.

Extrait de *La Tribune des Cheminots* [unitaires], n° 381, 15 août 1933. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/3.

1933 : faire reculer les bourreaux impérialistes. L'effroyable terreur ne parvient pas à endiguer les luttes ouvrières : au nombre de 200, les ouvriers de l'aéroport situé près d'Hanoi ont manifesté le 1^{er} mai ! Et quatre d'entre eux (dont une femme) ont été condamnés à 10 et 13 ans de prison pour s'être défendus contre les miliciens. Ils sont de plus astreints à payer des amendes représentant pour chacun d'eux plus de quatre ans de salaires... Il faut briser cette effroyable terreur et les travailleurs exigeront avec force la libération immédiate des condamnés de Saïgon, des 10 000 détenus politiques Indochinois, des 1 500 déportés à la Guyane. Pour savoir toute la vérité sur l'exploitation odieuse et sur l'affamement du peuple indochinois, pour faire reculer les bourreaux impérialistes. La C.G.T.U. appuie de toutes ses forces la campagne du Secours Rouge pour l'envoi d'une délégation ouvrière en Indochine, elle appelle tous les travailleurs à participer à la Semaine de du 9 au 17 septembre pour recueillir les fonds nécessaires à l'envoi de cette délégation. Tous les syndiqués et militants de la C.G.T.U., tous les travailleurs organisés syndicalement, tous les travailleurs sans distinc-

tion de tendances enverront une délégation ouvrière en Indochine! Tous à l'action pour recueillir du 9 au 17 septembre les 100 000 francs nécessaires, pour briser la politique de terreur et de famine de l'impérialisme français.

Luttez pour l'unité nationale et internationale

En 1950, notre politique est de défendre notre indépendance, nos libertés et la paix, conditions essentielles du développement économique. Elle est aussi d'exiger la cessation immédiate de la guerre en Indochine qui tue nos enfants et ruine notre pays. C'est aussi la fin de l'agression en Corée, qui porte en elle le germe d'une guerre mondiale, et aussi la liberté pour ce peuple de se diriger lui-même, conformément au droit des hommes de choisir librement leur régime. La CGT exige le retrait des troupes américaines de Formose et la reconnaissance par l'O.N.U. de la Chine Populaire, pays de 475 millions d'habitants. La CGT invite tous les travailleurs et la Fédération des cheminots à partager cette politique de paix!



Coll. Maitron.

Henri Martin, militant FTP. C'est au cours de la fin de la campagne de Libération de la France, en décembre 1944, qu'il prend la décision de s'engager dans la Marine mais sera incorporé en 1945. Il est envoyé en Indochine comme second maître mécanicien. Or, lorsqu'il y arrive, l'armée française ne combat

plus le Japon qui a capitulé, mais contre les maquisards du Viêt Minh. Henri Martin refuse de se battre contre les résistants vietnamiens et demande en vain la résiliation de son contrat.

Fin 1947, il retourne en France où il est affecté à l'arsenal de Toulon. Il y fonde un groupe de militaires qui partagent ses convictions et mène à partir de juillet 1949 une lutte clandestine contre la guerre en Indochine²⁶.

Le 14 mars 1950, lui et son groupe sont arrêtés par la police. Il est condamné à 5 ans de réclusion. Durant tout le procès, il s'est conduit en accusateur — en accusateur de la politique de trahison et de guerre du gouvernement — et non en accusé. A certaines questions posées par le président du tribunal de classe, celui que l'on peut qualifier de héros répondit: « *Je ne me suis pas engagé pour faire une guerre qui frappe les gosses et les femmes* ». A une question dans laquelle le président indiquait: « *Quand on est marin on a certaines obligations* », Henri répondit: « *Alors, vous voulez dire que nous serions non point des marins, mais des mercenaires?* »; ajoutant, par ailleurs « *J'avais 16 ans quand j'ai commencé à distribuer des tracts, j'aimais et j'aime mon pays de toutes mes forces... J'ai demandé à partir sur le front de Royan. Là, j'avais un capitaine de 24 ans, qui est tombé le 3 décembre 1944. Avant de mourir, il nous dit: « Les gars, allez-y, il faut vous « battre jusqu'au*

bout. » Je tiens ce serment encore aujourd'hui en me battant contre la guerre injuste du Viêt-Nam. »

Il sera néanmoins condamné à cinq ans de réclusion! Henri Martin, exemple de la lutte pour la Paix connaîtra des cachots pendant 3 longues années! Les cheminots agiront pour sa libération pendant de longues années jusqu'à sa libération en 1953.

le 27 juillet 1953, Georges Séguy, membre du bureau fédéral signe dans la tribune un article « CE QUI A ÉTÉ POSSIBLE EN COREE L'EST EN INDOCHINE »

« Cette date sera désormais inscrite dans l'Histoire comme un grand triomphe des forces de paix sur les forces de guerre. Il serait faux de penser que ce résultat est dû au hasard ou à un quelconque concours de circonstances. En vérité, il est dû au courage du peuple coréen, de son armée démocratique aidée par les volontaires chinois qui ont accompli la prouesse de clouer au sol, au point de départ de son agression, l'armée de la plus puissante force industrielle et impérialiste du monde, les Etats-Unis. Ce triomphe est dû aussi à la lutte des peuples du monde entier qui n'a cessé de se développer et de s'élargir, grâce surtout aux initiatives pacifiques de l'U.R.S.S., de la Chine populaire et de tous les pays de démocratie populaire. »

Georges Séguy plaide pour la signature de l'armistice en Indochine

« La guerre est terminée en Corée, il reste des ruines, des veuves et il reste aussi des veuves et des orphelins en Amérique, mais il reste surtout, dans les coffres-forts des marchands de matériel de mort américains, des fortunes encore plus colossales qu'auparavant. C'est à cela qu'il faut réfléchir. Les monopoles impérialistes américains, à qui l'armistice a été infligée au moment où leur avidité de profits était à son comble, se retrouvent aujourd'hui privés de la guerre de Corée et sont semblables au drogué à qui le stupéfiant est supprimé. C'est pourquoi, dans leur soif inhumaine de profits, ils tournent les yeux vers l'Indochine où, pensent-ils, ils pourraient continuer leurs affaires dans le sang des soldats français et vietnamiens » ... « Ce qui a été possible en Corée l'est en Indochine! Nul ne peut contester cette vérité. » ... « De nombreuses familles de cheminots ont eu à déplorer la mort de leur enfant en Indochine, d'autres attendent les nouvelles avec anxiété. Il dépend de notre lutte à tous que la trop longue liste des morts s'arrête. Chaque jour de guerre allonge le nombre des victimes aussi bien françaises que vietnamiennes. » Chaque jour de guerre engloutit deux milliards de francs, aggravant ainsi la misère des travailleurs français. Nous demandons à nos militants, à nos syndiqués d'être les meilleurs animateurs de la campagne qui doit se développer pour la signature de l'armistice en Indochine. C'est une tâche patriotique et d'intérêt national ».

26. Extraits biographie Maitron.



DR. Coll. IHS-CGT cheminots, 15 Fi 1.

En août 1954, Raymond Tournemaine²⁷, alors président de la fédération des cheminots CGT, déclare dans la tribune :

« Le nouveau gouvernement a dans sa déclaration d'investiture, le 17 juin, pris position sur la question décisive de l'heure. Il s'agit du rétablissement de la paix en Indochine. Ce nouveau gouvernement a déclaré qu'il demandait jusqu'au 20 juillet pour rétablir la paix... La paix

se rétablira d'autant plus vite que nous multiplierons les manifestations, les délégations auprès du gouvernement et des parlementaires, pour que les déclarations du président du Conseil pour la paix deviennent des actes et que, dans les jours qui viennent, le gouvernement reprenne les discussions pour l'établissement de la paix en Indochine, directement avec les représentants de Ho Chi Minh. Indiquons que le gouvernement français peut se passer des conseils et des ultimatums du gouvernement américain. La guerre en Indochine est faite par les soldats français, la paix doit se faire entre les responsables du gouvernement français et les responsables de la République démocratique du Vietnam.

En conclusion, indiquons que nous sommes entrés dans une période de changement de situation. C'est pour ces raisons qu'il faut multiplier à la base les discussions fraternelles, les délégations communes auprès des parlementaires, voire les délégations auprès des préfetures pour obtenir rapidement la paix en Indochine... »

La journée du 20 juillet 1954 est une journée de victoire pour la classe ouvrière, les peuples de France et d'Indochine.

APRÈS LA VICTOIRE DU CESSER-LE-FEU EN INDOCHINE :

Les milliards de dépenses peuvent être rendus disponibles et devraient servir à l'augmentation des salaires, retraites et pensions

Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 95, 1^{er} août 1954. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

La conférence de Genève a abouti à la signature du cessez-le-feu de la guerre meurtrière d'Indochine ou des dizaines de milliers de fils de Français et Vietnamiens ont été tués ou ont disparu. Indiquons que cette guerre a coûté 3 000 milliards pour le seul budget Français.

Les cheminots ont pris une part importante pour obtenir la fin de cette guerre. Nous avons fait de nombreuses actions, telle la grève de 24 heures des cheminots de Marseille contre le départ du « Pasteur ». Dans tous les procès, de nombreux cheminots ont été inculpés, tels ceux de Roanne, La Bocca, Saint-Brieuc. Des milliers de camarades ont été sanctionnés et révoqués pour leur action contre cette sale guerre.

Aussi, c'est avec une grande joie que nous avons accueilli la signature du cessez-le-feu en Indochine.

27. <https://maitron.fr/spip.php?article9093>.

D'une guerre à l'autre : la guerre du Vietnam

Dès 1955, les Américains s'engagent dans la guerre du Vietnam pour défendre le Sud contre le Nord communiste. D'abord avec des conseillers militaires puis massivement à partir de 1964. Le conflit provoquera de vastes mobilisations pacifistes aux États-Unis et dans le monde entier et notamment en France où la CGT et les cheminots s'inscriront...

1960 : Création à Saïgon du Front national pour la libération du Sud-Vietnam (FNL)²⁸ appelé également Viêt-Cong.

1963 : Les accords de Genève sont violés par Diem qui refuse d'organiser des élections, sachant pertinemment que l'opinion vietnamienne est favorable à Hồ Chi Minh. Un coup d'État militaire est réalisé, soutenu par les États-Unis, Diem est assassiné.

1964 : Premiers bombardements américains au Nord par les forces de l'USAF²⁹ qui seront largement déployées durant la guerre du Vietnam. Sur le nord, ils eurent lieu dès 1964 juste après l'incident du Golfe du Tonkin, et en mars 1965 ce fut le début de la très longue série de bombardements de l'opération Rolling Thunder³⁰.

1965, 8 mars, 3 500 Marines américains débarquent au Vietnam. C'est la première fois que les Américains envoient au Vietnam des unités de combat, l'importance des effectifs s'explique par le fait que les deux bataillons constituent une "force de choc" plus importante en nombre que les unités traditionnelles.

1969 : Mort d'Hô Chi Minh à l'âge de 70 ans, en plein conflit du président de la République démocratique du Vietnam, artisan de l'indépendance du pays.

1973, 27 janvier, les accords de Paris actant finalement le retrait américain du Vietnam, accords quadripartites, marquant officiellement la fin de la guerre du Vietnam, étaient signés dans la capitale française. Mais la paix ne sera effective que deux ans plus tard.

1975, le 30 avril, Saïgon tombe devant l'armée nord vietnamienne, le Vietnam est ainsi réuni sous l'autorité du Nord communiste.

Un très lourd bilan humain et un coût financier exorbitant

Les Américains déplorent 58 000 morts et les Vietnamiens, un total de 3,8 millions de civils et militaires soient près de 8 % de leur population. Un coût financier exorbitant de près de 670 Milliards de Dollars pour les américains! ... Les Américains ont laissé un héritage coûteux aux Vietnamiens... Un pays ravagé par le napalm et les défoliants, comme l'agent orange, encore plus insidieux. Deux tiers des 18 millions de Sud vietnamiens ont été déplacés pendant la guerre, et le pays a reçu quelque 10 millions de tonnes de bombes et d'obus, et 55 000 tonnes d'agent orange. Les munitions et les défoliants ont rasé 32 % des terres cultivables. 5 % de la jungle ont été

détruits. Les terres, l'eau et les réserves de nourriture ont été contaminées, et des nouveau-nés sérieusement atteints de malformations ou de graves handicaps.³¹ Les vingt ans de conflit entre le Nord-Vietnam et le Sud-Vietnam et ses alliés laissèrent un pays totalement ruiné et souillé.

De 1955 à 1964, les américains vont fouler aux pieds leurs propres engagements internationaux et four-nir « des conseillers militaires sans jamais déclarer la guerre ».

Et pourtant... rappelons le contenu des accords de Genève



Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 302, 15 novembre 1963. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

Les Accords de Genève, dans leur substance, reconnaissent et garantissent l'indépendance et la souveraineté nationale du Vietnam ainsi que l'intégralité de son territoire.

Ils prévoyaient des élections générales libres en juillet 1956 au plus tard et la réunification complète du territoire national.

Enfin, les Accords interdisaient pour les deux parties (Vietnam-Nord et Vietnam-Sud) provisoirement séparées, l'établissement de bases de guerre, l'entrée dans des blocs ou alliances militaires, le développement des forces armées.

Le gouvernement des Etats-Unis prenait acte des accords conclus à Genève les 20 et 21 juillet 1954 et déclarait qu'il s'abstiendrait de leur porter atteinte en recourant à la menace ou à l'emploi de la force.

28. Appelé également Viêt-Cong.

29. United States Air Force.

30. Traduction « Tonnerre Roulant ».

31. Narkives News Group Archives, [Pol & Hist] Guerre du Vietnam - Bilan et coût du conflit vietnamien.

Dans *La Tribune des cheminots* du 15 novembre 1963, J. ENJOLVY, membre du bureau fédéral expliquait que « les américains sont intervenus directement au Sud-Vietnam. Après avoir imposé leur homme de paille Diem, qu'ils tenaient en réserve aux Etats-Unis, ils ont de toutes pièces créé une police et une armée de mercenaires; ils dépensaient près de 3 milliards de dollars pour former, armer, encadrer et entretenir un Etat-Major et près de 25 000 hommes de troupes américaines **qui participent directement à l'agression**, menant contre le peuple vietnamien une guerre sans merci, qui prend de jour en jour l'allure d'une guerre d'extermination, **utilisant le napalm, le poison et les produits chimiques toxiques**.

Jean ENJOLVY rappelait qu'au cours des 9 années écoulées, surtout depuis 1961, les agresseurs américains et les mercenaires qu'ils encadrent, n'ont reculé devant aucun crime, violant délibérément les Accords de Genève de 1954.

- 156 000 personnes ont été tuées.
- 672 000 sont devenues invalides par suite de blessures reçues ou de tortures subies.
- 370 000 détenus dans plus d'un millier de prisons.
- 8 000 enfants détenus.
- 16 000 femmes torturées et violentées.
- 3 000 000 de personnes parquées dans différents camps de concentration baptisés Hameaux stratégiques... »

Il concluait son propos « IL FAUT DENONCER CETTE GUERRE TROP PEU CONNUE DE L'OPINION PUBLIQUE. il faut aider les forces démocratiques du Sud-Vietnam à réaliser leur programme, l'application intégrale des Accords de Genève, à obtenir le retrait de toutes les forces militaires américaines. »

Il appelait au nom de la fédération des cheminots à « *Une première grande action le 20 DÉCEMBRE prochain. Ce sera le départ d'un vaste mouvement populaire de solidarité internationale contre les fauteurs de guerre, pour l'amitié entre les peuples, pour la PAIX* »

La Tribune des cheminots sera le support et le lien de l'engagement des cheminots, comme celle du 15 avril 1965, « BAS LES PATTES... » relatant la mobilisation comme à Paris St-Lazare où les cheminots dans l'unité votent une résolution pour la paix au Vietnam dans « une salle des pas perdus » noire de monde et qui portait bien mal son nom.



Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

De nombreuses initiatives seront ainsi tenues dans de nombreux syndicats tout au long du conflit avec des temps forts de mobilisation qui seront autant de soutiens au peuple vietnamien agressé.

La première page de la tribune du 2 septembre 1966 « nous sommes tous concernés » se fera la témoin de la détresse, de la souffrance et de la violence de l'armée américaine.

Elle appelle les cheminots et au-delà les travailleurs à l'action et à la solidarité



Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.



DR. Coll. IHS-CGT cheminots.

Lors du congrès de Drancy de la Fédération des 23-26 janvier 1968 Charles Massabiaux, secrétaire général

L'extension des bombardements sur la RD. du Viêt-nam, comme sur les populations du Sud, fait apparaître plus clairement les objectifs réels des militaristes U.S. : c'est la destruction de la vie économique de ce pays. Le juste combat mené par tout le peuple du Viêt-nam au nord et au sud du pays, les victoires remportées sur le terrain, sont tous les jours mieux compris par des masses de plus en plus larges. La visite

de la délégation des syndicats du Viêt-nam, en septembre 1967, en France, a fait progresser la nécessité de faire davantage pour contraindre les U.S.A. à arrêter les bombardements, évacuer les troupes et le matériel de guerre, venir à la négociation politique dans l'esprit des accords de Genève de 1954.

Nos syndicats ont largement participé à toutes les manifestations organisées par le mouvement de la paix nationalement ou régionalement, il est nécessaire de multiplier cette participation de notre part en aidant à créer dans notre entreprise des comités très larges pour la paix au Viêt-Nam. Cela ne gêne en rien nos initiatives propres qui se sont traduites depuis 1965 par la mise en place d'une souscription fédérale permanente en faveur des syndicats vietnamiens, par l'envoi de lettres de nos syndicats à des syndicats de cheminots américains (aux U.S.A.

même, la lutte contre cette guerre se développe) par des échanges de lettres entre notre Fédération, nos unions de syndicats, nos syndicats avec la Fédération des syndicats de cheminots du Viêt-nam. »

Le conflit s'enlise côté américain, l'opinion mondiale pèse de tout son poids et le président Nixon, tout en multipliant les offensives aériennes, tente de désengager l'armée américaine en lançant une politique de vietnamisation du conflit, laissant la main aux soldats du Sud. Mais le régime du Sud n'a ni les moyens ni le soutien populaire nécessaire pour remporter la victoire.

Les pourparlers de paix, qui ont débuté sous l'égide de la France, sont signés à Paris le 27 janvier 1973 : ils sont censés signer la fin de la guerre. Mais **il faudra encore se mobiliser pendant deux longues années jusqu'en 1975 pour la victoire.**

VIÊT-NAM : une victoire éclatante, de portée historique

Déclaration de la C. G. T.

Après de longues années de combat héroïque, de dures épreuves, de deuils et de larmes, le peuple vietnamien vient de remporter sur l'impérialisme américain et ses complices une victoire éclatante de portée historique considérable.

La C. G. T. salue la libération totale du Sud Viêt-nam symbolisée, à la veille de ce 1^{er} mai, par le drapeau vietnamien hissé sur le palais présidentiel qui servait jusqu'alors de repaire au dernier bastion de l'administration fantoche de l'agresseur impérialiste.

La cuisante défaite que vient de subir le plus puissant impérialisme du monde démontre, une fois de plus, que rien ne peut venir à bout de la volonté d'un peuple passionnément attaché à l'indépendance nationale et à la liberté telle que l'exaltait le prestigieux et regretté président Ho Chi Minh.

La C. G. T., qui a toujours et activement soutenu sa lutte contre les colonialistes français et contre l'impérialisme américain, adresse aux travailleurs de la République démocratique du Viêt-nam et du Sud

Viêt-nam et à leurs organisations syndicales ses salutations chaleureuses.

Elle les assure de la solidarité de la classe ouvrière française dans l'immense travail pacifique qu'ils peuvent enfin entreprendre conformément à la grande espérance du peuple vietnamien de vivre libre et indépendant dans un Viêt-nam unifié et prospère.

Paris, le 30 avril 1975.

Message de la Fédération C. G. T.

Secrétaire général du Syndicat national
des travailleurs des chemins de fer
du Viêt-nam.

Les cheminots français actifs et retraités et leurs familles qui, pendant de nombreuses années, ont soutenu le combat héroïque du peuple vietnamien, accueillent avec émotion et une immense satisfaction la fin de la guerre au Viêt-nam.

Le bureau de la Fédération des cheminots C. G. T., se faisant leur porte-parole, vous assure, chers camarades, de sa solidarité active et entière dans la reconstruction de votre pays et pour la reconnaissance du G. R. P. par le gouvernement français.

Paris, le 6 mai 1975.

Le secrétaire général,
Ch. MASSABIEAUX.

Les années de luttes pour la paix en Algérie

La guerre d'Algérie fut initialement appelée « les événements d'Algérie ». En France, elle est donc longtemps restée une « opération de maintien de l'ordre ». Ce n'est qu'en 1999 que le gouvernement français a officiellement reconnu qu'il s'agissait d'une guerre. Pour avoir une vision plus précise de ce conflit complexe et encore douloureux dans l'histoire de France, il faut élargir le cadre chronologique et tenter de revenir un peu aux origines.

UN MOUVEMENT DE LIBERATION QUI S'EST FORGE sur les aspirations des mouvements de Libération de la première moitié du siècle, et de la participation des algériens aux combats de la seconde guerre mondiale.

Le 8 mai 1945, jour de la capitulation de l'Allemagne nazie, les Algériens de Sétif sont autorisés à fêter la victoire des Alliés par un défilé de rue. L'utilisant à leur cause, les manifestants brandissent alors pour la première fois le drapeau qui sera 17 ans plus tard celui de la nation algérienne. Un jeune scout de 22 ans, Bouzid Saâd, n'y survivra pas. La manifestation est réprimée dans le sang et sera le point de départ d'une répression meurtrière, qui s'abattra sur de nombreuses villes et villages de l'ouest algérien, comme Guelma et Kherrata pour ne citer qu'elles. Bombardements, exécutions sommaires et massacres ne s'achèveront officiellement que le 22 mai. Selon le général Duval, organisateur de répression, il y aurait eu 7 500 morts. Selon les nationalistes algériens, 45 000. Personne ne connaît encore à ce jour le bilan exact de ces funestes « événements » qui s'étendirent sur plusieurs semaines, telle une ombre au cœur du printemps.

En 1953, lors du traditionnel défilé syndical du 14 juillet, et alors que résonnent, à la fin du cortège, les premiers slogans réclamant l'indépendance de l'Algérie, la police tire à vue, place de la Nation, sur le cortège des ouvriers algériens et tue cinq d'entre eux ainsi qu'un militant cégétiste assurant le service d'ordre. Devant ce massacre, il faut bien le reconnaître, les réactions politiques et syndicales furent maigres. Le voile de l'Oubli s'abattit très vite sur cette expression de la violence coloniale.³²

Ils sont bien à considérer comme les prémices de la guerre d'Algérie.

La résistance algérienne allait alors se construire et se consolider, malgré le joug de l'Empire colonial expirant et les tentatives françaises de colmatage pendant jusqu'à l'explosion dans les Aurès en 1954.

COMMENCENT ALORS POUR LE PEUPLE ALGERIEN ET POUR LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE 7 ANNÉES DE GUERRE ET DE LUTTE POUR LA PAIX EN ALGÉRIE

LE 4 NOVEMBRE 1954 éclate en Algérie, dans les Aurès, la lutte armée du peuple algérien pour sa libération nationale.

L'organisation de la résistance algérienne fixait à sa lutte, dans une proclamation du 1^{er} novembre 1954, les objectifs suivants :

- Reconnaissance de la nationalité algérienne et de sa souveraineté unie et indivisible ;
- Respect des intérêts économiques et culturels français honnêtement acquis ainsi que les personnes et les familles ;
- Les Français désirant rester en Algérie choisiront entre leur nationalité d'origine et la nationalité algérienne ;
- Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances, sur la base de l'égalité et du respect de chacun ;
- Ouverture de négociations entre le gouvernement français et les porte-paroles autorisés du peuple algérien pour régler pacifiquement le conflit.

LE 8 NOVEMBRE 1954, la C.G.T. déclare solennellement : « Il faut faire droit aux revendications des Algériens et aux aspirations nationales qui y sont liées ».

LE 19 MARS 1962, A EVIAN, sept ans et quatre mois après le commencement de la guerre, satisfaction sera donnée aux combattants algériens sur chacun des points qui faisaient l'objet de son combat.

Ainsi, la guerre d'Algérie se termine par la solution que proposaient dès le début, les représentants du peuple algérien et que la C.G.T. seule, en tant qu'organisation syndicale, préconisait.

LE TRISTE BILAN

Des centaines de milliers de morts du côté algérien : combattants, femmes, enfants, vieillards ;

Des dizaines de milliers de jeunes Français tués pour rien ; 5 000 milliards d'anciens francs engloutis inutilement dans cette guerre ;

Coups de force fascistes, dont le premier, en mai 1958, institua en France le pouvoir personnel ;

Crimes, attentats, en Algérie et en France, perpétrés par l'O.A.S., produit pourri de cette guerre coloniale.

TOUT CELA AURAIT PU ÊTRE EVITE SI, DES NOVEMBRE 1954, LES HOMMES AU POUVOIR AVAIENT TENU COMPTE DE CE QUE PRECONISAIT LA C.G.T.

32. Alain Ruscio, cahier N° 166 de l'ihc CGT page 14.

AU COURS DES PREMIERES ANNEES de la guerre, malgré les difficultés, les calomnies, la répression, la C.G.T. seule en tant qu'organisation syndicale luttait contre la guerre d'Algérie.

LE 3 JUIN 1955, le Conseil National de la Fédération « en exprimant sa solidarité aux cheminots, aux travailleurs et au peuple algérien, élève une protestation énergique contre les mesures de terreur qui s'abattent sur les travailleurs et le peuple de ce pays en lutte pour leurs revendications et leurs légitimes aspirations nationales ».

OCTOBRE 1955 : Conformant nos actes avec nos principes pour respecter l'indépendance syndicale des cheminots algériens, nous procédons, en accord avec eux, à la dissolution de l'Union algérienne des cheminots C.G.T. Nos camarades, malgré la répression, les persécutions, les arrestations, constituent leur organisation syndicale nationale.

Nous écrivons dans la « Tribune » **du 1^{er} décembre 1955** : « *Leur lutte est dure, mais elle sera victorieuse. Aidons à la satisfaction de leurs aspirations légitimes à l'indépendance, la liberté et la paix en imposant la négociation* ».

Notre action se heurte à la répression patronale et gouvernementale.

Interdiction d'afficher dans les cadres syndicaux tout document concernant l'Algérie, sanctions contre nos militants; à cela s'ajoutent les insultes, les calomnies des dirigeants d'autres organisations syndicales. Nous sommes accusés de faire de la politique dans les syndicats, de trahir les intérêts de la France, de soutenir une poignée de rebelles devant être exterminés jusqu'au dernier ».

Mais rien n'arrête notre combat. Longtemps seule comme organisation syndicale, nous dénonçons la guerre d'Algérie, ses conséquences désastreuses, le fascisme qu'elle engendre; nous exigeons la négociation.

Persuadés de bien servir les intérêts des travailleurs et de la France, nous savons que le jour viendra où même nos calomniateurs seront obligés de nous donner raison.

CE JOUR EST ARRIVE, LES ACCORDS D'EVIAN NOUS ONT DONNE RAISON.

POURQUOI SEPT ANNEES DE GUERRE MEURTRIERE ET RUINEUSE POUR FINIR PAR LA OU L'ON AURAIT DU COMMENCER?

On est surpris de découvrir aujourd'hui que tant de personnalités syndicales et politiques voulurent s'attribuer le mérite de la paix en Algérie.

Nous ne regrettons certes pas ces changements qui témoignent du chemin parcouru depuis 1954, mais nous ne saurions laisser les responsables de sept années de guerre, escamoter leurs responsabilités.

La guerre a duré plus de sept ans parce que tous les gouvernements qui se sont succédé depuis novembre 1954 ont poursuivi l'idée insensée de maintenir l'Algérie sous le joug colonial « en écrasant la rébellion par la force des armes ».

QUELS SONT CES GOUVERNEMENTS ?

Du 4 novembre 1954 au 23 février 1955 : Pierre Mendès-France

Du 23 février 1955 au 1^{er} février 1956 : Edgar Faure

Du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957 : Guy Mollet;

Du 13 juin au 6 novembre 1957 : Bourguès-Maunoury

Du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958 : Pierre Pflimlin

Depuis le 1^{er} juin 1958 : Charles DE GAULLE.

Tous ces gouvernements se sont efforcés de justifier la guerre en déclarant : « *l'Algérie est française* » et en déniant au F.L.N., puis au G.P.R.A., tout droit de représentation du peuple algérien.

Le général DE GAULLE, qui a mené plus de la moitié de la guerre, a dit : « La France est ici pour toujours. L'Algérie est organiquement une terre française, aujourd'hui et pour toujours ». (Oran, le 6 juin 1958.)

A propos du G.P.R.A. : « Un groupe de meneurs ambitieux résolu à établir par la force et par la terreur, leur dictature totalitaire et croyant pouvoir obtenir qu'un jour la République leur accorde le privilège de traiter avec eux du destin de l'Algérie, les baptisant par là même comme gouvernants algériens. Il n'y a aucune chance que la France se prête à un pareil arbitraire. » (Paris, le 16 septembre 1959.)

DU CÔTÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES

On ne saurait passer, par ailleurs, sous silence ceux qui d'une façon ou d'une autre, ont cautionné cette politique de guerre en cherchant à tromper les travailleurs.

C'est le cas des autres organisations syndicales.

Le « Rail Syndicaliste » (FO.) du 22 mars 1956 écrivait :

« *Pour nous cheminots, l'Algérie est française, elle doit être la France d'Afrique du Nord. Nous sommes sûrs que la preuve peut en être donnée rapidement en faisant des chemins de fer algériens, la 7^e région de la S.N.C.F. Tous les cheminots sont sous la même casquette S.N.C.F., de Dunkerque à Tougourt.* »

Le « Cheminot de France » (C.F.T.C.) du 25 mai 1956 publiait à propos de la guerre d'Algérie une déclaration

où on lit : « *Une politique comportant en fait l'usage de la force armée ne peut être valable que si elle poursuit en toute clarté le rétablissement de la sécurité personnelle et la restauration de l'autorité de l'Etat.* »

Les fédérations autonomes (cadres et roulants) (autonomes envers les justes causes mais partisans pour les mauvaises) n'ont jamais cessé de se revendiquer comme les colonialistes « l'intégration des chemins de fer algériens à la S.N.C.F. ». Comme si les négociations d'Evian n'avaient jamais eu lieu **les deux derniers numéros de février et mars 1962** du journal des « Cadre Autonomes » continuent imperturbablement à poser cette revendication dont personne d'autre, mise à part l'O.A.S., n'ose plus parler.

Il ne s'agit pas pour nous de contester à ceux qui ont dû modifier leur position en se ralliant à la nôtre, le droit de se déclarer aujourd'hui favorables à l'indépendance du peuple algérien.

Nous rappelons là simplement la vérité pour inciter, s'il est possible, à un peu de modestie certains forts parleurs, ayant vraisemblablement oublié un peu vite leur comportement passé.

Le cessez-le-feu est aussi la nôtre, celle de la classe ouvrière et du peuple algérien.

Mais ce n'est pas encore la paix, le fascisme ayant longtemps bénéficié de la complaisance du pouvoir s'acharnera désespérément à saboter les accords d'Evian.

Les jeunes soldats du contingents expédiés contre leur volonté en Algérie pour préserver contre « la rébellion » les intérêts colonialistes seront à présent assassinés par ceux-là mêmes qu'ils avaient mission de défendre.

Grande fut l'émotion parmi les travailleurs devant chacun des crimes de l'O.A.S. en Algérie et en France.

Les dernières actions en riposte à ces crimes à Lyon, St-Lazare, Paris-Est prouvent à quel point les cheminots ont eu conscience de la nécessité de rester unis et vigilants contre le fascisme et pour la paix en Algérie.

De tous ces événements, de cette expérience dure mais dont l'issue est victorieuse, nous pouvons dégager un grand enseignement :

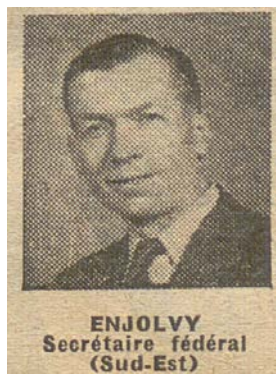
PAR L'UNION ET L'ACTION, nous avons obligé le pouvoir gaulliste à négocier, à accepter l'indépendance de l'Algérie, à condamner les fascistes et à prendre contre eux certaines mesures, encore insuffisantes mais réelles.

La Fédération avec la Tribune des cheminots, ses syndicats, ses militants ont toujours été aux côtés du peuple algérien

Juillet 1955 Jean Enjolvly³³ écrit « **Pas de jeunes soldats en Algérie!** » Chaque jour, des nouvelles tragiques parviennent d'Algérie. Les manchettes s'étalent dans les journaux annonçant des opérations de guerre de plus en plus importantes contre les populations algériennes ainsi que l'envoi de nouvelles troupes pour, soi-disant, rétablir l'ordre troublé par les « rebelles ». Il n'y a guère plus d'un an, ces mêmes journaux gouvernementaux employaient déjà les mêmes arguments, les



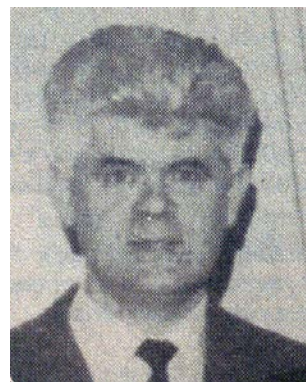
Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 116, 1^{er} juillet 1955. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.



Portrait paru dans *La Tribune des cheminots*, n° 128, 1^{er} février 1956. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

mêmes mensonges lorsqu'ils voulaient justifier la guerre faite au peuple vietnamien. Les colonialistes vont même jusqu'à prétendre que l'Algérie est française, alors que tout montre qu'il n'en est rien, notamment par la présence en Algérie d'un gouverneur général, d'un grand nombre d'administrateurs qui gèrent les campagnes, ce qui n'existe dans aucun département français. De plus, les électeurs sont compartimentés en deux collèges avec prédominance aux Européens. La réalité est qu'il y a en Algérie une misère atroce, conséquence de l'exploitation éhontée du peuple algérien par les gros colons, maîtres de la terre, des mines, des banques et des transports. (Parmi les maîtres de l'Algérie il est bon de citer, entre autres, la Banque de l'Indochine, la Compagnie Marseillaise de Madagascar, la Banque de l'Union Parisienne-Mirabaud, Rothschild, la Banque de Paris et des Pays-Bas et les groupes financiers liés à de Wendel et Schneider.) La réalité est que le gouvernement français mène là-bas des opérations de guerre contre le peuple algérien pour le maintenir en servage et aussi parce que l'Algérie est un centre stratégique pour la guerre que préparent les gouvernements des pays du Pacte atlantique. La réalité, c'est que tous les Jours on tue, on viole, on torture, on brûle au nom de la mission civilisatrice de la France... Il faut que partout montent d'énergiques protestations exigeant le retour en France des soldats du contingent, l'abrogation de la loi d'urgence en Algérie.

Pour le cessez-le-feu et pour la négociation



Léon Treins³⁴, membre du bureau fédéral en juin 1956, se prononce ainsi au nom de la fédération dans la tribune :

« D'importantes manifestations se déroulent chaque jour dans les gares et dans le pays. La volonté de la population, des travailleurs, des cheminots, s'exprime au cours de ces manifestations contre le

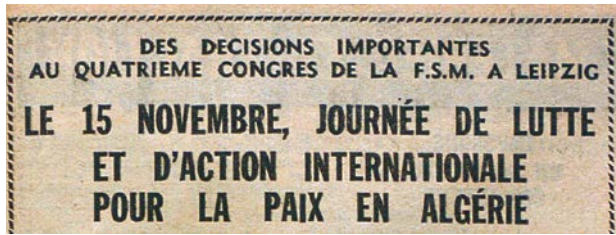
rappel des jeunes, pour l'ouverture de négociations afin de régler pacifiquement le problème algérien.

Ces vigoureuses protestations de masse s'opposent à la politique de guerre du gouvernement en Algérie. Prenant appui sur la majorité de faveur qui soutient le gouvernement à l'Assemblée, dans cette aventure sanglante, les ultra-colonialistes, la pire réaction, leur presse à gages, exigent la répression contre ceux qui demandent et luttent pour la paix en Algérie.

33. Voir dictionnaire Maitron ENJOLVY Jean, Marie, Pierre - Maitron.

34. Voir dictionnaire Maitron <https://maitron.fr/spip.php?article9126>.

Novembre 1957



Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 166, 1^{er} novembre 1957. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

La résolution demande : La reconnaissance immédiate de l'indépendance nationale du peuple algérien par le gouvernement français, et l'ouverture de négociations avec les représentants du Front de Libération Nationale, permettant le retrait des troupes françaises du territoire algérien ; la cessation des tortures, des exécutions, des méthodes ; de répression barbares utilisées contre le peuple et les travailleurs algériens, la libération immédiate de tous les travailleurs et patriotes emprisonnés ou internés ; L'établissement et le libre exercice des droits syndicaux et démocratiques, l'annulation de toutes les interdictions et discriminations contre les organisations syndicales et démocratiques en Algérie. Dans le but de développer la solidarité ouvrière internationale sur cette base, le IV^e Congrès Syndical Mondial décide la constitution d'un comité syndical international de solidarité aux travailleurs algériens.

Juillet 1958



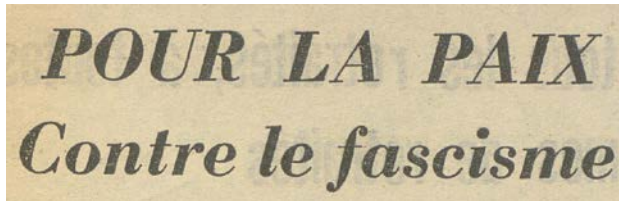
Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 183, 15 juillet 1958. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

Depuis sept semaines que le gouvernement DE GAULLE a été instauré à la suite du coup de force d'Alger et de la menace de guerre civile, quelques illusions se sont évaporées. Indiquons que des cheminots et même des syndiqués C.G.T. avaient quelques illusions lors de l'instauration du gouvernement DE GAULLE. Un certain nombre d'entre eux pensaient qu'il aurait fait la paix en Algérie. Dès le premier voyage à Alger, cet espoir commençait à s'estomper, depuis le second voyage pour l'instauration en Algérie d'une dictature militaire et le remplacement des autorités civiles par des militaires, il ne subsiste aucun doute...

Dans le même numéro, après que Notre camarade Léon MONTEIL³⁵ du syndicat de Loudun ait comparu une seconde fois devant le tribunal correctionnel pour son action pour la Paix en Algérie, le tribunal s'est déclaré incompétent. C'est là un recul important.

Décembre 1961

Le 19 novembre, divers mouvements de la jeunesse appellent les jeunes à manifester dans la rue ; c'est un pre-



Extrait de *La Tribune des cheminots* retraités CGT, supplément, Décembre 1961. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/9.

mier succès par l'ampleur des différentes manifestations et cela, malgré la police.

Le 6 décembre, c'est la C.G.T., le Parti Communiste Français, les Jeunesses Communistes qui organisent une mobilisation.

Janvier 1962

Nous en appelons solennellement au pays : Il faut en finir avec la guerre d'Algérie. Il faut en finir avec l'OAS.

La guerre d'Algérie meurtrit le peuple algérien, elle ronge notre pays depuis plus de sept années et l'a conduit au bord du fascisme. Grâce à la complaisance dont elle bénéficie au sein même du gouvernement et parmi certains éléments de l'armée, de la magistrature, de la police et de l'administration, l'OAS assassine impunément des Algériens et des Français.

Aujourd'hui, la guerre d'Algérie peut finir immédiatement.

Les actions terroristes et les crimes des fascistes de l'O.A.S., la complaisance et la complicité du pouvoir à leur égard font peser un danger très grand sur notre pays. Seule la lutte unie de tous les démocrates peut barrer la route à ces entreprises factieuses, imposer la Paix en Algérie et le retour à une véritable démocratie. Il est donc indispensable et urgent que l'action unie de tous les antifascistes s'amplifie... Le seul obstacle pour l'unité restant l'anticléricalisme et l'anticommunisme de la part des dirigeants de ces organisations. De longues discussions avec des militants de ces organisations en présence des cheminots ont permis à certains d'entre eux de le franchir. C'est avec ces camarades qu'il a été possible de mettre sur pied le comité antifasciste. » À la suite de l'assassinat de deux cheminots à ORAN, des protestations étaient organisées dans l'unité dans les différents chantiers de la gare et une motion était envoyée au Président de la République signée CGT-CFTC-FO-PCF-PSU, un militant FAC à titre personnel, ARAC, Mouvement de la Paix. Pour la première fois à la gare des BATIGNOLLES un texte était signé en commun : organisations syndicales et partis politiques. À la suite de cette action le climat existait pour lancer le comité antifasciste. Un texte fut étudié de façon à être le plus clair et le plus complet possible, considérant ce texte comme le document de base du comité...

35. Voir biographies dictionnaire Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article6851>.

février 1962... des comités antifascistes très larges se créent pour organiser la lutte contre l'O.A.S. pour empêcher le fascisme, unis comme dans la Résistance.

LA LUTTE CONTRE L'O.A.S. s'organise parmi les cheminots



Extraits de *La Tribune des cheminots*, n° 262, 2 février 1962. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

...des comités antifascistes très larges se créent pour organiser la lutte contre l'O.A.S. pour empêcher le fascisme, unis comme dans la Résistance.

- Besançon, le comité décide de multiplier les réunions d'information, de se tenir en liaison étroite avec les autres comités. de participer sur le plan de la ville et du département au dépistage des agents de l'O.A.S.
- Troyes avec la CGT, la CFTC, Cadres CGT, P.C.F., P.S.U.
- Nanterre (ateliers magasins de la Folie, avec la CGT, CFTC, P.C.F., P.S.U., ANCAC, déportés, Secours populaire, comité de paix.
- Dijon (dépôt de Perrigny) C.G.T., F.O.
- La Chapelle-Triage avec CGT, Cadres CGT, P.C.F., P.G., S.T.O., Comité des jeunes, et des jeunes retours d'AFN, etc.
- Vaires avec CGT, CFTC, P.C.F., P.S.U., anciens combattants, déportés.
- Pantin (entretien de l'Ourcq) CGT, CFTC, P.C.F., M.R.P., anciens combattants, inorganisés, section des jeunes.

- Pantin, magasin VB, CGT, CFTC, FO, P.C.F., S.F.I.O., Indépendants, P.G.
- Romilly (ateliers) CGT, CFTC, FO, P.C.F., S.F.I.O., anciens combattants.
- Paris-Tolbiac : CGT, CFTC, FO, P.C.F., P.S.U., inorganisés.
- Paris-Sud-Est ; bureaux EX. et bureaux VB.
- Toulouse, CGT, CFTC. — A Lyon, au C.R.G.V.
- Paris-8. O. (bureaux régionaux) CGT, CFTC, C.A., P.C.F., P.S.U, Inorganisé

Dans de nombreuses autres localités, les cheminots sont dans des comités locaux et dans d'autres centres, ce sont des accords entre secteurs ou syndicats... Des locaux syndicaux sont attaqués, des militants agressés par les activistes de l'extrême droite.

Dans la tribune des militants, la fédération insiste sur l'importance de Service d'Ordre dans les initiatives !

La Tribune des militants, n° 2, supplément au n° 263 de La Tribune des cheminots,

Tout en portant leurs efforts pour la constitution de larges comités antifascistes nos directions de syndicats veilleront au bon fonctionnement de leur service d'ordre existant et en constitueront là où ils n'existent pas. Pour cela ils feront largement appel aux syndiqués de la C.G.T. pour assurer la garde des locaux et des réunions syndicales... Il faut prévenir et mettre en échec toute tentative d'attentat de l'O.A.S... C'est l'action unie et résolue des démocrates et en premier lieu de la classe ouvrière qui infligera une défaite aux fascistes.

Charonne 8 février 1962, 60 000 travailleurs antifascistes parisiens manifestent dans la rue contre les criminels de l'O.A.S... Le pouvoir gaulliste prétendait empêcher cette manifestation républicaine en l'interdisant et, pour cela, il a fait intervenir avec la plus grande férocité ses forces de répression : C.R.S. et compagnies spéciales de la police parisienne. Huit travailleurs antifascistes, tous adhérents de la C.G.T., parmi lesquels un jeune garçon de 15 ans et trois femmes, sont tombés sous les coups des forces de répression. Chose intolérable pour le gouvernement : ils avaient osé manifester contre le fascisme et les assassins de l'O.A.S., pour la paix en Algérie, pour la démocratie. La riposte des travailleurs ne se fit pas attendre. Dès le lendemain, ils criaient leur indignation devant de tels actes. Ils agissaient par la grève (2 millions de grévistes, dans



Coll. IHS-CGT cheminots, 6 C.

la région parisienne, à l'appel de leurs syndicats unis), il en a été de même dans de nombreux centres du pays, où les travailleurs manifestaient leur volonté de s'opposer au fascisme. Contre lui, l'union se réalisait dans le pays.

Mars 1962... La CGT répond oui au référendum



La Tribune des cheminots, n° 266, 30 mars 1962. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

INDEPENDANTE mais pas neutre lorsqu'il s'agit des intérêts des travailleurs, notre Fédération, lors des deux précédents référendums (septembre 1958 & janvier 1961), a demandé aux cheminots de répondre NON!... Voilà pourquoi, plaçant au-dessus de tout l'intérêt de la paix et de la France, nous répondrons OUI le 8 avril 1962.

Décembre 1963

Nos camarades algériens persécutés, emprisonnés, assassinés et finalement victorieux. Victorieux pour eux, certes, mais aussi pour nous qui n'avons jamais douté de cette issue en prenant dès le début les dispositions en conséquence envers notre organisation syndicale en Algérie et en luttant chez nous, malgré la répression, pour hâter l'heure de la victoire. On comprend quelle pouvait être notre émotion lorsque nos camarades algériens nous ont dit aussi simplement que sincèrement : « Sept années d'épreuves n'ont pas affecté notre amitié, au contraire, nous nous comprenons encore mieux qu'auparavant et les liens de solidarité fraternelle qui nous ont toujours unis n'ont jamais été aussi forts. » Tant de forces si longtemps contenues et aujourd'hui libérées portent la jeune République algérienne vers un avenir que les travailleurs veulent résolument démocratique et socialiste. « Vos frères de classe en France suivent avec passion vos succès sur le front du travail et sur celui de l'action syndicale, vous pouvez compter sur notre entière solidarité. »

Voilà, camarades cheminots, ce qu'en votre nom nous avons dit à nos frères d'Algérie, simplement et sincèrement.

LETTRE DE LA FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS
Paris, le 23 mars 1962
Monsieur le Ministre,
Durant les sept années de guerre d'Algérie, les cheminots ont, en diverses circonstances, manifesté leur opposition à cette guerre et ont agi comme les y appelait notre Fédération, en faveur des solutions qui viennent enfin de triompher à la conférence d'Evian....

...nombre de cheminots ont été sanctionnés lors des grèves pour la paix et contre les tentatives criminelles des factieux de l'O.A.S. Des retenues sur les salaires accompagnées parfois de punitions ont été appliquées. En fait, ces retenues sur les salaires et ces sanctions ont frappé des travailleurs dont le seul tort est d'avoir lutté pour l'aboutissement de la solution pacifique à laquelle le gouvernement français a dû enfin souscrire. Aussi, nous nous considérons en droit de vous demander l'annulation de toutes ces sanctions et le remboursement des sommes indûment retenues...



La Tribune des cheminots, n° 305, 27 décembre 1963. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

Solidarité avec le peuple chilien

« *El pueblo unido, jamás sera vencido* »

Bref rappel historique :



Salvador Allende, sd. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

En janvier 1970, cinq partis de gauche s'unissent pour former la coalition de l'Unité populaire (UP). Ils choisissent le sénateur socialiste Salvador Allende comme candidat à l'élection présidentielle. Celle-ci se déroule le 4 septembre 1970 dans un climat de violence marqué par des manifestations. Allende obtient 36,3 % des voix contre 34,9 % pour son plus proche rival, Jorge Alessandri, ancien

président chilien et candidat indépendant de la droite. Radomiro Tomic, du Parti démocrate-chrétien (DC) au pouvoir, obtient pour sa part 27,8 % des voix. Salvador Allende doit toutefois se soumettre à la loi chilienne qui prévoit qu'en cas de victoire sans majorité absolue, il revient au Congrès de choisir le nouveau président. Le sénateur Allende peut compter sur l'appui de 80 sièges, alors que les démocrates-chrétiens en détiennent 75 et Alessandri 45. La situation se tend avec le refus d'Alessandri de concéder la victoire à Allende.

A partir du 15 septembre 1970, Nixon, les USA et la CIA s'activent et le président Richard Nixon ordonne à la CIA de fomenter un coup d'État militaire au Chili par la « création d'un climat de coup d'État » par le biais de la « guerre économique, de la guerre politique et de la guerre psychologique dès l'élection d'Allende³⁶ ».

Le 9 octobre, l'UP et le Parti DC s'entendent sur des réformes constitutionnelles, assurant ainsi la victoire d'Allende. Lors de la séance conjointe des deux chambres du Congrès tenue le 24 octobre, Allende obtient 153 voix contre 35 pour Alessandri.

Il est assermenté président le 3 novembre 1970 pour un mandat de six ans.

Les mesures sociales annoncées dans le programme de Salvador Allende et son gouvernement mettent en œuvre une série de réformes économiques. Pour ce faire, ils lancent de grands projets : la nationalisation de secteurs clés de l'économie comme le cuivre, principale exportation du pays ; un plan visant à augmenter jusqu'à 60 % les salaires ; une réforme agraire visant à moderniser l'agriculture chilienne ; une réforme de la santé.

En pleine période de Guerre froide, les États-Unis veulent éviter la « contagion » socialiste sur le continent américain. Le pays se heurte aux États-Unis qui prennent des mesures drastiques. Les avoirs et biens chiliens aux

États-Unis sont bloqués. Le FMI et la Banque Mondiale refusent de lui accorder des prêts.

Le débat se radicalise rapidement entre le gouvernement et ses opposants, la contestation prenant la forme de grèves et de manifestations, camionneurs, commerçants, marchés noirs...

Des éléments de l'armée tentent un premier coup d'état puis le 11 septembre, une autre tentative est orchestrée par une junte ayant à sa tête Pinochet, général de 57 ans, chef d'état-major depuis le mois d'août. Les militaires prennent rapidement le contrôle des institutions et bombardent le palais présidentiel, la Moneda. Le président ne voudra pas se rendre et se suicidera. L'état de siège est proclamé, la Constitution abolie et l'opposition fait l'objet d'une répression sanglante. Pinochet, qui deviendra président en juillet 1974, mettra fin à l'expérience socialiste entreprise sous Allende. Le régime autoritaire de la junte misera sur le libéralisme pour rétablir la situation économique du pays...

Le groupe musical et vocal Quilapayún écrit une chanson sur une musique de Sergio Ortega. Ainsi née « *El pueblo unido jamás será vencido* », enregistrée dès juillet 1973 qui deviendra un hymne universel des luttes sociales et révolutionnaires³⁷.

Dernier discours de Salvador ALLENDE à la radio le 11 septembre 1973, vers 9 h 15, diffusé sur Radio Magallanes, dernière radio du pays qui n'était pas encore aux mains des militaires putschistes. Il se suicidera avec un AK-47 offert Fidel Castro quelques minutes après.

« Cela sera certainement la dernière occasion que j'ai de vous parler.

Les forces aériennes ont bombardé les tours de Radio Portales et de Radio Corporación.

Face à ces faits, voici ce que je veux dire aux travailleurs : je ne renoncerai pas ! Engagé dans un dramatique moment historique, je paierai de ma vie la loyauté au Peuple. Je vous dis que j'ai la certitude que la semence que nous avons enfouie dans la conscience digne de milliers et de milliers de chiliens ne pourra pas être arrachée définitivement. Ils ont la force, ils pourront nous asservir, mais on n'arrête pas les avancées sociales, ni par le crime, ni par la force. L'Histoire est à nous et ce sont les peuples qui la font.

36. Un document déclassifié pour la première fois en 1975 dans le cadre d'une enquête majeure du Sénat américain sur les opérations secrètes de la CIA au Chili et les notes de Helms, directeur de la CIA, deviendront la preuve emblématique de l'intervention américaine au Chili et un symbole durable de l'arrogance hégémonique de Washington envers les petits pays.

37. Voir dans Morceaux choisis 2.

Travailleurs de ma patrie, je vous suis reconnaissant pour la loyauté dont vous avez toujours fait preuve, pour la confiance que vous avez accordée à un homme qui ne fut que l'interprète de grandes aspirations à la justice, qui s'engagea à respecter la constitution et la loi, et qui le fit. En ce moment crucial, le dernier où je peux m'adresser à vous... je veux que vous reteniez cette leçon.

Le capital étranger, l'impérialisme, unis à la réaction, ont créé le climat pour que les forces armées rompent leur tradition, celle que leur a enseignée Schneider et qu'a réaffirmé le commandant Araya, tous deux victimes du même secteur social qui aujourd'hui attend à la maison et qui s'apprête à reconquérir le pouvoir avec l'aide étrangère, afin de continuer à protéger ses propriétés et ses privilèges.

Je m'adresse, avant tout, à la femme modeste de notre terre, à la paysanne qui a cru en nous ; à l'ouvrière qui a travaillé dur et à la mère qui a su combien nous sommes engagés pour les enfants. Je m'adresse aux personnels fonctionnaires de la Patrie, aux personnels patriotes, à ceux qui depuis des jours ont continué à travailler contre la sédition patronnée par les collègues professionnels, collègues de classe prêts à défendre les avantages qu'une société capitaliste offre à quelques-uns. Je m'adresse à la jeunesse, à ceux qui ont chanté et ont transmis leur gaieté et leur esprit de lutte. Je m'adresse à l'homme du Chili, à l'ouvrier, au paysan, à l'intellectuel, à tous ceux qui seront persécutés... Parce que dans notre pays, le fascisme est présent depuis un moment déjà, impliqué dans les attentats terroristes, faisant sauter des ponts, coupant les voies ferrées, détruisant les oléoducs et les gazoducs. Et face à cela, le silence de ceux qui avaient l'obligation d'intervenir : ils étaient complices. L'Histoire les jugera.

Ils vont sûrement faire taire radio Magallanes et dans les ondes, le son de ma voix posée ne vous parviendra plus. Peu importe, vous continuerez à l'entendre. Je serai toujours près de vous. Vous garderez au moins le souvenir d'un homme digne qui fut loyal à la loyauté des travailleurs.

Le Peuple doit se défendre et non pas se sacrifier. Le Peuple ne doit pas se laisser écraser ni mitrailler, mais ne doit pas non plus se laisser humilier.

Travailleurs, j'ai confiance dans le Chili et dans son destin. D'autres hommes surmonteront ce moment sombre et amer où la trahison prétend s'imposer. Sachez que, plus tôt qu'on ne croit, les grandes voies par où l'homme libre passera pour construire une société meilleure seront à nouveau dégagées.

Vive le Chili! Vive le Peuple! Vive les travailleurs !

Ce sont là mes dernières paroles et j'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas vain. J'ai la certitude qu'au moins, on en tirera une leçon morale qui servira à châtier la félonie, la lâcheté et la trahison.

La répression et la résistance

Les militaires s'installent à la tête de l'État et mettent en place une terrible répression. Dans les jours qui suivent le coup d'État, 45 000 personnes, suspectes de sympathies pour la gauche ou membres de partis de gauche ou d'extrême-gauche, de syndicats ou d'autres organisations, sont arrêtées, interrogées, torturées et tuées, au secret dans des casernes et navires, dans le stade national de Santiago. L'état de siège est imposé, le Congrès est dissous, la constitution est suspendue. 250 000 Chiliens s'exilent. Le gouvernement militaire dictatorial règne par la terreur pratiquée par l'État : arrestations, tortures et assassinats. À la fin de l'année 1973, 1 500 civils ont été tués par les forces armées. En 1975, le Chili comptera 8 000 prisonniers politiques. 110 responsables syndicaux ont été assassinés. À partir de septembre 1975, le gouvernement et la Direction nationale du renseignement (DINA) créent et exécutent le « plan Condor », système d'échange d'informations et collaborations entre les dictatures sud-américaines pour la traque et l'élimination des opposants.

Le coup d'État militaire provoqua une profonde émotion à l'étranger. Le modèle d'une « voie chilienne vers le socialisme » de la coalition au pouvoir depuis trois ans, reposant sur les réformes et non sur la révolution par les armes, avait, en effet, fait naître de nombreux espoirs pour les militants de gauche du monde entier. La violence de l'événement, le suicide du président bombardé par les forces aériennes de l'armée putschiste provoquèrent également l'indignation au-delà des seuls cercles de ces militants. Dans les jours qui suivirent, une très forte mobilisation se mit en place pour appeler à la solidarité avec les opposants à la junte.³⁸

« Hasard (*heureux ou malheureux*) du calendrier » Le concert du groupe musical « Quilapayùn » le 15 septembre 1973 à l'Olympia de Paris se transforma, 4 jours après le putsch, en appel à la solidarité contre la répression



Quilapayùn sur scène lors d'un concert à l'Olympia, juillet 1974. Coll. Jean Texier - Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, 97FI/740308 E5.

38. Voir K. Christiaens et alii (dir.), *European Solidarity with Chile*, op. cit. ; C. Moine, « "Votre combat est le nôtre" Les mouvements de solidarité internationale avec le Chili dans l'Europe de la Guerre froide », in Compagnon Olivier, Moine Caroline (dir.), « Chili 1973. Un événement mondial », *Monde(s)*, no 8, 2015, p. 83-103.

menée par la junte. Proche du parti communiste chilien, le groupe s'engagea immédiatement dans le mouvement de solidarité. Il sillonna l'Europe, de l'Ouest comme de l'Est, mais également d'autres continents, pour participer à des meetings et des concerts afin de maintenir la mémoire de l'Unité populaire et d'une culture militante chilienne.

Dès les premiers jours, la CGT s'élève avec émotion et indignation contre le coup de force perpétré au Chili contre le gouvernement légal. Les forces militaires réactionnaires, appuyées par l'impérialisme des États-Unis d'Amérique, ont fomenté un coup d'État de type « fasciste » contre les travailleurs et le peuple du Chili engagés dans un processus démocratique de transformations sociales, économiques et politiques dans le respect des règles constitutionnelles chiliennes.....

La C.G.T. apporte son soutien actif aux travailleurs et aux masses populaires qui résistent aux factieux et fascistes de tous bords. Elle renouvelle son entière solidarité à la C. U. T., Centrale Unique des Travailleurs du Chili, au sein de laquelle toutes les tendances politiques et philosophiques sont rassemblées et qui soutient l'action de l'Unité populaire pour l'indépendance nationale et la participation active des travailleurs à la gestion de l'économie. La C. G. T. affirme son engagement de tout faire pour le développement de la solidarité des travailleurs de France avec la lutte du peuple du Chili.

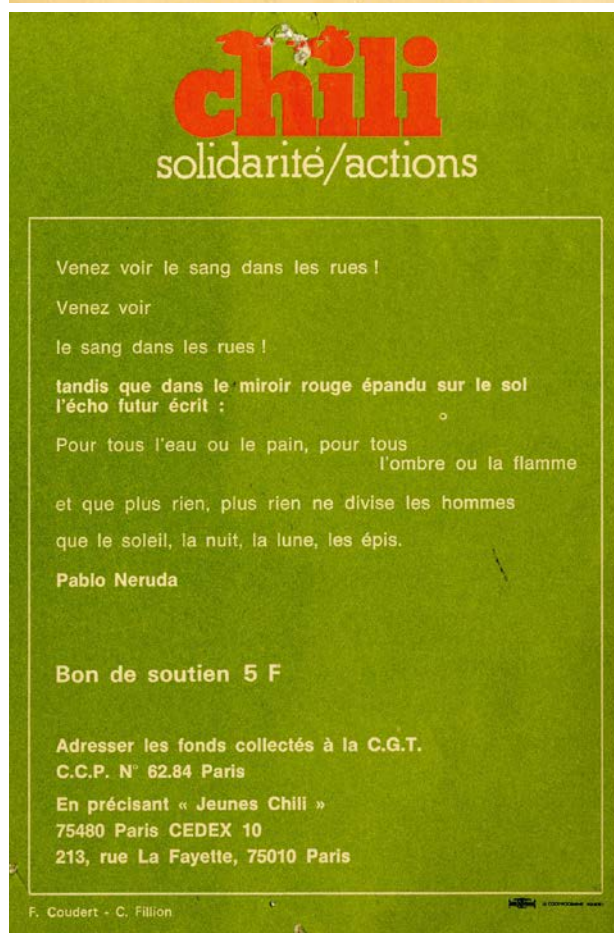
Elle se félicite des premières réactions de protestation qui ont eu lieu dès le 11 septembre et de la grande manifestation unitaire des forces démocratiques du 12 septembre à Paris. Elle appelle ses militants et organisations à multiplier avec les autres forces démocratiques et populaires de France les actions sous toutes les formes en appui à la lutte courageuse du peuple chilien. C'est ainsi que les confédérations CGT, CFDT et la FEN marquent ensemble leur indignation devant le massacre de l'union populaire au Chili par les hommes de la junte militaire et des forces réactionnaires, puis leur exigence pour que le gouvernement français condamne sans équivoque le coup d'État et intervienne contre la terreur réactionnaire. Force ouvrière demandant à ses adhérents d'observer un court arrêt de travail, lundi en fin de matinée.

L'UNEF et l'UNCAL (Union nationale des comités d'action lycéens) se sont également associées au mot d'ordre de grève.

La fédération des cheminots et les syndicats s'engagent dans la solidarité internationale avec le peuple chilien contre la dictature.

Dans un communiqué commun les Fédérations des cheminots **C.G.T. - C.F.D.T. appellent le 17 septembre à la grève de 11 à 12 heures**, (Les trains en ligne s'arrêteront après 11 heures à la première gare ouverte à la sécurité) et participent massivement aux rassemblements et délégations en direction des pouvoirs publics.

Les Fédérations de cheminots CGT et CFDT marquent ainsi leur volonté profonde et leur attachement aux principes démocratiques.



Carte de soutien dans le cadre d'une campagne CGT « Jeunes Chili », sd. Coll. Lagorse/IHS-CGT cheminots, 741.



La Tribune des cheminots, n°490, 22 octobre 1973. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

Quelques jours après le 21 septembre 1973, le collectif national pour la solidarité au Chili³⁹ lance publiquement un **Appel à la solidarité envers le peuple chilien, dénonçant** le sang qui coule au Chili.

« Par le fer et le feu, la torture, la délation, les exécutions sommaires, la junte tente de frapper de terreur les paysans, ouvriers, étudiants et démocrates, de toutes convictions politiques, philosophiques ou religieuses, qui avaient soutenu les objectifs du président Salvador Allende visant à rendre le Chili aux Chiliens, à promouvoir la justice sociale, le mieux-être, l'émancipation des travailleurs, à assurer l'indépendance nationale par la démocratie et dans la liberté... Ainsi est une nouvelle fois tragiquement attesté que l'écrasement du peuple demeure l'ultime argument de ceux qui refusent le progrès et la justice sociale... Aujourd'hui, alors que les travailleurs et démocrates chiliens résistent héroïquement dans l'ensemble du pays comme le révèlent les informations qui commencent à parvenir, des milliers de morts, des milliers de prisonniers jalonnent déjà les pas de la junte qui va jusqu'à livrer à leurs bourreaux les exilés politiques d'autres pays de dictature et installe ses cours martiales.

Ce crime doit cesser. Le Chili doit être rendu à son peuple, la démocratie, tous les prisonniers politiques libérés.

Nous appelons à développer, dans toute la France, une campagne nationale de solidarité envers le peuple chilien et sa courageuse résistance à la junte et au fascisme.

Nous condamnons à nouveau l'attitude du gouvernement français qui va à l'encontre de celle de gouvernements de grands pays voisins et de tant d'autres dans le monde, non seulement se refuse à condamner le coup d'État fasciste, mais donne à entendre qu'il maintiendra entre notre pays et la junte des relations diplomatiques... Nous réaffirmons l'indignation des Français devant les silences, les déformations, les contrevérités, la partialité par lesquelles le service public qu'est l'O.R.T.F. travestit l'information sur les événements du Chili et sur l'émotion qu'ils provoquent... Les organisations soussignées appellent à une grande mobilisation de tous les milieux populaires et démocratiques, de tous ceux qui, sans distinction de conviction ou de croyance, refusent de voir ainsi étranglées la liberté et la justice. Ainsi, en englobant tous les aspects de la nécessaire action de solidarité, nous en-

tendons remplir notre devoir avec constance et vigilance pour que les luttes populaires du Chili, pour la liberté et l'indépendance soient soutenues activement par l'effort fraternel des Français. »

Pendant seize années, la société chilienne est mise au pas, le régime militaire dissout les institutions, détruit par le feu les registres électoraux, interdit les partis politiques, contrôle les médias et supprime l'autonomie des organismes relevant de la société civile.

Dans le même temps, les libertés et les droits des personnes font l'objet de sévères restrictions. Un couvre-feu est imposé et maintenu jusqu'en mars 1978.

La junte s'octroie toutes les prérogatives et les attributions existantes.

Les partis de gauche sont dissous, et ceux qui, dans la clandestinité, tentent de les reconstituer sont impitoyablement poursuivis avec une cruauté sans bornes.

Le régime crée immédiatement une police politique militarisée, la Direction de l'intelligence nationale (Dina), institutionnalisée en 1974 par un décret qui la place sous la direction de Pinochet et l'habilite à accomplir des exécutions clandestines.

La terreur d'État a été déployée comme un projet systématique visant à détruire tout un mode de vie politique. Exemptée de toute réserve d'ordre moral, la Dina arrête, torture, assassine et fait disparaître, entre 1974 et 1976, des centaines de dirigeants et de militants clandestins d'opposition.

Cette terreur politique développe un néolibéralisme économique extrême où d'importantes couches de la société se précarisent. En 1990, 40 % de la population vit dans la pauvreté. La gestion des fonds de pension des travailleurs est confiée à des entreprises à but lucratif et renforce la place du privé dans la santé et l'éducation. Le service public est rapidement et gravement détérioré...

39. Parti communiste français / Parti socialiste / Mouvement des radicaux de gauche / Parti socialiste unifié / Objectif socialiste / C. G. T. / C. F. D. T. / F. E. N. / Ligue des droits de l'homme / U. N. E. F. / Union des grandes écoles / Jeunesse socialiste / U. N. C. A. L. / Jeunes radicaux de gauche / Centres confédéraux des jeunes C. G. T. et C. F. D. T. / Jeunesse ouvrière chrétienne / Mouvement de la jeunesse communiste.

La presse de gauche est interdite et les journalistes critiques du régime sont bâillonnés; la télévision est accaparée par l'État.

Cependant, et malgré la répression, les partis politiques proscrits, mais clandestins restent toujours actifs à l'intérieur du pays. Les opposants parviennent à rétablir leur influence et à retrouver une capacité à diriger des mouvements sociaux, comme le mouvement syndical et le mouvement estudiantin.

Cette dynamique d'opposition, soutenue par un vaste réseau de solidarité internationale particulièrement actif dans les États où se sont concentrés les exilés chiliens - France, Suède, Italie et Espagne en Europe occidentale, RDA et Union soviétique en Europe de l'Est, Mexique, Venezuela et Cuba en Amérique latine.

Par exemple, le Courrier du cheminot, n° 65, septembre 1978 informait les cheminots dans un long article argumenté que début Juin a été créée une « Commission de Coordination Nationale des Confédérations, Fédérations et Syndicats » représentant 1 500 000 travailleurs; le 6 juin ils formulaient « l'exigence que la Junte donne une réponse sur 55 des plus importants dirigeants du mouvement syndical chilien arrêtés par la DINA et disparus jusqu'à ce jour ». 2 500 personnes sont dans le même cas. Des procès engagés par les parents et proches des disparus, pour faire la lumière sur le sort qui leur a été réservé, ont été annulés à la suite du décret d'amnistie. Une grève de la faim pour protester a eu lieu durant 18 jours à l'issue desquels le gouvernement s'engagea à fournir des renseignements les concernant. La Junte vient de répondre, le laconisme cache la gravité de la situation. Les 2 500 noms des disparus ne sont pas connus. Ils n'existent pas. Le pire est donc à craindre. Nous devons redoubler d'efforts pour qu'éclate la vérité. Nous intervenons et restons en contact avec la Commission Extérieure de la Centrale Unique des Travailleurs Chiliens.

La lutte pour la démocratie prend néanmoins corps alors que Pinochet impose une Constitution qui prolonge son mandat jusqu'en 1988, avec l'espoir qu'un nouveau plébiscite le reconduirait au pouvoir pour huit ans supplémentaires.

Malgré cela, dans le contexte de crise économique, l'opposition réussit à transgresser les sévères restrictions de parole imposées et jette les bases d'une longue confrontation politique et sociale.

Entre mai 1983 et septembre 1986, le pays vit une période de lutte intense. Une partie importante de la société chilienne recourt à toutes les formes possibles de mobilisation pour abattre le régime.

La plupart des manifestants défilent sans armes, bien qu'ils se heurtent à la répression de la police anti-émeute (les carabineros) et même parfois à l'armée.

Malgré la violence déployée par l'État dans le cadre d'une répression multiforme (massive ou ciblée, légale ou clandestine), les digues imposées à l'action politique commencent à rompre.

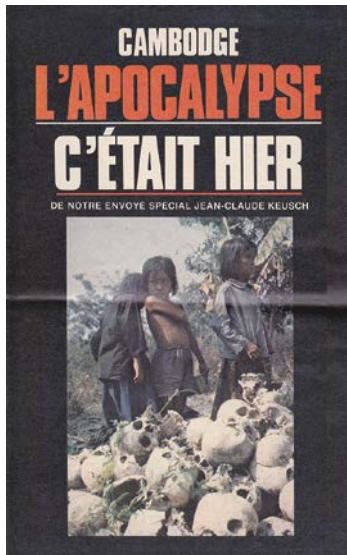
Mais le bilan humain est lourd : sur les 10 millions d'habitants que comptait le pays en 1973, plus de 3 200 ont été tués ou sont portés disparus et plus de 35 000 ont été torturés lors de leur détention par la police ou l'armée; 200 000 Chiliens, soit 2 % de la population, ont pris les chemins de l'exil pour échapper aux conséquences du coup d'État, sans compter un nombre plus élevé encore d'« exilés de l'intérieur ».

14 décembre 1989. Le candidat unique de l'opposition regroupée au sein de la Concertation des partis pour la démocratie remporte la présidentielle avec 55,2 % des suffrages contre le candidat de la junte (29,4 %).

Le nouvel élu, dans son premier message, rend hommage aux forces armées. Le gouvernement de « transition vers la démocratie » qui entre en fonction en mars 1990 suivra les rails des militaires. Sa politique mettra un peu plus de social, un peu plus de libertés, beaucoup moins de répression mais marquera un profond respect pour « l'œuvre accomplie » par Pinochet.

En octobre 2020 : le peuple chilien décide très largement de mettre fin à la Constitution de Pinochet par référendum, avec 78,28 % des voix.

Avec le Cambodge acte de paix et de solidarité



Dossier paru dans La Vie ouvrière, 23 avril 1980. IHS-CGT cheminots, Fonds J. Levart, 7 P.

En 1987, La solidarité nationale et internationale a joué à plein pour permettre à l'initiative de l'A.D.R.A.C. (Association pour le développement des relations avec le Cambodge) d'aboutir. Grâce à l'aide de la C.G.T., du Secours populaire, des dockers, des cheminots français, grâce à la S.N.C.F., grâce à la R.D.A. qui avait fourni le transport par mer, ce sont quelque 800 tonnes de matériels ferroviaires, dont

26 wagons de 750 tonnes de rails, du matériel divers, deux « Renault 4 ». Quatre tonnes de savon, une tonne de lait en poudre, des cokeries, des robinets, des machines à coudre... ont pris la mer pour le Cambodge.

Intervention Jeannette Levart,⁴⁰ Secrétaire fédérale, chargée des relations internationales



Jeannette Levart [Lewartowsky], [1970-1979]. Coll. IHS-CGT, 15 Fi 2.

Mesdames, Messieurs, Chers Amis, Chers Camarades, Une très belle page d'amitié entre les peuples est écrite aujourd'hui à Dunkerque. Le « Max Reichpietsch » va emporter dans ses cales du matériel ferroviaire à destination du Cambodge. Je ne peux, en saluant ce départ, dissimuler l'émotion qui m'étreint. En tant que représentante de la Fédération des cheminots au sein

de l'Association pour le développement des relations avec le Cambodge, je sais les multiples démarches qu'il a fallu effectuer, les obstacles qu'il a fallu surmonter. La patience, l'opiniâtreté, l'intérêt suscité par notre initiative ont permis que soit rassemblée, acheminée, et aujourd'hui chargée et transportée, cette précieuse cargaison. Le moment tant attendu est enfin arrivé! Du plus profond du cœur, je tiens à remercier le commandant et l'équipage du

« Reichpietsch », les cheminots, les dockers, les travailleurs portuaires, la Direction de la S.N.C.F., toutes celles et tous ceux qui ont concouru à ce beau témoignage de la solidarité humaine.

Vous permettrez à une militante syndicale d'exprimer sa satisfaction de voir ainsi se perpétuer les meilleures traditions du mouvement ouvrier français. N'est-il pas symbolique que les dockers et les cheminots qui, durant les deux guerres d'agression colonialiste menées contre le peuple vietnamien, surent lui manifester leur appui de façon éclatante n'aient pas hésité à soutenir le peuple cambodgien sauvé du génocide et engagé dans un combat héroïque pour son existence?

Cet attachement aux valeurs les plus nobles de la cause des droits de l'homme à la dignité, au bonheur, est à l'honneur des travailleurs de notre pays.

Les cheminots ont mené de rudes des luttes pour la sauvegarde de leur entreprise sur le mot d'ordre « Le rail, c'est la vie ». Comment ne pas se réjouir à la pensée que la nation khmère va pouvoir, grâce aux travailleurs de France et de République démocratique allemande, améliorer les transports à travers ses provinces et consolider ce que, sans crainte, on peut appeler une véritable résurrection?

Les besoins sont immenses. Chacun connaît les horribles souffrances dont le Cambodge a été victime. Deux à trois millions de victimes, aussi bien des B 52 américains que des khmers rouges, sur une population de près de sept millions d'habitants. Toutes les bases de la vie sociale, familiale, complètement détruites. Tout ce que le pays connaissait de la culture millénaire du peuple khmer, les intellectuels, les travailleurs qualifiés, les techniciens, entièrement massacrés. Peu de survivants parmi les dockers et les cheminots. Sur 6000 cheminots à l'origine, 600 survivants! Parmi les dockers, ceux qui ont survécu étaient dans un tel état physique qu'ils étaient dans l'incapacité d'exercer leur profession.

L'aide internationale, la générosité des millions d'hommes et de femmes ont porté secours au Cambodge depuis trois années. Les fléaux de la faim et de la maladie ont été enrayés.

Nous ne devons pas relâcher notre effort. L'avenir pacifique, l'indépendance et la souveraineté du Cambodge, la renaissance de sa culture millénaire en dépendent. En dépend aussi le rire revenu des enfants. Comment ne pas se féliciter de cette initiative, ici, à Dunkerque, près des dunes où, voilà quarante ans, tant de jeunes vies furent touchées par la guerre!

40. Vous pouvez retrouver l'aventure du « Max Reichpietsch » dans les cahiers de l'ihc N° 46, pages 23 à 31

Aujourd'hui, représentants de la solidarité internationaliste, des marins de la République démocratique allemande nous donnent chaleureusement la main dans cette belle aventure de fraternité humaine.

En souhaitant bon voyage au commandant du « Max Reichpietsch » et à son équipage, je voudrais les charger d'un message à nos amis cambodgiens.

Dites-leur, s'il vous plaît que les forces de paix et de bonne volonté sachent s'unir pour bâtir un monde nouveau, un monde de justice, de progrès social et de paix.



Déchargement des rails français à Kompong Som, 14 décembre 1982. IHS- CGT cheminots, Fonds J. Levart, 7 P.

Votre cargaison de solidarité est bien arrivée à Kompong-Som

Extraits de la lettre adressée à la Fédération C.G.T. des cheminots, par G. Strübing, capitaine du bateau « Max Reichpietsch »

Je voudrais vous informer que votre cargaison de solidarité est bien arrivée à Kompong-Som. Le 14 décembre, vers 16 heures, nous avons atteint le port et on nous attendait déjà. Le 15 décembre, à 9h30, a eu lieu, en présence de l'ambassadeur de la R.D.A., le camarade Horn, et du ministre du Commerce et des Échanges cambodgien, un meeting commun avec la population pour la remise de votre envoi de solidarité et des marchandises de la R.D.A. Tout l'équipage y a été invité très chaleureusement et a été salué par les pionniers cambodgiens, la population et les dockers. Ces chaleureuses salutations n'étaient pas seulement destinées à nous seuls, elles étaient l'expression des remerciements aux travailleurs français, à la C.G.T. et aux dockers de votre pays qui, avec un grand effort et beaucoup de renoncements personnelles, une grande ac-

tivité, ont contribué avec cette solidarité à la reconstruction de la République populaire du Kampuchéa. Une atmosphère de fête régnait parmi les gens et ils ont exprimé leur respect et leur soutien grâce à cette cargaison de solidarité pour le développement démocratique de votre pays avec ses acteurs, les travailleurs qui représentent la classe ouvrière française. Une réception avec repas s'en est suivie chez le ministre du Commerce cambodgien, à laquelle de nombreux membres de l'équipage ont été conviés. Des toasts à notre amitié et à celle des travailleurs français de la C.G.T. et des dockers ont été prononcés. Je me suis permis, en votre nom et au nom de la C.G.T., des dockers et des travailleurs français, de transmettre les chaleureuses salutations de l'unité de notre solidarité internationale...

Je tiens à vous exprimer mon grand respect pour tout votre effort dans la solidarité internationale et pour la sauvegarde de la paix dans le monde.

Un bateau pour le Nicaragua

SOLIDARITÉ MORALE ET FINANCIÈRE DES CHEMINOTS POUR LE NICARAGUA LIBRE !

Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/8.

Dans La Tribune des cheminots de mars 1987, Jeannette Levart, secrétaire fédérale, rappelait :

« Le 13 janvier⁴¹ dernier, la Centrale Sandiniste des Travailleurs du Nicaragua adressait aux cheminots français un message de soutien « fraternel et militant » dans la lutte pour nos revendications économiques et sociales, et exprimait leur conviction d'une issue victorieuse. Ainsi, les travailleurs du Nicaragua, confrontés aux pires difficultés, à la lutte des « contrats » armés par l'impérialisme américain, au blocus économique, soutiennent nos actions et expriment leur confiance en l'avenir dans la lutte pour les cheminots français !

Notre force est donc aussi et surtout faite de la solidarité des travailleurs du monde entier

C'est pourquoi ? Il nous paraît juste que, malgré les difficultés financières auxquelles nous sommes confrontés, malgré toutes les tâches qui nous incombent, nos syndicats, nos sections de retraités, s'associent à l'initiative lancée par un grand nombre de personnalités, et par la Confédération, « UN BATEAU POUR LE NICARAGUA ». Il nous paraît indispensable que les cheminots, actifs et retraités, comme la classe ouvrière de notre pays, assument leur devoir de solidarité internationale. L'enjeu de la solidarité, c'est de permettre à un peuple qui s'est libéré de la dictature fasciste de Somoza, de conserver sa liberté, son indépendance, et d'empêcher l'intervention directe des États-Unis. Au-delà de la solidarité morale, le peuple du Nicaragua a besoin d'une solidarité matérielle importante, pour résister, pour tenir bon et gagner.



Solidarité financière de la part de la section des cheminots retraités CGT du syndicat de Laon, adressée à la Fédération, 10 avril 1987. Coll. IHS-CGT cheminots, 6721.

NO PASARAN, disent les "Muchachos" qui vont combattre les mercenaires armés et conseillés par les U.S.A.

NO PASARAN, disent les mères qui vivent les restrictions alimentaires pour leur famille,

Le Nicaragua doit faire face à des besoins matériels immenses. Leur satisfaction est indispensable pour permettre à ce pays libre de progresser sur plusieurs questions essentielles : le développement économique et social, l'alpha-

41. 1987, durant la grève de l'hiver 86/87.

bétisation, la formation, satisfaire les besoins médicaux d'urgence, préserver son indépendance.

Ainsi que le déclare le Père Yves BUANIC,⁴² responsable du Comité national « *Un bateau pour le Nicaragua* », il s'agit au fond, tout simplement, pour un peuple de gagner le droit de vivre libre et en paix.

L'argent collecté aura permis l'achat de blé, de maïs, d'antibiotiques, d'aspirine, de matériel, d'outillage,

pour les différents corps de métiers du bâtiment, de matériel scolaire (cahiers, crayons, craies, etc.).

42. Fondateur de l'association Enfants du monde Droits de l'homme, C'est au Cambodge, après le génocide, en 1979, qu'il est soulevé par l'horreur des enfants victimes des conflits, de la barbarie, de l'oppression. Entre 1986 et 2003, période où il a présidé Enfants du monde, il s'est battu à Bagdad, à Port-au-Prince, au Darfour et dans bien des pays pour faire reconnaître et promouvoir les droits des enfants. Militant aussi à France-Palestine et président de France-Amérique latine...

2024 : Le Nicaragua est de nouveau sous le feu des critiques internationales

La CGT exprime sa profonde inquiétude face à l'escalade des tensions et condamne l'ingérence étrangère, incarnée en premier lieu par les États-Unis et leurs convoitises économiques, voulant notamment dans cette région, faire tomber les pays qu'ils nomment la « tyrannie de la troïka », comme le Venezuela, Cuba et le Nicaragua.

Nul ne saurait nier la situation politique, économique et sociale, y compris des manques au respect de droits

humains. Il faut substituer à l'ingérence extérieure la coopération internationale pour dessiner une voie démocratique et souveraine dans cette région.

Pour un Nicaragua libre, la lutte continue.

La CGT œuvre aux côtés de la Confédération syndicale des Amériques (CSA) afin de coopérer avec les travailleurs et les organisations syndicales de ces pays.

En Palestine, la persistance de l'occupation !

Introduction

Il est impossible de comprendre la tragédie que vivent Israéliens et Palestiniens sans remonter aux origines du conflit.

Le 14 mai 1948, l'État d'Israël a vu le jour, mais pas l'autre État - arabe - prévu par le plan de partage des Nations Unies. Pourquoi ? Et pourquoi des centaines de milliers d'Arabes palestiniens ont-ils pris le chemin de l'exil ?

Et pourquoi la guerre de 1948-1949 n'a-t-elle pas débouché sur une paix durable entre Israël et ses voisins ?

En Palestine, l'histoire se répète. Régulièrement, inexorablement, impitoyablement.⁴³ Et c'est toujours la même tragédie.

Chaque fois, la crise se résume à une vérité limpide : la persistance, depuis des décennies, de l'occupation israélienne, du déni des droits fondamentaux du peuple palestinien et de la volonté de le chasser de ses terres.

Brève chronologie du conflit israélo-palestinien

Après la seconde guerre mondiale, alors que l'opinion occidentale découvre l'horreur des camps et le génocide, les bouleversements des rapports de forces internationaux aboutissent au partage de la Palestine.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte la résolution 181 qui prévoit un État juif sur 56 % de la terre de Palestine et un État arabe sur les 44 % restants. Un texte a ainsi été voté par 33 voix pour (dont la France et l'URSS), 10 abstentions et 13 contre pour la formation de l'État d'Israël, créant ainsi un découpage de la Palestine.

Le 14 mai 1948, jour de la "déclaration d'indépendance" d'Israël, les forces juives ont déjà expulsé près de quatre cent mille Palestiniens du territoire prévu pour l'État juif et occupent la majorité de ses villes arabes. Quelques 415 villages palestiniens seront détruits ou deviendront des villages israéliens. Pour les Palestiniens, c'est la Nakba, la "catastrophe". C'est ainsi qu'un État juif a rejeté en masse la mise en place de la résolution de l'ONU et que la tutelle américaine prend fin.

Une guerre éclata immédiatement entre le nouvel État d'Israël et les États arabes voisins qui en refusèrent la création. Celle-ci se conclut au début 1949 par des accords d'armistice partageant la Palestine entre Israël (77 % du territoire), la Cisjordanie (20 %), dont Jérusalem-Est, occupée par la Jordanie, et la bande de Gaza (3 %), occupée par l'Égypte. Près de 750 000 Palestiniens furent contraints à l'exode vers la Cisjordanie et Gaza, mais aussi le Liban, la Jordanie, la Syrie, et l'Irak.

Les conflits vont alors s'intensifier et les territoires d'Israël vont ainsi évoluer au fil de ceux-ci. Israël va ainsi accroître son territoire sur celui de la Palestine.

A l'issue de la guerre de 1967, Israël occupe toute la Palestine. Créée en 1964, l'Organisation de libération de la Palestine gagne son indépendance. M. Yasser Arafat en devient, en 1969, le président jusqu'à sa mort en 2004 et la résistance va peu à peu s'engager dans la voie de la revendication d'un État palestinien indépendant, à côté d'Israël. L'OLP devient incontournable.

Avec la première Intifada (1987-1993), la résistance palestinienne se recentre sur le territoire occupé.

La première négociation israélo-arabe entamée en 1991 à Madrid permet une reconnaissance réciproque mais dissymétrique, entre l'État d'Israël et l'OLP.

L'échec de la négociation de Camp David en juillet 2000, de même que le doublement du nombre de colons durant la négociation, aboutissent à la **Seconde Intifada (2000)**.

Se succèdent alors plusieurs offensives israéliennes, la construction d'un mur d'annexion, la victoire électorale du Hamas aux élections législatives de 2006, puis l'offensive israélienne de la bande Gaza durant l'hiver 2008-2009, territoire toujours assiégé depuis.

Rappelons aussi que depuis juin 2007, date de la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas, deux forces politiques palestiniennes se disputent le contrôle des Territoires palestiniens.

- **D'un côté, le Fatah, le parti du père fondateur** du mouvement national, Yasser Arafat (1929-2004) et du président en exercice Mahmoud Abbas (élu à la tête de l'Autorité palestinienne depuis le 9 janvier 2005), qui contrôle la Cisjordanie.

- **De l'autre, le Hamas, faction d'obédience islamiste**, longtemps restée « hors système » par principe et idéologie, qui règne aujourd'hui sans partage sur la bande de Gaza.

L'opposition entre les deux factions met à mal l'espace palestinien, pourtant déjà largement fragmenté par la politique israélienne de colonisation et la construction des murs dits de séparation.

La C.G.T.

La C.G.T. a des positions constantes pour l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, dans l'intérêt

43. Alain Gresh, Guerres sans fin contre les palestiniens, monde diplomatique.

de tous les peuples et États de la région, y compris d'Israël, cela implique le respect par Israël des résolutions des Nations-Unies, l'évacuation des terres des territoires arabes occupés depuis 1967, la reconnaissance des droits nationaux de peuple palestinien.

Dans une déclaration de la Fédération, le 6 juin 1967⁴⁴

La commission administrative de la Fédération C.G.T. des cheminots exprime son inquiétude devant la guerre déclenchée au Moyen-Orient qui met en péril la paix mondiale. Fidèle à la position constante de la Fédération en faveur de la paix, de la coexistence pacifique, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la commission administrative met en garde les cheminots contre la campagne d'excitation à la haine qui se développe en France. Cette campagne, à laquelle participent les journaux les plus réactionnaires et certaines personnes connues pour leurs opinions et leurs activités fascistes, tend à semer la confusion en assimilant les intérêts légitimes du peuple d'Israël à ceux des grandes compagnies pétrolières et à entraîner la France dans une nouvelle guerre.

Elle réjouit les ennemis de la classe ouvrière qui voient, dans cette campagne, le moyen de freiner les progrès de l'union des forces ouvrières et démocratiques. La commission administrative considère que les problèmes du Moyen-Orient ne peuvent être résolus durablement que par la négociation en vue de garantir : les droits légitimes des réfugiés arabes de Palestine et le droit à l'existence de l'État d'Israël.

Pour rendre possible une telle négociation, la commission administrative se prononce pour un cessez-le-feu immédiat et le retrait des troupes de part et d'autre sur leurs positions de départ.

Consciente de la gravité du danger qui pèse sur la paix du monde, la commission administrative dénonce la grossière ingérence des impérialistes américains dans les affaires intérieures des peuples. Elle s'élève contre la menace permanente que constitue la présence de la flotte de guerre des États-Unis à des milliers de kilomètres de leurs côtes. Elle dénonce, une fois encore, la sauvagerie agressive qu'ils poursuivent contre le peuple vietnamien.

La commission administrative appelle tous les cheminots à manifester leur volonté de voir triompher la négociation pour sauver la paix mondiale, sans laquelle la lutte revendicative serait compromise.

Lors du 28^e congrès fédéral, la fédération⁴⁵ s'exprimait ainsi : « Partout, les peuples constatent que l'impérialisme américain veut régler en gendarme international les innombrables contradictions qui secouent la société capitaliste. Pour cela, il n'hésite pas à mener le monde au bord d'une troisième guerre mondiale. La plus grave manifestation de cette agressivité a été illustrée par la guerre menée par le gouvernement d'Israël contre ses voisins. Tous les hommes se sont sentis concernés au moment de cette agression. Encore aujourd'hui, la non-liquidation des

conséquences de l'agression (occupation d'une partie de la Syrie, de la Jordanie, de la R.A.U.), la volonté affirmée des boutefeux de Tel-Aviv d'occuper les terres conquises militairement, pèsent toujours sur la paix mondiale, sur la coexistence pacifique, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

La fédération présente sur le terrain⁴⁶ à l'invitation des camarades du Syndicat général des cheminots de R.A.U. (Egypte), notre bureau fédéral a envoyé une délégation composée Gilbert JULIS et Roger FAVREL, secrétaires fédéraux et René STOLL, secrétaire de l'Union des cheminots C.G.T., d'Alsace-Lorraine, rendre visite aux cheminots de ce pays. La situation créée dans cette partie du monde par l'agression d'Israël de juin 1967 à l'égard des peuples arabes, le danger qu'y court la paix mondiale du fait de la continuation de l'occupation militaire et des intrigues menées par l'impérialisme, particulièrement celui des U.S.A., ont donné une certaine importance à cette rencontre. Notre délégation fédérale a eu de nombreux contacts avec les cheminots égyptiens, avec de nombreux travailleurs et plusieurs personnalités...

Pour que la paix et la négociation interviennent au Moyen-Orient⁴⁷

Lorsque le 7 août 1970, après le cessez-le-feu intervenu entre troupes israéliennes d'une part et troupes égyptiennes et jordaniennes d'autre part, la possibilité d'un règlement politique et pacifique apparaissait au Moyen-Orient, les tergiversations et attitudes des dirigeants d'Israël retardèrent l'ouverture des négociations. Depuis, cette attitude de caractère irresponsable par rapport à la paix mondiale, visant à obtenir par les armes les objectifs de l'agression de 1967, liquider les régimes progressistes de R.A.U. et de Syrie, a permis toutes les intrigues et actions aventuristes pour porter un coup au mouvement de libération nationale dans cette région du monde. L'impérialisme a tenté de parvenir à un affaiblissement des forces progressistes dans les pays arabes avec les effroyables massacres de la population jordanienne et des Palestiniens réfugiés dans ce pays.

La fédération multiplie les contacts et échanges internationaux⁴⁸ avec la Visite en France d'une délégation du Syndicat général des chemins de fer de la R.A.U. en janvier 1971 puis d'une délégation de l'U.G.T.A. réaffirmant leur volonté de poursuivre et d'intensifier leur solidarité aux travailleurs et aux peuples des pays arabes aux prises avec la répression et à ceux de Palestine, en particulier, dans leur lutte contre l'impérialisme pour leur indépendance et leurs droits nationaux, économiques, sociaux et politiques.

44. Idem.

45. [28^e congrès fédéral, 23-26 janvier 1968, Drancy, palais de la Mutualité] : rapport écrit. Le Courrier du cheminot, N° 17, Novembre 1967.

46. La Tribune des cheminots [actifs], n° 439, 26 mars 1970.

47. Gilbert Julis, La Tribune des cheminots [actifs], n° 448, 1^{er} octobre 1970.

48. La Tribune des cheminots [actifs], n° 456, 3 mars 1971.

La Tribune des cheminots [actifs], n° 466, 12 octobre 1971.

1982 JUILLET-AOUT

**LA SITUATION DRAMATIQUE DU LIBAN
ET DU PEUPLE PALESTINIEN
NOUS INTERPELLE TOUTES ET TOUS !**

Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

Au nom de la "paix", le gouvernement israélien a envoyé ses chars, ses avions, son armée, envahir le Liban pour le mettre à feu, à sang. Jeannette LEVART explicite : « Après avoir chassé le peuple palestinien de leur pays, avoir occupé la Cisjordanie et hier le Golan, au nom d'un soi-disant droit biblique, ils veulent aujourd'hui la "solution finale" pour les Palestiniens. Beyrouth-Ouest sous un déluge de feu. Beyrouth-Ouest qui a donné une terre d'accueil aux Palestiniens est coupable, selon les Israéliens, de résister aux envahisseurs. « Il faut anéantir l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) » déclare à Tel Aviv le général Sharon.

Les bombes au phosphore et à fragmentation, déjà utilisées par les Américains au Viet Nam, sont larguées contre des hommes et des femmes, assiégés, retranchés dans une ville privée d'eau, d'électricité. Même les vivres et médicaments amenés par la Croix Rouge internationale et le Secours populaire, sont bloqués.

Les méthodes de guerre et d'occupation rappellent singulièrement les méthodes des nazis pendant la dernière guerre à rencontre des juifs précisément ! Comment ne pas être révoltés devant de tels procédés ! En Israël même, des voix s'élèvent contre l'invasion du Liban. Ils méritent estime et respect. L'issue de la situation au Liban doit être trouvée par la négociation et avec des concessions réciproques. Nous devons tout mettre en œuvre pour éviter le bain de sang auquel rêvent les faucons israéliens, développer notre solidarité financière qui permettra d'acheminer des médicaments et des vivres vers le Liban.

A cet effet, nos syndicats, nos sections de retraités pourront organiser des collectes dans les établissements et dans les cités. Nous vous appelons également à adresser des messages de protestation à l'ambassade d'Israël à Paris. Nous devons être convaincus que si la réprobation internationale grandit en importance, nous pourrions arrêter le bras des assassins. »

En Mars 1988⁴⁹ l'appel de la C.G.T. : Le mouvement syndical palestinien à Gaza et en Cisjordanie fait chaque étouffer la volonté de prisons pour jour la démonstration qu'Israël n'aura jamais assez de soldats, jamais assez nationale palestinienne.

Il démontre chaque jour aux annexionnistes israéliens et à son allié stratégique américain qu'il est complètement illusoire d'imposer à tout un peuple qu'il renonce à sa liberté, à son droit inaliénable, à déterminer librement son destin, à son droit à établir un Etat indépendant.

Les travailleurs, le peuple palestinien des territoires occupés, ont par leur lutte exemplaire, démontré aux yeux du monde que toute tentative visant à fabriquer des prétendus interlocuteurs en dehors de l'O.L.P. est une chimère sans avenir, contraire aux intérêts bien compris, vérifiables, de tous les peuples et états de la région. »

Le gouvernement français, le Président de la République doivent user de leur influence pour agir concrètement en faveur d'une solution négociée.

Les travailleurs, le peuple palestinien des territoires occupés, ont par leur lutte exemplaire, démontré aux yeux du monde que toute tentative visant à fabriquer des prétendus interlocuteurs en dehors de l'O.L.P. est une chimère sans avenir, contraire aux intérêts bien compris, vérifiables, de tous les peuples et états de la région. »

Le gouvernement français, le Président de la République doivent user de leur influence pour agir concrètement en faveur d'une solution négociée.

Le représentant de la France à la Commission des droits de l'homme aux Nations Unies, siégeant à Genève, s'est abstenu et partiellement opposé à une résolution accusant Israël « d'empêcher par la force, le peuple palestinien de jouir de son droit à l'autodétermination ».

Ce vote, bien évidemment, rejoignait celui des U.S.A. de la Grande-Bretagne, de la R.F.A. et de l'Italie.

Notre Fédération des cheminots, fidèle à ses traditions de solidarité internationale, à ses luttes contre les guerres coloniales, appelle :

- à amplifier les initiatives de solidarité au peuple palestinien ;
- à intervenir auprès du pouvoir politique en France pour le contraindre à agir sans équivoque, pour la tenue d'une conférence internationale des Nations Unies, avec la participation de toutes les parties concernées, donc de l'organisation de Libération de la Palestine, unique et légitime représentant du peuple palestinien.

Le 8 mars 1989⁵⁰ et sa dimension internationale



La Tribune des cheminots [actifs], n° 787, Novembre 2001. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

Avec un soutien particulier à la PALESTINE étant donné le rôle joué par les femmes dans l'INTIFADA (la révolte des Pierres) et la proclamation de l'Etat Palestinien par l'OLP.

La CGT a invité une délégation de femmes Palestiniennes et Israéliennes pour le 8 MARS 1989.

Cette initiative accompagnée d'une campagne de solidarité politique et financière.

Pour nous, il s'agit d'une contribution à une cause juste largement reconnue sur le plan international pour la paix.

49. La Tribune des cheminots [actifs], n° 653, Mars 1988.

50. La Tribune des cheminots [actifs], n° 662, Février 1989.

Novembre 2001 La continuité de l'action des femmes

Depuis des mois, depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa, à côté des hurlements guerriers, en dépit de l'union sacrée de Sharon et Pérès, des femmes résistent, dénoncent, protestent contre une politique innommable. Elles militent pour la paix... dans le silence des médias israéliens et internationaux. Une lecture d'espoir agrémentée de nombreuses photos et d'une liste des sites Internet israéliens et palestiniens.

Israël/Palestine : Des femmes contre la guerre

La Tribune des cheminots [actifs], n° 787, Novembre 2001. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/8.



Fédération
internationale des
ouvriers du transport

**LA LUTTE CONTINUE
AUSSI SUR LE PLAN
INTERNATIONAL**

pour le 75^e anniversaire de
l'adoption de la résolution 181 des Nations Unies **L'ITF**
exprime sa solidarité avec le peuple palestinien.

Septembre 2024 : Appel à un cessez-le-feu...



A la suite des massacres de 1 139 Israéliens et les prises d'otages de 250 d'Israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas, le gouvernement Netanyahu a décidé d'une guerre totale contre le peuple palestinien de Gaza et de Cisjordanie, puis du Liban. Plus de 40 000 morts, 15 000 disparus sous les décombres et des dizaines de milliers de blessés et une longue liste de destructions d'infrastructures vitales (hôpitaux, réservoirs d'eau, écoles...)

Face à la banalisation de ces crimes, la CGT ne se résignera jamais. Elle appelle à un cessez-le-feu immédiat et pérenne à Gaza, la fin du blocus, le retrait de l'armée israélienne de la Bande de Gaza...

**RETROUVEZ LA SUITE SUR LES SITES
CONFÉRENTIELS ET FÉDÉRAUX**

Afrique du Sud : la lutte contre l'apartheid

La lutte contre la ségrégation raciale

La lutte pour la libération des dirigeants des mouvements anti-apartheid d'Afrique du Sud.

Ce sont des colons de plusieurs pays européens de Grande Bretagne, des Pays-Bas, de France et d'Allemagne qui se sont disputés les terres sud-africaines. Les populations indigènes ont tenté de résister contre la domination européenne, en vain.

La ségrégation raciale est déjà une réalité au moment de la création de l'Union d'Afrique du Sud en 1910. L'affirmation de la suprématie intellectuelle des blancs conduit à la mise en place d'une ségrégation à grande échelle.

À partir de ce concept, les colons blancs, qui représentent 30 % de la population, s'octroient tous les pouvoirs.

À cette époque « la dangerosité sociale » des Africains non-blancs, à qui sont attribués les vols et le vagabondage, sert de prétexte pour imposer et justifier leur confinement spatial dans les zones rurales du Cap et de Durban.

Le congrès national africain, fondé en 1912, tentera de combattre ces mesures ségrégationnistes par des actions non violentes, mais les résultats sont mitigés. Il revendique, sans succès, une participation des populations aux affaires du pays.

En 1948, bien que minoritaire en voix, l'alliance du parti national et du parti afrikaner remporte la majorité des sièges au parlement. Le nouveau Premier ministre, Daniel François MALAN, fait adopter une législation instaurant la ségrégation raciale.

À partir de critères raciaux, le gouvernement sud-africain met en place une politique de développement séparé : le rattachement territorial et le statut social dépendent du statut racial de la personne.

La mise en place de cette politique ne se fait pas sans heurts. Les manifestations d'opposition à l'apartheid sont multiples et sont lourdement réprimées par le pouvoir en place.

Le 21 mars 1960, à Sharpeville, une manifestation non violente pour exiger l'abrogation d'une loi obligeant la population noire à porter un passeport intérieur (le pass law act) est durement réprimée par la police locale. Le bilan est lourd : 69 tués et 180 blessés par balle.

Ce massacre est complété par l'interdiction de l'ANC et des mouvements nationalistes africains.

Après ces événements, la politique d'apartheid est condamnée par l'ONU et par la communauté internationale. Faisant le constat qu'en réponse aux aspirations de liberté et d'égalité, le gouvernement sud-africain répond par la violence et la répression, la direction de l'ANC décide d'avoir recours à la lutte armée. Elle organise des actions de sabotage d'installations publiques et militaires ainsi que des grèves générales.

En 1964, pendant le procès de Rivonia (banlieue de

Prétoria), la Fédération appelle les cheminots à condamner l'apartheid (Tribune des cheminots n° 317).

Dans l'esprit des traditions internationalistes, la CGT participe au comité de liaison contre l'apartheid en Afrique du Sud. L'objectif de ce comité est de mener une campagne internationale pour la libération des accusés du procès de Rivonia, dont le seul crime est de militer activement contre la ségrégation raciale qui règne de la manière la plus inhumaine en Afrique du Sud.

Les gens de couleur (noirs, indiens) sont fréquemment parqués dans des réserves et leurs familles transplantées, voire démantelées.

C'est parce qu'ils aspirent à la liberté, au droit à la vie, que dix-sept personnes, Africains, Indiens, Blancs, sont arrêtées en juillet 1963. Ils sont accusés de sabotage : accusation qui, d'après la loi, englobe les délits tels que des inscriptions sur les murs incitant à la grève, mais également des actions armées...

Parmi les 17 accusés, plusieurs encourent la peine de mort.

L'objectif du comité de liaison est d'organiser la pression nécessaire pour que le représentant du gouvernement gaulliste qui siège au conseil de sécurité de l'ONU condamne officiellement la politique ségrégationniste pratiquée par le gouvernement Verwoerd.

Extraits de la plaidoirie de Nelson Mandela au procès de Rivonia :

« [...] je réfute l'accusation selon laquelle la lutte en Afrique du Sud serait dirigée de l'extérieur par les communistes. Quoi que j'aie fait, je l'ai fait non sans influence extérieure, mais à partir d'une expérience acquise en Afrique du Sud et à cause de mes origines africaines dont je suis fier [...]. »

À propos de la lutte armée de l'ANC après Sharpeville

« [...] nous n'avons pas d'autres choix possibles, c'est parce que le gouvernement a recours à la force pour réprimer toutes oppositions que nous avons décidé de répondre à la violence par la violence [...]. »

En conclusion à sa plaidoirie

« [...] toute ma vie j'ai lutté pour la cause du peuple africain. J'ai combattu la domination blanche et j'ai combattu la domination noire. J'ai adopté pour idéal une société démocratique et libre où tout le monde vivrait ensemble dans la paix et avec des chances égales.

J'espère vivre pour la conquérir, mais c'est aussi un idéal pour lequel je suis prêt, s'il le faut, à mourir.

Le 9 juin 1964, une résolution de l'ONU en faveur des accusés de Rivonia est adoptée par sept voix pour, zéro voix contre et quatre abstentions : (Brésil, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

Par cette résolution, l'ONU demande au gouvernement d'Afrique du Sud :

- De renoncer à l'exécution des personnes condamnées à mort ;
- De mettre fin immédiatement au procès en cours ;
- D'accorder l'amnistie à toutes les personnes emprisonnées pour s'être opposées à l'apartheid.

L'engagement de la Fédération CGT des cheminots au sein du comité de liaison :

La Fédération s'engage et invite ses structures à faire de même.

Il est du devoir de chacun de populariser l'action entreprise par le comité de liaison, de répondre présent à la lutte engagée au moment où se déroule le procès de Prétoria (Rivonia) pour que l'apartheid soit débattu à la conférence de l'OIT à Genève.

Un régime raciste et sanguinaire

Le 30 janvier 1970, la Tribune des cheminots dénonce le racisme en Afrique du Sud. Elle appelle au développement de la solidarité internationale. Face à une résistance de plus en plus grande des travailleurs et de la population noire, le gouvernement n'hésite pas à pratiquer l'assassinat légal.

Ce pays détient un triste record, celui du nombre d'exécutions capitales pour délit d'opinion : 119 en 1968.

À la prison centrale de Prétoria, on dénombre en moyenne une pendaison tous les 3 jours. Les prisons sont pleines. Des dizaines de milliers de militants syndicalistes sont emprisonnés et se trouvent en danger de mort. Le Bureau Confédéral de la CGT a lancé un appel à la solidarité pour nos camarades emprisonnés. Considérant qu'il était de son devoir d'intervenir, la Fédération a adressé le télégramme suivant au gouvernement de Prétoria :

« Fédération Cheminots CGT de France demande libération immédiate militants syndicalistes sud-africains et arrêt des poursuites. Demande respect droits de l'Homme et établissement libertés syndicales aux travailleurs sud-africains ». La Fédération incite ses militants et ses syndicats à envoyer leurs protestations à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec les travailleurs et le peuple d'Afrique du sud, le 7 février 1970.

En 1986, la Fédération participe à la campagne de la CGT exigeant la libération de Nelson Mandela et de tous les emprisonnés parce qu'opposés à l'apartheid. Des milliers de cartes-pétitions seront adressées directement au Premier ministre d'Afrique du Sud.

Par ailleurs, la Fédération dénonce l'attitude du gouvernement français qui contourne les résolutions des Nations Unies et poursuit ses échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud.

Le 30 mai 1987, lors du 70^e anniversaire de la Fédération, Georges Lanoue, secrétaire général, salue et assure à nouveau «le soutien et l'engagement de la Fédération des cheminots avec les travailleurs d'Afrique du Sud qui mènent une lutte héroïque contre le régime raciste et d'apartheid de Prétoria avec Nelson Mandela et avec Pierre-André Albertini ».

Apartheid : poursuivre le combat pour son abolition



Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/8.

La Tribune des cheminots n° 647 de septembre 1987 se félicite de la libération du jeune coopérant Pierre-André Albertini, emprisonné par le régime raciste d'Afrique du Sud. C'est une victoire à mettre à l'actif des forces progressistes de France qui, par leurs actions, leurs manifestations, leurs écrits, ont interpellé le Président de la République F. Mitterrand et le gouvernement de J. Chirac pour obtenir la libération de Pierre-André Albertini. Dans cet article, Jeannette Levart, secrétaire fédérale aux questions internationales, considère que le combat n'est pas terminé. La libération de Pierre-André Albertini doit nous inciter à impulser un grand mouvement de solidarité pour l'abolition de l'apartheid, pour la libération de Nelson Mandela, le plus ancien prisonnier politique du monde, pour empêcher la pendaison de 32 Sud-Africains condamnés à mort, pour soutenir le syndicat des cheminots Sarwhu dans ses justes revendications.

En 1989, édition d'une médaille de solidarité mémorielle et financière, frappée à l'occasion de 25^e anniversaire du scandaleux procès de Rivonia qui condamne Nelson Mandela et sept de ses camarades de l'ANC à la prison à perpétuité. Au verso, une citation de Mandela lors du procès de Rivonia « j'ai adopté comme idéal de vie, une société démocratique et libre où tout le monde vivait en paix avec des chances égales... »

Par cet acte, la Fédération exige la libération de Nelson Mandela et son élection au prix Nobel de la Paix.

Cette distinction met également à l'honneur le peuple Sud-Africain qui lutte, bien souvent dans la souffrance, pour l'abolition de l'apartheid.



Le soutien de la Fédération des cheminots au peuple d'Afrique du Sud n'est pas épisodique.

Il est constant et s'inscrit dans la durée jusqu'à la victoire contre l'apartheid. Il est au cœur de notre politique de solidarité internationale.

Le document d'orientation adopté à l'issue du 35^e Congrès Fédéral qui s'est tenu à Lyon du 12 au 16 mars 1990, et auquel a participé Martin SEBAKWANE, secrétaire général du Sarwhu, rappelle cet engagement.

La libération de Nelson Mandela, le démantèlement de la politique d'apartheid

Le dimanche 11 février 1990, Nelson Mandela quitte la prison de Victor Verster.

Cette libération, après plus de 27 années d'incarcération, avait été annoncée la veille par le président d'Afrique du Sud, Frederik de Klerk. Il annonce également la légalisation de l'ANC, du parti communiste d'Afrique du Sud ainsi que la reconnaissance des organisations syndicales noires.

Ces décisions, et notamment la libération de Nelson Mandela, suscitent beaucoup d'émotion dans le monde. Personne ne peut contester que cette victoire contre la politique de ségrégation raciale résulte avant tout de la mobilisation et des luttes menées sans relâche par la population noire d'Afrique du Sud avec l'ANC, ainsi que de la solidarité internationale dans laquelle notre Fédération a pris sa place.

Dans la Tribune des cheminots n° 672 de février 1990, Jeannette Levart, secrétaire fédérale à l'activité internationale, rappelle cet engagement « [...] *les syndicats et sections de retraités cheminots CGT qui ont contribué à aider nos camarades d'Afrique du Sud peuvent être fiers et heureux. Mais nous devons rester vigilants et continuer d'agir afin que les droits politiques et démocratiques de tous les citoyens d'Afrique du Sud deviennent une réalité* ».

Accompagner l'Afrique du Sud vers la démocratie

La Tribune des cheminots n° 711 du 11 février 1994

Pour la première fois, des élections non raciales vont se dérouler en Afrique du Sud, le 27 avril 1994. Elles sont l'aboutissement de plusieurs décennies de lutte contre l'apartheid.

- Luttés menées par le peuple africain,
- Luttés de solidarité à l'appel des forces progressistes du monde entier.

Confiant mais vigilant, comme l'a rappelé notre camarade Derrick SIMOKO, secrétaire général du Sarwhu lors du 36^e Congrès fédéral, rien n'est acquis d'avance, les violences et les provocations demeurent. Elles ne visent qu'un objectif : remettre en cause le processus démocratique en cours.

Le lendemain du scrutin, une lourde tâche attend le gou-

vernement d'unité nationale qui devrait sortir des urnes. Dans un tel contexte, l'appel du mouvement syndical sud-africain à la solidarité internationale, afin que celle-ci pèse de tout son poids et contribue au succès des transformations engagées, prend une dimension particulière.

Une situation économique et sociale alarmante

Du fait de l'apartheid, la population noire, de loin la plus nombreuses (70 % des 35 millions d'habitants) et dans une moindre mesure les métis et les indiens, sont les plus affectés par les effets de la crise qui sévit dans le pays.

40 % de la population est au chômage, 50 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, 53 % de la population noire est analphabète, le PIB par habitant, estimé à 2000 dollars en moyenne, varie, selon le FMI, de 650 dollars pour les noirs à 7 150 dollars pour les blancs. Un pouvoir économique et politique extrêmement concentré (aux mains d'un millier de blancs, la quasi-absence de cadres issus de la population noire).

Les enjeux pour le mouvement syndical sud-africain sont considérables. Il s'agit de jeter les bases d'une véritable démocratie sociale, économique et politique; de faire participer la grande masse des travailleurs à la construction de leur pays.

Le COSATU soutient activement la plateforme politique présentée par l'alliance ANC et SACP, veille et s'active au bon déroulement du scrutin.

Le lendemain des élections, il entend jouer son rôle d'organisation syndicale en favorisant l'action des salariés pour la satisfaction de leurs revendications et l'aboutissement des réformes.

La CGT a répondu présent à l'appel du COSATU. Elle invite l'ensemble de ses organisations à participer à la solidarité financière en direction du COSATU.

Elle confirme, par ailleurs, sa volonté de participer au contrôle du processus électoral en tant qu'observateur officiel. Notre Fédération s'est inscrite dans la démarche confédérale et a concrétisé son engagement : en quelques jours, 34 000 francs (5 200 €) sont collectés au titre de la solidarité financière.

Philippe Denolle, secrétaire du syndicat CGT des cheminots d'Argentan, participe en tant qu'observateur international envoyé par la CGT, au bon déroulement du scrutin dans un township de la banlieue de Johannesburg. (voir page suivante).

Les congrès syndicaux : des lieux de rencontre, de partage d'expériences, d'expression de la solidarité syndicale internationale

La participation de Claude Marache, alors secrétaire fédéral, au 3^e Congrès du Sarwhu à Johannesburg du 23 février au 3 mars 1991 a permis de prendre connaissance de la situation économique, sociale et politique

de l'Afrique du Sud. Bien que son démantèlement soit annoncé, l'apartheid continue à maintenir dans la pauvreté et l'injustice des millions d'Africains noirs. Nos camarades nous demandent de faire connaître au monde entier cette situation.

La Fédération CGT des cheminots est intervenue auprès des autorités françaises pour exiger le maintien des sanctions économiques à l'égard de l'Afrique du Sud. De même, elle est intervenue auprès de ces mêmes autorités pour exiger la vie sauve et la liberté de notre camarade du Sarhwi. En conclusion à ces échanges, Claude Marache confirmera l'engagement de la Fédération CGT des cheminots.

« [...] chers Camarades, rien de ce qui se passe dans ce pays ne doit être ignoré dans le monde, tellement la pression internationale vous est nécessaire pour relayer et faire connaître



Claude Marache à la tribune lors du 35^e Congrès fédéral, 12-16 mars 1990, Lyon. Coll. IHS-CGT cheminots, 15 Fi 2.

vos luttes et faire pression sur votre gouvernement. À notre échelon, Fédération CGT des cheminots, nous continuerons donc à vous témoigner inlassablement notre active solidarité en développant encore plus, si vous le souhaitez, nos relations et, de ce point de vue, nous avons encore à concrétiser un certain nombre de possibilités. [...] »

La solidarité internationale : un moment fort du 36^e Congrès Fédéral – Tours – 15/19 novembre 1993

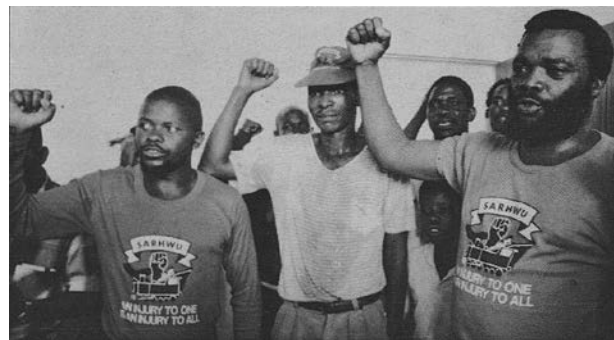
Dans le prolongement du débat consacré au renouveau du syndicalisme et aux luttes des cheminots, la séance consacrée à la solidarité internationale a permis aux délégués, au travers des interventions de nos invités, de prendre toute la mesure des situations vécues par les travailleurs, et notamment en Algérie, au Maroc, en Afrique du Sud et à Cuba.

Elle a permis de réaffirmer le soutien actif de la Fédération à toutes celles et ceux qui luttent contre l'exploitation des peuples, pour la dignité des peuples, les libertés, la paix. Cette séance a été porteuse d'espoir avec le témoignage de notre camarade Derrick Simoko, secrétaire général de la Fédération des cheminots d'Afrique du Sud (Sarhwi) sur les succès obtenus depuis la libération de Nelson Mandela, mais aussi sur les obstacles dressés sur leur chemin par les fascistes d'Afrique du Sud, et malgré tout, la détermination des travailleurs à poursuivre la lutte pour l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud.

Le 38^e Congrès de la Fédération qui s'est déroulé à Saint Malo en mai 2000 a décidé de poursuivre notre

démarche avec ITF en participant à ses travaux en tant qu'observateur.

C'est ainsi que notre participation à Durban (Afrique du Sud) à la conférence ITF fut tout aussi un symbole⁵¹. C'est la première fois depuis la fin de l'apartheid en 1992 que des syndicalistes cheminots, 110 délégués, représentant 34 fédérations en provenance de 26 pays des 5 continents, se réunissent en toute légalité.



La Tribune des cheminots [actifs], n° 711, Février 1994. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/8.

C'est une image forte pour nous et tous ceux qui ont été à leurs côtés tout au long de leur lutte. Nous sommes heureux de les retrouver et de pouvoir désormais agir ensemble contre les politiques de privatisations des réseaux ferroviaires.

Dans son intervention d'accueil, Ronald Howard, secrétaire général du Sarhwi, dénonce le poids écrasant de l'OMC et du FMI qui sont des outils du capital pour remettre en cause les économies nationales et le droit des peuples à décider de leur développement.

Cette conférence a renforcé le mouvement syndical international.

C'est un engagement à s'unir et à agir pour s'opposer aux diktats du capital, à défendre le service public ferroviaire partout où il est remis en cause.

TEMOIN DE L'HISTOIRE⁵²

Philippe DENOLLE⁵³

(Extraits)



DR.

L.T.C. Tes responsabilités syndicales à la CGT, ta parfaite maîtrise de la langue anglaise ont fait que tu as pu faire partie de la commission indépendante électorale en Afrique du Sud en qualité d'observateur. Quelles sont tes premières impressions ?

51. Collection tribune des cheminots N° 711.

52. Retranscription par la rédaction (extraits).

53. La Tribune des cheminots [actifs], n° 714, Juin 1994 - Juillet 1994.

Philippe DENOLLE : Tout d'abord mon départ en Afrique du Sud, c'est la concrétisation de l'engagement de la C.G.T., depuis longtemps, dans la lutte contre l'apartheid. Le COSATU (congrès des syndicats Sud-Africains) avait sollicité toutes les organisations syndicales sur le plan mondial pour participer au bon déroulement des élections. Pour la France, seule la C.G.T. était représentée... Notre fédération entretient des relations fraternelles avec le SARWHU (fédération des cheminots Sud-Africains), depuis plusieurs années. Mon séjour traduisait donc, également, la volonté de continuer et d'améliorer ces relations.

Pour ma part, en tant que secrétaire du syndicat d'Argentan, j'ai mené des luttes avec mes camarades pour la défense du service public, la modernisation de lignes, l'emploi, la qualification. Par les contacts que j'ai eu avec les cheminots là-bas, j'ai pu constater combien ces revendications étaient également au cœur de leurs luttes.



Meeting de l'ANC le 25 avril 1994 qui mobilise 80 000 personnes © Philippe Denolle. Coll. IHS-CGT cheminots.

L.T.C. : Durant ton séjour et en ta qualité d'observateur, as-tu constaté des anomalies et quel a été ton rôle ?

Philippe DENOLLE : D'abord, il faut rappeler le contexte. C'était un pays en état de guerre. Dans le NATAL, la province des BUTHELEZI et des ZOULOUS, il y avait des morts tous les jours. Des attentats meurtriers, commis par l'extrême droite. Des menaces, de l'armée et de la police, en permanence. La population vivait dans la crainte de la répression et du chômage. Nous avons constaté la volonté affichée de faire partir les observateurs sous prétexte du climat de violence. Et malgré tout cela, nous sommes restés et le peuple s'est déplacé massivement pour aller voter. Je te jure que là, on a assisté à une grande leçon de civisme.

L.T.C. : Mais plus concrètement, quel a été ton rôle ?

Philippe DENOLLE : J'ai été affecté, le deuxième jour, dans un township à 40 km de Johannesburg. Sur 35 bureaux de vote, aucun n'était ouvert. Ils nous ont fallu intervenir à tous les niveaux de la commission et nous rendre au siège de la police qui était responsable de la distribution du matériel de vote.

Ils ne mettaient aucun zèle à ce que la population noire des bidonvilles puisse voter. Les gens faisaient la queue et attendaient souvent plus de 10 heures sous le soleil. Nous avons pu réquisitionner des cars pour emmener des jeunes voter dans d'autres bureaux, etc.

Notre rôle, c'était de veiller au bon déroulement des élections, d'assurer une présence dissuasive, de constater les anomalies, les violences ; mais nous avons été au-delà, puisque nous avons déclenché le processus électoral.

Le troisième jour, avec l'aide de l'O.N.U., nous avons même organisé un bureau de vote dans un village.

Cuba et nous : une longue histoire

Rappel Historique⁵⁴

L'île de Cuba, découverte par Christophe Colomb le 27 octobre 1492, était peuplée de tribus amérindiennes qui furent décimées lors de la conquête coloniale espagnole. L'île intègre ainsi l'Empire d'Espagne et les colons espagnols s'installent à Cuba, réduisent en esclavage les amérindiens et partent à la recherche de l'or cubain.

Une fois l'or épuisé, les colons se tournent vers la culture, la production et la commercialisation du tabac et de canne à sucre devenant vite les premiers en la matière.

À la fin du XIX^e siècle, Cuba se bat contre l'Espagne pour son indépendance. Les États-Unis interviennent dans le conflit pour apporter son aide à Cuba et surtout protéger leurs intérêts.

L'indépendance de l'île est reconnue en 1902 après deux guerres contre l'Espagne. Les États-Unis sont déjà dans une logique impérialiste sur le continent américain. Ils soutiennent les rebelles pour défendre et renforcer leurs intérêts à Cuba.

L'impérialisme américain impose à Cuba 2 bases militaires permettant à l'armée américaine d'intervenir partout dans l'île. La plupart des grandes entreprises américaines contrôlent l'économie cubaine : agriculture, énergies, transports, télécommunications... Alors que la prohibition sévit aux États-Unis, Cuba est une base arrière de la mafia américaine pour la production d'alcool de contrebande, le transit de la drogue, et les jeux d'argent.

Lorsque les gouvernements ne plaisent pas aux États-Unis en raison de leurs visées indépendantistes ou sociales..., ils font l'objet d'interventions militaires pour installer des dictateurs comme Gerardo Machado (1925-1933), admirateur de Mussolini, qui fait éliminer des dizaines d'opposants politiques ou syndicaux.

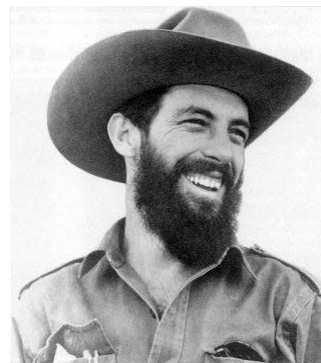
En 1952, la CIA conduit plusieurs opérations de destabilisation pour installer un climat propice à un coup d'État militaire. Le général Batista accède au pouvoir, renforçant la violence politique et la corruption. Le « bureau de la répression des activités communistes » avait recours à l'enlèvement, la torture et l'assassinat.

En 1959, après 6 ans de lutte révolutionnaire qui vont bâtir leurs légendes, Fidel Castro, son frère Raoul, ainsi que Camilo Cienfuegos et le Che Guevara, entrent victorieux dans La Havane.

Le Gouvernement révolutionnaire met en place une nouvelle constitution, confisque les biens mal acquis des dirigeants de la dictature, diminue les loyers de 50 %, nationalise les plages, lance une réforme agraire, baisse les tarifs de l'électricité, lance des grands travaux et fait de l'éducation et de la santé une priorité. Autant de mesures attendues par les cubains.



Ernesto Che Guevara et Fidel Castro, 1961, (c) Alberto Korda. Coll Musée de la Révolution, La Havane.



Camilo Cienfuegos à Cuba dans les années 1950, DR.

Les multinationales américaines tentent de saboter l'économie de l'île en arrêtant diverses productions. A chaque fois, le Gouvernement répond en nationalisant pour relancer la production.

Le 17 avril 1961, tentative de porter un coup fatal à la Révolution par les réseaux anticastristes avec le débarquement de la Baie des cochons soutenu par la CIA les États-Unis. Tentent de provoquer un soulèvement contre Fidel



Une de l'Humanité au lendemain du débarquement dans la baie des cochons. Coll. privée.

54. Source « opération des containers pour cuba ».

Castro en envoyant sur Cuba « la brigade 2506 ». Composée de 1 500 exilés cubains anti-castristes, elle débarque dans la Baie des Cochons. L'opération baptisée Pluton par les services américains sera un fiasco qui échoue notamment grâce à la résistance populaire.

Le 3 février 1962 les Etats-Unis mettent en place un blocus contre Cuba, cherchant à déstabiliser l'économie cubaine pour installer un climat de contestation propice à un coup de force.

1962 « L'ordre exécutif présidentiel 3447 est signé par Kennedy le 3 février » décrète un embargo sur tout commerce avec Cuba. Le commerce avec les Etats-Unis est stoppé. 73 % des exportations de l'île leur étaient destinées et 70 % des importations en provenaient. Du jour au lendemain, l'économie s'effondre.

En octobre de la même année, dans le plus grand secret des forces militaires, une trentaine de missiles nucléaires soviétiques sont envoyés sur l'île afin d'éviter une nouvelle tentative d'invasion américaine. Les Etats-Unis ont installé des missiles nucléaires en Turquie et en Italie, l'URSS en aura à Cuba. La tension est à son comble, le monde entier retient son souffle, les dirigeants respectifs négocient dans l'ombre par lettres interposées. Kennedy s'engage publiquement à ne pas envahir l'île en échange de quoi, le 28 octobre, Khrouchtchev accepte de retirer ses fusées de Cuba. La planète respire. Par une clause secrète, le président américain a également concédé au démantèlement de ses missiles en Turquie.⁵⁵

1992, la loi américaine dite Toricelli, est adoptée par le congrès américain, violant tous les principes de souveraineté et les lois du commerce internationale. Tout navire étranger accostant à Cuba se verra refuser l'accès aux ports des Etats-Unis pendant 6 mois. Conséquence directe, Cuba doit payer beaucoup plus cher les transporteurs pour les convaincre de la desservir. Les pays apportant de l'aide à Cuba peuvent également être sanctionnés financièrement. C'est le début de l'extraterritorialité : les Etats-Unis ne décident plus seulement pour leur pays, mais interdisent à tous les pays du monde de commercer avec Cuba!

1996, une nouvelle loi dite Helms-Burton vise à sanctionner toute entreprise qui se serait installée sur des propriétés nationalisées après 1959. Tout cela alors que la rétroactivité est interdite dans le droit international mais les USA l'appliquent malgré tout. Les entreprises qui commercent avec les Etats-Unis doivent prouver qu'elles n'utilisent pas le nickel, le sucre, ou tout autre produit cubain, sous peine de fortes sanctions. Les banques qui utilisent le dollar ont interdiction de financer des opérations à Cuba.

2004, une nouvelle série de mesures interdit tout voyage d'un ressortissant américain à Cuba, limite les envois d'argent à Cuba par la famille.

En 2006, l'exportation d'appareils ou de produits médicaux est interdite en direction de Cuba. 80 % des brevets sur les instruments et les molécules étant d'origine américaine, la médecine cubaine se trouve privée de moyens.

2019, Trump durcit considérablement le blocus avec 243 nouvelles mesures qui touchent le tourisme (sanction contre les compagnies aériennes ou les navires de croisière), l'accès à l'énergie (sanction contre les tankers qui desservent l'île), l'industrie (interdiction d'exportation vers Cuba de produits contenant plus de 10 % de technologies ou d'intrants américains), etc.

En 2021, il va même jusqu'à mettre Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme, ce qui conduit à pratiquement exclure l'île du système bancaire international.

Malgré ses promesses de campagne, Joe Biden n'a pas encore desserré l'étau du blocus!

Près d'un siècle de solidarité d'hier et d'aujourd'hui

L'EXTENSION DE L'I. T. F.

Dans le courant de 1929, le nombre des organisations adhérentes à l'I.T.F. a augmenté de 4 et est actuellement de 85. Elles se répartissent sur 32 pays. Les tout derniers jours de l'année, des demandes d'adhésion furent encore reçues de Pologne (mécaniciens), Suède (personnel du service général) de même qu'une communication télégraphique des Indes néerlandaises disant que le groupement des cheminots indigènes compte prochainement adhérer à l'I.T.F. La nouvelle fut en outre reçue de Cuba que l'Union des dockers a inscrit la question de l'adhésion à l'ordre du jour de son congrès de cette année.

Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/2.

La Tribune des cheminots du 15 janvier 1930 annonce le renforcement de la fédération internationale des travailleurs des transports (ITF) durant l'année 1929, portant le nombre des organisations adhérentes

à I.T.F. désormais à 85. Une nouvelle arrivant de Cuba, annonce que l'Union des dockers a inscrit la question de l'adhésion à l'ordre du jour de son congrès.

L'année suivante La Tribune des cheminots du 1^{er} août 1931, publie dans sa rubrique « informations syndicales », un classement mondial très intéressant des dépenses publiques.

Pendant qu'on prépare la guerre

Les dépenses d'instruction publique en France et à l'étranger

	%
Suisse	19,8
Pays-Bas	19,2
Cuba	18,6
Argentine	16,9
Prusse	16,4
Suède	15,8
Norvège	14,8
Chili	13,7

Extrait de La Tribune des cheminots [unitaires], n° 332, 1^{er} août 1931.
Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/3.

55. Ndrl : Après avoir frôlé la catastrophe nucléaire, les deux grandes puissances décident de mettre en place le téléphone rouge.

Quels sont les pays qui s'imposent les plus de dépenses pour l'instruction publique? Est-ce la France... Le Bureau International d'Education de Genève vient de publier une statistique sur le pourcentage des dépenses. Il faut parcourir ce tableau de bas en haut pour avoir plus tôt trouvé la France à la 16^e place!

Cependant, nous nous permettrons de compléter un peu son petit tableau et d'y apporter quelques commentaires. Mais pourquoi la France dépense-t-elle si peu pour l'instruction publique?... Parce que l'argent est dépensé à la préparation de la guerre et en particulier à la préparation de la guerre contre l'Union Soviétique...

Toujours dans La Tribune des cheminots du 14 novembre 1938 et dans ses informations syndicales internationales, un article rend compte que le Congrès des Syndicats ouvriers de l'Amérique latine s'est tenu à Mexico, du 5 au 8 septembre 1938.

La C.G.T. française y fut représentée par une délégation de trois camarades et l'I.T.F. par son président et son secrétaire général. Le projet de constitution de la Confédération des travailleurs de l'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay, Petites Antilles, Colombie, Equateur, Panama, Pérou, Venezuela, Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Porto-Rico et Salvador) fut adopté à l'unanimité.

Parmi les buts poursuivis figurent celui de débarrasser les pays de l'Amérique latine, du système de privilèges semi-féodaux qui y subsistent, et d'obtenir pour la classe ouvrière l'indépendance économique en même temps que l'élévation des conditions sociales et morales, avec le bénéfice du droit d'association, du droit de grève, du droit de négociations collectives, et de liberté de presse.

INFORMATIONS SYNDICALES INTERNATIONALES

Confédération des Travailleurs de l'Amérique latine

La Tribune des cheminots, n° 572, 14 novembre 1938. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/5.

Nos sources syndicales professionnelles ne nous donnent pas d'éléments d'informations sur le mouvement syndical cubain pendant la seconde guerre mondiale, au-delà du fait important que Cuba, sous la présidence de Batista⁵⁶, a déclaré la guerre aux puissances de l'Axe en décembre 1941 ce qui en fera l'un des premiers pays d'Amérique latine à entrer dans le conflit puis déclara la

guerre à l'Allemagne et à l'Italie le 11 décembre 1941 et, à la demande des Américains, rompit ses relations avec le régime de Vichy le 10 novembre 1942⁵⁷. La marine marchande subit les pertes matérielles et humaines de six navires marchands et de marins.



La Tribune des cheminots, n° 278, 30 octobre 1962. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

Mai 1960, la tentative de l'opération baptisée Pluton par les services américains **de provoquer un soulèvement contre Fidel Castro en envoyant sur Cuba** par « la brigade 2506 » composée de 1 500 exilés cubains anticastristes, débarquée dans la Baie des Cochons. Celle-ci échoue notamment grâce à la résistance populaire.

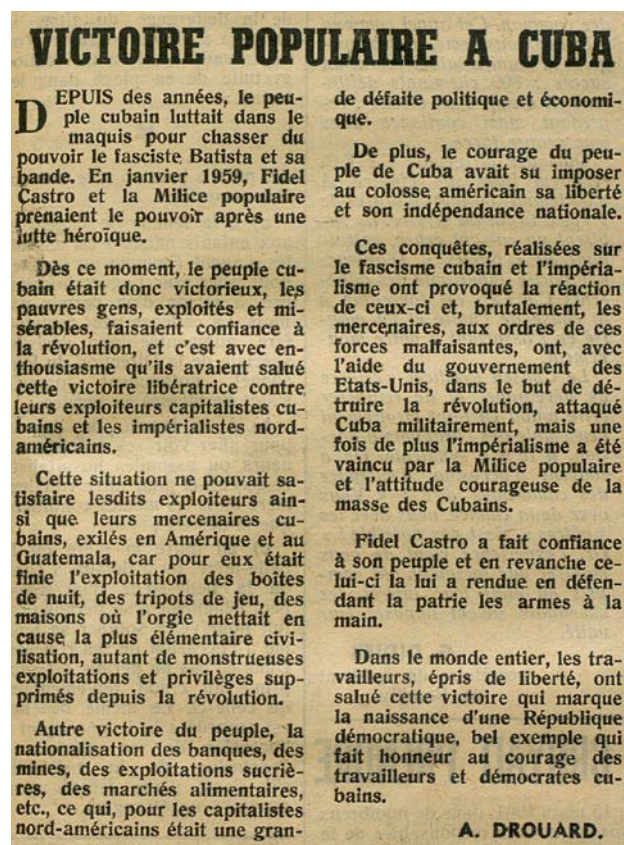
Dans la Tribune des cheminots du 1^{er} octobre 1960, alors que le drame algérien viendra en discussion à l'Assemblée générale de l'O.N.U., à la demande des pays d'Afrique et d'Asie, Léon Treins, secrétaire fédéral, commente la position française au moment où d'autres pays comme l'Union Soviétique, la Yougoslavie, Cuba, ont fait connaître publiquement leur position favorable à la demande du gouvernement provisoire de la République algérienne pour un référendum organisé et contrôlé par l'O.N.U. sur le libre choix du peuple algérien à son indépendance.

La France et DE GAULLE décide ne pas participer aux travaux de l'Assemblée générale de l'O.N.U., démontrant donc qu'elles sont le fait d'une politique de guerre froide, de course aux armements et la poursuite de la guerre en Algérie. La fédération invite les cheminots à apporter leur contribution effective à la lutte de tous ceux qui, dans notre pays, veulent une politique de désarmement général et total, de progrès social et de paix ».

56. Ndlr / homme fort et chef de l'armée cubaine, président de Cuba de 1940 à 1944, s'empare à nouveau du pouvoir le 10 mars 1952 à la suite d'un coup d'État, suspend la Constitution (voir rappel historique 1).

57. Norman Polmar et Thomas B. Allen, *World War II: The Encyclopedia of the Warm Years 1941-1945*.

La Tribune des cheminots, du 2 mai 1961, Alphonse Drouard, secrétaire fédéral, commentait ainsi la victoire populaire à Cuba « Depuis des années, le peuple cubain luttait dans le maquis pour chasser du pouvoir le fasciste Batista et sa bande. En janvier 1959, Fidel Castro et la Milice populaire prenaient le pouvoir après une lutte héroïque. Dès ce moment, le peuple cubain était donc victorieux, les pauvres gens, exploités et misérables, faisaient confiance à la révolution, et c'est avec enthousiasme qu'ils avaient salué cette victoire libératrice contre leurs exploiters capitalistes cubains et les impérialistes nord-américains.



Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 117.

Cette situation ne pouvait satisfaire lesdits exploiters ainsi que leurs mercenaires cubains, exilés en Amérique et au Guatemala, car pour eux était finie l'exploitation des boîtes de nuit, des tripots de jeu, des maisons où l'orgie mettait en cause la plus élémentaire civilisation, autant de monstrueuses exploitations et privilèges supprimés depuis la révolution. Autre victoire du peuple, la nationalisation des banques, des mines, des exploitations sucrières, des marchés alimentaires, etc., ce qui, pour les capitalistes nord-américains était une grande défaite politique et économique. »

« **BAS LES PATTES DEVANT CUBA** » en septembre 1962, la Fédération et le conseil national de la fédération interpellent l'ambassadeur des USA, par un courrier signé Charles Massabieaux, secrétaire général « *Le Conseil national de la Fédération des Cheminots, s'exprimant au nom de 220 000 cheminots français actifs et retraités, proteste contre*

les mesures militaires d'agression que votre gouvernement fait peser sur le peuple héroïque de Cuba. Attachés à l'indépendance des peuples et à leur libre détermination, nous ne saurions rester impassibles devant les menaces qui pèsent sur la liberté du peuple cubain. C'est pourquoi, nous vous demandons d'intervenir auprès de votre gouvernement afin que cessent les mesures d'intimidation et les menaces d'agression qui mettent en danger la paix du monde. »

Dans La Tribune des cheminots du 30 octobre 1962, André Argalon, secrétaire général adjoint de la Fédération écrit :

« La défense de la paix fait partie des préoccupations essentielles de la C.G.T. C'est pourquoi sur la question de Cuba comme sur toutes les questions relatives à la paix, notre fédération prend position. Les faits sont trop graves pour traiter comme l'ont fait certains journalistes, l'affaire de Cuba comme une partie de poker ou un match de boxe.

Que ce serait-il passé si l'Union Soviétique avait perdu son sang-froid ? La troisième guerre mondiale serait aujourd'hui déclenchée et le monde ne serait plus qu'un immense champ de ruines. Ceux qui crient « la victoire de Kennedy » y ont-ils seulement réfléchi ? En fait, le sang-froid et l'esprit de responsabilité du gouvernement soviétique ont sauvé la paix du monde tout en montrant aux peuples, le danger que représente l'armement atomique et la politique agressive des Etats-Unis, soutenus par les pays de l'O.T.A.N. Le gouvernement des Etats-Unis et avec lui, les gouvernements occidentaux se sont émus de la présence d'armes « offensives » à Cuba ? Mais, que penser alors de l'existence de bases militaires tout autour de l'Union Soviétique ? Ces bases existaient depuis des années sans qu'aucun gouvernement occidental ne s'en soit ému. À tous moments les vols de bombardiers américains mettent le monde en péril, témoin, cet accident survenu récemment aux Etats-Unis. Dans ces conditions, la décision du gouvernement des Etats-Unis de faire le blocus de Cuba sous prétexte de la présence d'armes « offensives » apparaît clairement comme la mise à exécution d'un plan prémédité. Envahir Cuba pour y imposer un régime conforme aux capitalistes américains. En effet, le gouvernement des Etats-Unis n'a jamais admis qu'un peuple, surtout s'il est américain, se donne le gouvernement de son choix. Il n'a jamais caché son intention de liquider la révolution cubaine, comme il liquida naguère le gouvernement démocratique du Guatemala. Il ne se passe pas une semaine sans que des « anticastistes » venus des Etats-Unis se livrent à des provocations contre Cuba. L'an dernier, un débarquement a été repoussé par l'armée révolutionnaire cubaine. Devant cet échec, le gouvernement des Etats-Unis a voulu employer les grands moyens : le



Portrait d'André Argalon, 1978. Coll. IHS-CGT Cheminots, 15 Fi 2.

SOLIDARITÉ CUBA

Notre solidarité avec CUBA ne doit pas faire défaut, non seulement parce que la CGT a des traditions internationalistes, mais aussi et surtout, parce qu'elle a toujours su être présente aux côtés des peuples qui se battent pour leur indépendance et pour une vie meilleure. Depuis plus de 30 ans, ce pays souffre du blocus institué par les Etats-Unis. Des filières, autres que celles de pays capitalistes obéissant aux USA, ont dû être trouvées pour établir les marchés qui sont nécessaires à la vie d'un pays, quel qu'il soit. Depuis deux ans, les marchés conclus avec l'Europe de l'Est sont soit stoppés, soit largement ralentis, ce qui donne encore plus de poids au blocus.

La réaction du peuple cubain

Ne pas attendre que d'autres marchés s'ouvrent, sans rien faire, mais tout faire pour que cela se réalise, en même temps que la population est mobilisée pour cultiver la terre "en grand" pour être son propre producteur.

Les recherches scientifiques sont poursuivies et aucun acquis social dû à la révolution n'est remis en cause.

Le manque de matières premières : problème n° 1

Les idées ne manquent pas, l'imagination du peuple est fertile, mais les matières premières qui n'arrivent pas, freinent les efforts immenses de ce peuple.

Il faut le voir, travailler dix heures de suite aux champs, quelle que soit la profession et ceci pendant 15 jours tous les 4 à 5 mois, sous un climat tropical. Tous sont convaincus que rien ne vient seul, que ce travail là est la seule façon de ne pas se retrouver à la botte des USA.

Il faut le voir, brûler la bagasse du sucre, dans de vieilles machines à vapeur, pour que des parties d'usines continuent à fonctionner.

Dans ce continent Latino-Américain frappé par la misère, où les enfants meurent de faim, de maladie, Cuba s'est élevée au rang des pays industrialisés en matière

de santé, d'éducation, de production artistique, etc... Sans doute est-ce cela qu'on ne lui pardonne pas.

Notre solidarité : pas charité : pas remplacement des marchés

Nous apporterons notre solidarité à un peuple qui est debout et qui se bat pour que ses efforts puissent porter leurs fruits. Il s'agit concrètement de l'aider à passer le cap de l'auto-suffisance du point de vue alimentaire et de lui laisser le temps d'acquiescer l'ouverture de nouveaux marchés du point de vue économique.

G. BUSH veut étrangler Cuba, la piétiner, en faire à nouveau l'île réservée aux seuls riches américains qui y retrouveront casinos, drogue, prostitution et maintiendront le peuple dans la misère comme avant 59. Il veut aussi anéantir la détermination des peuples Latino-Américains qui se battent.

Le petit effort de solidarité que nous ferons sera un grand appui aux camarades Cubains qui disent CUBA SI. YANKEE NO !

Hélène DUBEROS,
responsable du continent américain au secteur
international de la CGT.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de "CGT SOLIDARITE CUBA" et à envoyer à la Fédération.

La Tribune des cheminots [actifs], n° 687, octobre 1991. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/8.

blocus d'abord, l'invasion ensuite ; tant pis, si cela risquait de déclencher la guerre mondiale.

La décision du gouvernement soviétique a été appréciée dans le monde entier comme une mesure de détente qui honore le premier pays du socialisme. En outre, elle a obligé le gouvernement des Etats-Unis à reconnaître l'indépendance de Cuba, à prendre l'engagement de ne pas l'envahir et à reprendre la négociation sur d'autres problèmes litigieux et sur le désarmement. Pour que ces engagements soient tenus, pour que ces négociations aboutissent, pour que le désarmement devienne une réalité, il est indispensable que les travailleurs de tous les pays s'unissent. Cuba doit vivre librement. La paix du monde peut être sauvée à condition de dénoncer sans cesse les provocations à la guerre.

Les cheminots tiendront encore leur place dans ce combat dont dépend l'avenir de l'humanité. »

La Tribune des cheminots du 20 avril 1963 rappelait
« Un an après le conflit des fusées entre l'URSS et USA, lors du congrès de notre Fédération,⁵⁸ RICARDO-RODRIGUEZ, Secrétaire général de la Fédération des Cheminots Cubains, adressait le salut fraternel aux cheminots qui apportent pour la victoire de la Révolution cubaine. »

Il était porteur d'un message aux cheminots français les assurant qu'ils ont l'appui de toute la classe ouvrière cubaine dans les luttes qu'ils mènent. Les travailleurs cubains connaissent le prix de la solidarité internationale, cette solidarité leur a permis de faire un échec puissant à l'impérialisme américain, non seulement c'est le sang des travailleurs cubains qui a été versé, mais aussi le sang de tous les travailleurs. La principale lutte que mène actuellement le peuple cubain c'est la lutte

pour la Paix. C'est pour cela qu'il faut beaucoup expliquer la position de l'Union Soviétique et de Cuba dans le retrait des fusées atomiques qui se trouvaient sur le sol cubain. Cuba, le peuple cubain et l'Union Soviétique ont permis au monde entier de faire reculer l'impérialisme américain et de sauver le monde d'un cataclysme atomique et nucléaire... En conclusion de son intervention, il apporte au Congrès de la Fédération des Cheminots l'engagement des travailleurs cubains que Cuba socialiste ne faiblira pas, bien que chaque jour leur espace aérien soit violé, que les eaux territoriales soient aussi violées par les impérialistes américains. Leur devise « la Patrie ou la mort, nous vaincrons », c'est la devise de tous les travailleurs cubains et nous prenons l'engagement devant tout le Congrès pour dire à tous les cheminots que nous tiendrons notre devise...

La Tribune des cheminots, 3 juin 1966

Le syndicat national des cheminots cubains invite la fédération des cheminots CGT à participer à la manifestation du 1^{er} mai.

Au nom de la délégation fédérale, Léon Treins rapportera dans La Tribune des cheminots, 3 juin 1966 « L'accueil réservé par les travailleurs, les dirigeants syndicaux a été des plus chaleureux. La manifestation du 1^{er} Mai 1966 à La Havane par son ampleur enthousiaste, est un événement que l'on ne peut oublier... place de la Révolution avec la participation de centaines de milliers... Sentiments fraternels et affectifs... message de paix adressé à tous les travailleurs ! A tous peuples du monde entier et aux cheminots de notre pays !

58. 26^e Congrès fédéral, 9-12 avril 1963, Paris, palais de la Mutualité.

Dans La Tribune des cheminots de décembre 1993, Lucien Lecanu, secrétaire fédéral, chargé des relations internationales revenait sur la séance consacrée à la soli-



Lucien Lecanu dans son bureau à la Fédération, [1980-1999], Montreuil. Coll. IHS-CGT Cheminots, 15 Fi 2.

darité internationale lors du 36^e congrès fédéral de Tours du 15 au 19 novembre qui a permis aux délégués, au travers des interventions de nos invités de prendre toute la mesure des situations vécues par les travailleurs et notamment en Algérie, au Maroc, en Afrique du Sud, à Cuba. Elle a permis de réaffirmer le soutien actif de la Fédération à toutes celles et tous ceux qui luttent actuellement contre l'exploitation des peuples, pour la dignité des travailleurs, les libertés, la paix. Séance porteuse d'espoir avec le témoignage de notre camarade Derrick SIMOKO, secrétaire général de la Fédération des Cheminots d'Afrique du Sud (SARHWU) sur les succès obtenus depuis la libération de Nelson Mandela, les obstacles dressés sur leur chemin par les fascistes d'Afrique du Sud et malgré tout, la détermination des travailleurs à poursuivre la lutte pour l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud. Séance pleine de chaleur et d'enthousiasme, empreinte de dignité, mais aussi chargée de colère lorsque nos camarades Julio SMIT et Jorge CHIRINO de la Fédération des Transports de Cuba témoignent des réalités vécues par le peuple Cubain qui, en dépit des privations résultant du blocus implacable imposé par les Etats-Unis ne renoncent pas à leur option de construire leur société comme ils l'entendent. Séance chargée d'émotion et révélatrice de l'élan de solidarité dont nous sommes capables lorsqu'une jeune déléguée du congrès s'affranchit de sa timidité et monte à la Tribune pour proposer avec des mots simples que nous pensions aux enfants de Cuba... Message entendu. Le lendemain, 17 000 francs seront collectés parmi les congressistes. Ils viendront s'ajouter aux 20 000 francs versés par la Fédération dans le cadre de l'aide de la CGT, à la Centrale des Travailleurs de Cuba.

Quelques mois après, la Tribune des cheminots de



Réception de la solidarité du congrès remise par notre camarade de la FILPAC

La Tribune des cheminots [actifs], n° 712, Mars 1994. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/8.

Mars 1994 informait les cheminots que le 27 janvier dernier, le fruit de la solidarité exprimée par les délégués du 36^e congrès de la Fédération (17 900 F collectés à Tours) en faveur des enfants de Cuba, premières victimes d'un blocus imposé par les Etats Unis, a été remis

en main propre aux responsables de la Fédération des travailleurs du transport de Cuba. Notre camarade, Antonio GIMENO de la Fédération FILPAC60-CGT en visite à cette date à Cuba a bien voulu se charger de cette mission. Dans un message adressé à Bernard THIBAUT, secrétaire général de la Fédération, Fernando PEREZ CONCEPTION, secrétaire général du syndicat national des travailleurs du transport et Jorge CHIRINO ARGUDIN, responsable de la branche ferroviaire, insistent « sur ce que représente cette solidarité concrète pour les jeunes Cubains dans la mesure où elle les aide à résister matériellement et moralement au blocus américain... ». « Ils tiennent à remercier l'ensemble des travailleurs français, les cheminots en particulier de l'aide qu'ils leur apportent dans leur combat pour la dignité, la liberté de décider eux-mêmes de leur avenir... » « Ils leur demandent de poursuivre et d'amplifier cette solidarité ». Message entendu. Depuis, 20 000 F se sont ajoutés à cette somme. Les voix qui s'élèvent un peu partout dans le monde pour dénoncer l'attitude des Etats-Unis à l'égard du peuple cubain témoignent de la justesse du combat de ces derniers. Elles sont autant d'encouragement à poursuivre notre solidarité.

Dans La Tribune des cheminots de Mai 1995, Christiane Bedon-Roulet*, secrétaire générale adjointe témoigne de l'action de la fédération envers Cuba.



*Photo parue dans la Tribune des cheminots [actifs], n° 752, Avril 1998. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/8.

Elle rappelle que « la solidarité est une partition sur laquelle on joue souvent à plusieurs. Et c'est alors qu'elle prend toute sa valeur, toute sa force faite de fraternité, d'espoir, de résistance collective à partir d'actes simples et d'efforts naturels. Juste un peu moins simples et un peu moins naturels que le quotidien mais avec le sentiment de l'utile et de l'urgence ».

Cette fois-ci avec » à l'origine, des pneus récupérés par les camarades de la fédération des Travailleurs de l'Etat, entreposés à Montauban. Des wagons réquisitionnés pour les acheminer à Sète. Un bateau pour les transporter vers Cuba. Et pour faire face à ce transport exceptionnel, une mise en mouvement de compétences, de dévouement qui a mobilisé des cheminots de Montauban et de Sète, des dockers, l'UL CGT de Sète, la fédération des cheminots, la confédération et la Direction SNCF car il faut noter que sans le concours de la Direction Fret et de son représentant, nous ne serions pas parvenus au but de l'opération. Cette initiative qui a duré plusieurs semaines a été jalonnée d'aléas, de remises en cause, de contre-ordres

60. La Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication/ CGT.

61. Liberto Jofre fut en 1986, un des cheminots mis à pied et mutés parce qu'ils défendaient le Train jaune menacé de suppression.



Liberto Jofre, [1989]. Coll. IHS-CGT cheminots, AFF 12.

qui témoignent que les difficultés pour venir en aide à Cuba, face au blocus imposé par les Etats-Unis, sont bien réelles et que les bâtons dans les roues des actions solidaires ne manquent pas. Mais au bout du compte, la preuve est faite que la ténacité lorsqu'elle s'allie à la solidarité n'est pas vaine. Et ce n'est pas notre ami Liberto JOFRE⁶¹ qui nous démentira, lui qui jusqu'au dernier moment, celui du départ du bateau, a assuré la liaison entre tous les participants. »

L'ACTUALITE SOLIDAIRE DE LA FEDERATION CONTINUE L'HISTOIRE... dans La Tribune des cheminots de Novembre 1999, la fédération annonçait sa participation à l'action de solidarité « UN BATEAU POUR CUBA »

Elle rappelait une nouvelle fois que le peuple cubain souffre depuis plus de 30 ans de l'embargo des Etats-Unis

renforcé par les lois Helms-Burton. Des besoins urgents et immenses sont à assumer. Aussi, répondant à l'appel à la solidarité adressé par la Confédération des travailleurs cubains (CTC), la CGT et ses organisations s'engagent dans une campagne d'aide matérielle avec le peuple cubain. La Fédération CGT des cheminots est partie prenante de cette initiative. Elle appelle ses structures (syndicats, sections de retraités) à participer à la collecte de la solidarité.

Il s'agit de recueillir : des médicaments, des appareils médicaux, des produits de nettoyage, des vêtements et des chaussures de travail, des moyens de transport et des pièces (bicyclettes, voitures...), du matériel de bureau, des fournitures scolaires, des appareils de reproduction, des tables, des chaises, des armoires de rangement, des toiles de tente, etc. Ces produits collectés seront acheminés vers Dunkerque et participeront au remplissage d'un bateau dont le départ pour Cuba est prévu le 12 décembre prochain. Au-delà, cette campagne doit être l'occasion d'informer et de sensibiliser l'opinion publique pour faire pression sur les Etats-Unis et les contraindre à lever l'embargo...



confédération générale du travail | 203, rue de Paris | 93516 Montreuil Cedex | Tél : 01 48 18 80 00 | Fax : 01 49 88 18 57 | CCP : Paris 62-84 L
http://www.cgt.fr / boîte aux lettres (e-mail) : info@cgt.fr

Circulaire confédérale, 15 novembre 1999. IHS-CGT cheminots, archives du secteur international, 32 FD 24.

AUJOURD'HUI LA SOLIDARITÉ AVEC LES CHEMINOTS ET LE PEUPLE CUBAIN SE PERPÉTUE...

Voir dans Morceaux choisis 1: "Hasta Siempre, comandante

Morceaux choisis

Hasta Siempre, Comandante

*Aprendimos a quererte,
Desde la histórica altura,
Donde el sol de tu bravura
Le puso cerco a la muerte.*

*Aquí se queda la clara,
La entrañable transparencia
De tu querida presencia,
Comandante Che Guevara.*

*Tu mano gloriosa y fuerte
sobre la historia dispara,
cuando todo Santa Clara
Se despierta para verte.*

*Aquí se queda la clara,
La entrañable transparencia
De tu querida presencia,
Comandante Che Guevara.*

*Vienes quemando la brisa
con soles de primavera
para plantar la bandera
con la luz de tu sonrisa.*

*Aquí se queda la clara,
La entrañable transparencia
De tu querida presencia,
Comandante Che Guevara.*

*Tu amor revolucionario
te conduce a nueva empresa,
donde espera la firmeza
de tu brazo libertario.*

*Aquí se queda la clara,
La entrañable transparencia
De tu querida presencia,
Comandante Che Guevara.*

*Seguiremos adelante
como junto a tí seguimos
y con Fidel te decimos :
"¡Hasta siempre
Comandante !"*

*Aquí se queda la clara,
La entrañable transparencia
De tu querida presencia,
Comandante Che Guevara.*

*Hasta Siempre
est l'une des
créations musicales
dédiées à
Che Guevara ayant
eu la plus grande
connotation internationale
au fil du temps.
Son auteur,*



DR. Coll. privée.

*Carlos Puebla,
était
un éminent compositeur et
interprète cubain,
avec une quantité
d'oeuvres dédiées
aux réalisations
de la Révolution et
au travail du
peuple cubain.
Il est considéré comme
le "Chanteur du Peuple"*

*Nous avons appris à t'aimer
Depuis les hauteurs de l'histoire
Où le Soleil de ta bravoure,
T'a rapproché de la mort*

*Ici il reste la clarté
L'intime transparence
De ta chère présence,
Commandant Che Guevara !*

*Ta main puissante et glorieuse
Embrase l'Histoire,
Quand tout Santa Clara
Se réveille pour te voir.*

*Ici il reste la clarté
L'intime transparence
De ta chère présence,
Commandant Che Guevara !*

*Tu arrives en brûlant la brise
Avec des soleils des printemps,
Pour planter le drapeau
Avec la lumière de ton sourire.*

*Ici il reste la clarté
L'intime transparence
De ta chère présence,
Commandant Che Guevara !*

*Ton amour révolutionnaire
Te mène à un nouveau projet, Où
l'on attend la fermeté
De ton bras libérateur.*

*Ici il reste la clarté
L'intime transparence
De ta chère présence,
Commandant Che Guevara !*

*Nous irons vers l'avant
Comme joints à toi, nous continuons,
Et avec Fidel nous te disons : «
Adieu, Commandant ! »*

*Ici il reste la clarté
L'intime transparence
De ta chère présence,
Commandant Che Guevara*

Morceaux choisis 2

Sergio Ortega* est une figure emblématique de la musique et de la chanson chilienne. C'est aussi un symbole de la résistance du peuple chilien. Ses compositions, comme le célèbre Venceremos, thème de la campagne d'Allende et le refrain El Pueblo Unido Jamas Sera Vencido, ont accompagné les peuples du monde entier dans leurs luttes pour leur libération.

*naissance 1938 à Antofagasta/décédé 2003 à Paris

« El Pueblo Unido Jamas Sera Vencido » « Le Peuple Uni ne Sera Jamais Vaincu »

Musique Sergio Ortega
Paroles Quilapayùn

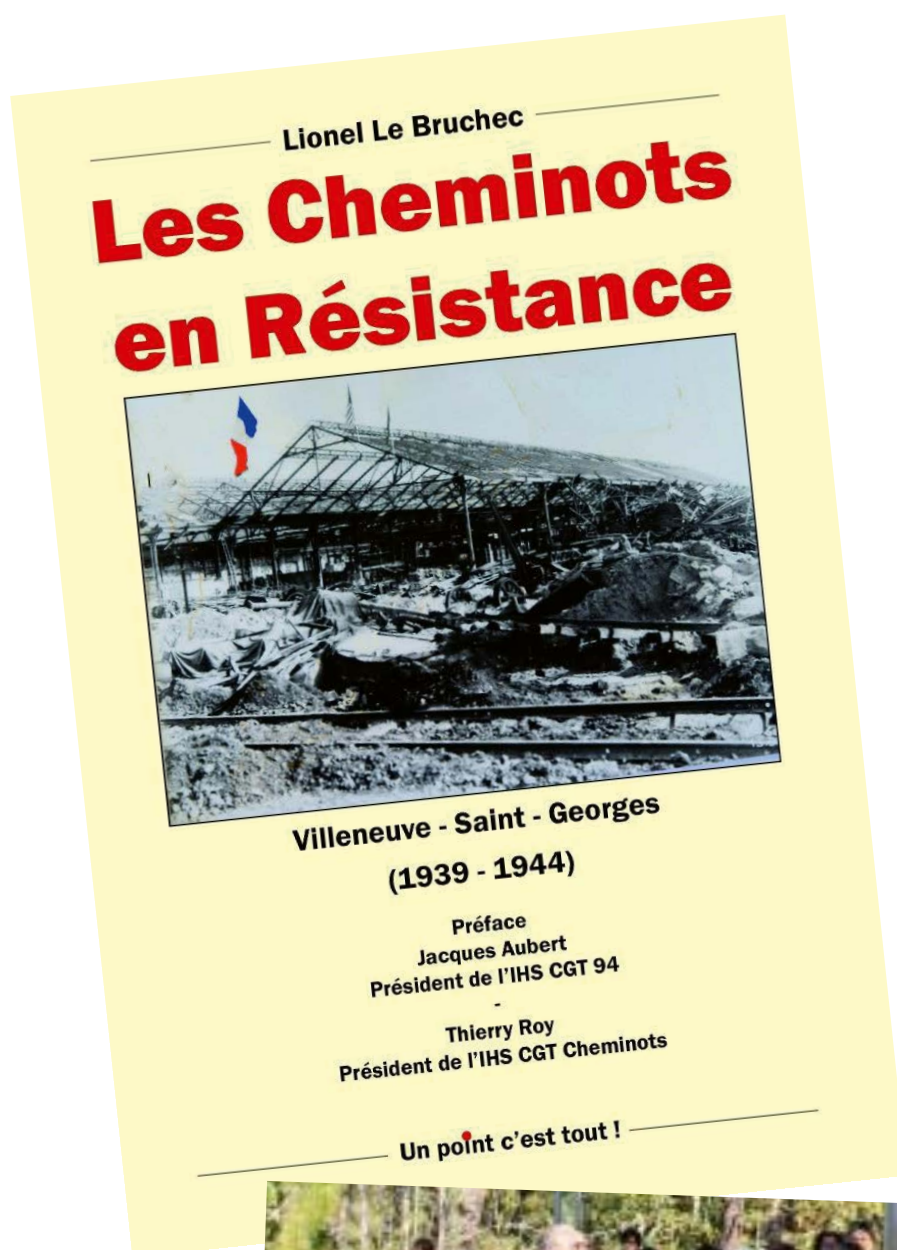
Quilapayùn est un groupe chilien, actif depuis 1965. Nommé ambassadeur culturel du pays par le président socialiste Salvador Allende en 1972, le groupe, parti en tournée, ne peut pas revenir au Chili l'année suivante, à la suite du coup d'État de Pinochet.

El pueblo unido jamas sera vencido composée par Sergio Ortega, écrite et interprétée par Quilapayùn à partir de 1974. Il demande alors l'asile politique en France, où il joue à de nombreuses reprises, pour des spectacles militants syndicaux de la CGT, et aussi de la fête de l'Humanité à l'Olympia.

*El pueblo unido jamás será vencido,
¡El pueblo unido jamás será vencido!
De pie, cantar, que vamos a triunfar
Avanzan ya, banderas de unidad,
Y tú vendrás marchando junto a mí
Y así verás tu canto y tu bandera florecer.
La luz, de un rojo amanecer
Anuncia ya la vida que vendrá
De pie, luchar, el pueblo va a triunfar.
Será mejor la vida que vendrá
A conquistar nuestra felicidad,
Y en un clamor m
il voces de combate
Se alzarán, dirán,
Canción de libertad,
Con decisión la patria vencerá
El Pueblo Unido Jamas Sera Vencido
El Pueblo Unido Jamas Sera Vencido
El Pueblo Unido Jamas Sera Vencido*

*Le peuple uni ne sera jamais vaincu
Le peuple uni ne sera jamais vaincu !
Debout, chanter, que nous allons triompher
Ils avancent déjà, drapeaux d'unité,
Et tu viendras, allant à mes côtés,
Et ainsi tu verras ton chant et ton drapeau fleurir
La lumière, d'un rouge lever de jour
Annonce déjà la vie qui viendra
Debout, combattre, le peuple va triompher
La vie qui viendra sera meilleure
Conquérir notre félicité,
Et en une clameur, mille voix de combat
Se soulèveront, elles diront,
Chanson de liberté,
Décidée, la patrie vaincra
Le peuple uni ne sera jamais vaincu
Le peuple uni ne sera jamais vaincu
Le peuple uni ne sera jamais vaincu*

A la mémoire de nos martyrs



Visite de scolaires en compagnie de Georges Durou déporté à Sachsenhausen.

Les 256 de Souge

Depuis 1845, c'est un camp militaire. D'abord champ de manœuvres, il devient champ de tir en 1898. À la fin du XIX^e siècle, l'Infanterie s'y installe et a également pour mission de protéger la proche poudrerie de Saint-Médard-en-Jalles.

À cheval sur les communes de Martignas sur Jalle (entrée principale aujourd'hui), Saint-Jean-d'Illac et Saint-Médard en Jalles en Gironde, il s'étend sur 2800 hectares de forêt.

Après la défaite de 1940 les Allemands l'occupent

De 1940 à 1944, en deux lieux différents sont installées des « enceintes » de fusillades. Les condamnés et/ou otages sont alignés devant des tas de bois appelés « bûchers », devant lesquels sont placés les poteaux d'exécution.

Certains des fusillés ont été enfouis dans des charniers et exhumés à la fin des hostilités (les familles devaient aller reconnaître les corps, les habits, de leur conjoint, père ou proche), d'autres ont été enterrés dans le cimetière de la commune de Martignas ou des communes environnantes.

Par convention avec l'armée, l'**Association du Souvenir des Fusillés de Souge** organise cérémonies commémoratives et visites du site. Elle a érigé, grâce à une souscription et à des subventions publiques, un Mémorial d'honneur aux fusillés sur les deux enceintes identifiées, ainsi qu'une stèle dédiée aux épouses, compagnes, sœurs et mères de fusillés, elles-mêmes mortes en déportation.

Entre 1940 et 1944 1944, 256 hommes ont été fusillés à Souge par les nazis.

Parmi eux, 7 cheminots :

Honoré Balssa fusillé le 24 octobre 1941.

Jean Cantelaube fusillé le 24 octobre 1941, son épouse Germaine déportée à Auschwitz est décédée à Birkenau le 31 mars 1943.

René Migeot fusillé le 26 janvier 1944.

Franck Pinaud Fusillé le 21 septembre 1942.

Paul Puech fusillé le 21 septembre 1942.

Michel Trabis fusillé le 24 octobre 1941.

Ils font partie des 2300 cheminots morts pour la France.

Pourquoi Souge ?

On a coutume de rappeler qu'après le Mont Valérien, le camp de Souge est le deuxième lieu de fusillades en France.

Trois éléments essentiels peuvent expliquer cette réalité. Ces fusillades se sont déroulées sur quatre années : **deux fusillés** en 1940, **cinquante et un** en 1941, **quatre-vingt-dix-neuf** en 1942, **deux** en 1943 et **cent deux** en 1944.

Pour les nazis, Bordeaux était une base stratégique de première importance. C'était « LA » base de l'Atlantique Sud, tournée vers les États-Unis d'Amérique, mais aussi

vers les colonies d'Afrique, le grand commerce international, le Japon et l'Indonésie. La ligne de démarcation a d'ailleurs coupé la Gironde en deux sur une bande allant jusqu'à la frontière espagnole. Ainsi Bordeaux, à proximité de l'Espagne, chemin de Londres et de l'Afrique, était un port, un aéroport, avait des usines d'aviation.

La conséquence en fut la construction du mur de l'Atlantique, de la base sous-marine, la présence de forces armées importantes, et les mouvements de torpilleurs, de ravitailleurs, de sous-marins, qu'ils soient allemands, japonais ou italiens.

Le choix des hommes chargés de la répression doit aussi à cet enjeu géographique. Préfets et policiers choisis par Vichy, chefs militaires et « gestapistes » choisis par Hitler, étaient particulièrement engagés dans la mise en œuvre de l'idéologie d'exclusion, contre les communistes, les Juifs, les francs-maçons, les Tziganes, les homosexuels, les résistants et patriotes de toute obédience et une classe ouvrière combative. Leur acharnement est reconnu comme ayant fait de la région une des zones les plus dangereuses pour la Résistance, d'autant qu'ils ont trouvé des auxiliaires précieux dans quelques résistants « retournés ». **Enfin, la politique des otages a été particulièrement meurtrière en 1941 et 1942.**

Chaque année, le dimanche le plus proche du 24 octobre, une cérémonie qui rassemble environ 300 personnes est organisée par l'Association du Souvenir des Fusillés de Souge.

L'intervention en direction des publics scolaires est une préoccupation permanente. Elle se traduit essentiellement par des visites commentées de classes sur le site de Souge (mille élèves en moyenne chaque année), par des rencontres dans les établissements scolaires, par une participation active au Rallye citoyen, organisé conjointement par l'Armée et l'Éducation Nationale en direction des lycéens et collégiens, par des cérémonies sur site également avec des militaires en formation.

Pour en savoir plus :

<http://fusilles>

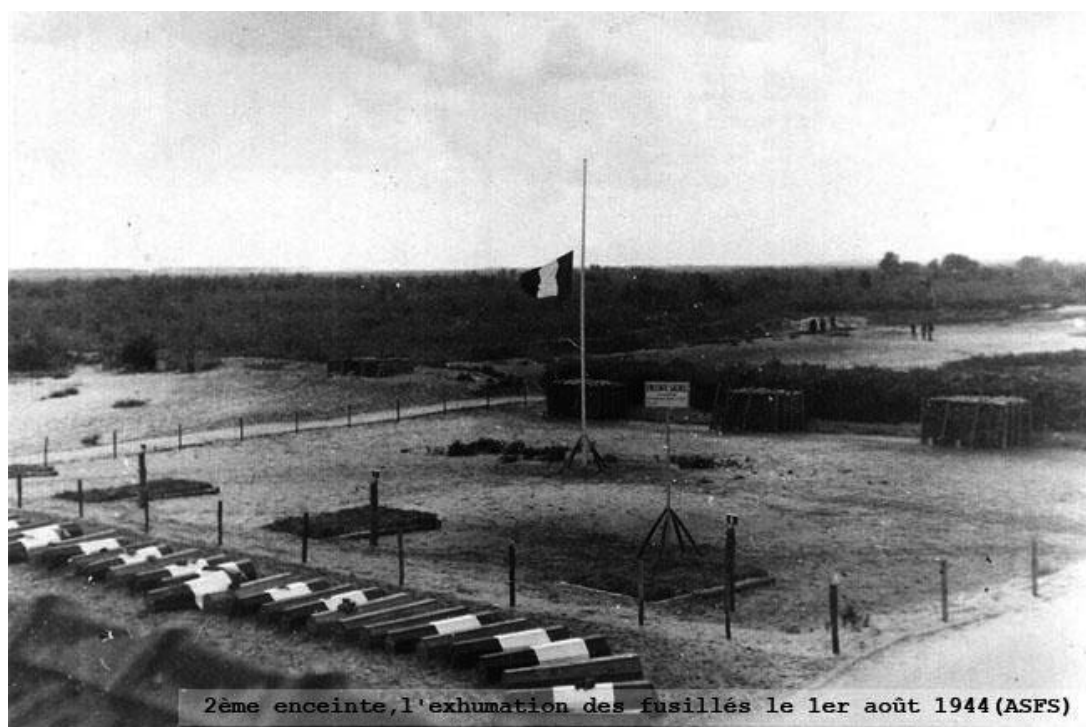
fusilles-souge.asso.fr/

Bernard Eclancher

*Militant de l'association pour le souvenir
des fusillés de Souge*



Visite de scolaires en compagnie
de Georges Durou déporté à Sachsenhausen.



La résistance des cheminots de Villeneuve Saint Georges

Villeneuve-Saint-Georges, 30 000 habitants en 1939,
près de 4 000 cheminots.

Jusqu'en 1944, des dizaines d'entre eux font face aux
Nazis et au régime de Pétain, par la propagande, les
manifestations, les sabotages, l'insurrection. Beaucoup le
paient de la prison ou la déportation, certains de leur vie.

Une reconstitution minutieuse de leur histoire, à travers
des milliers d'archives, enquêtes de police, journaux et
tracts clandestins.

Un résultat saisissant de précision, d'humanité et
d'engagement. Le livre de Lionel Le Bruchec ne survole
pas la Résistance, il en restitue au quotidien la chair, la
souffrance et l'espoir.



*Lionel Le Bruchec est enseignant et
historien du mouvement ouvrier.
Membre de l'Institut d'Histoire Sociale
du Val de Marne.*

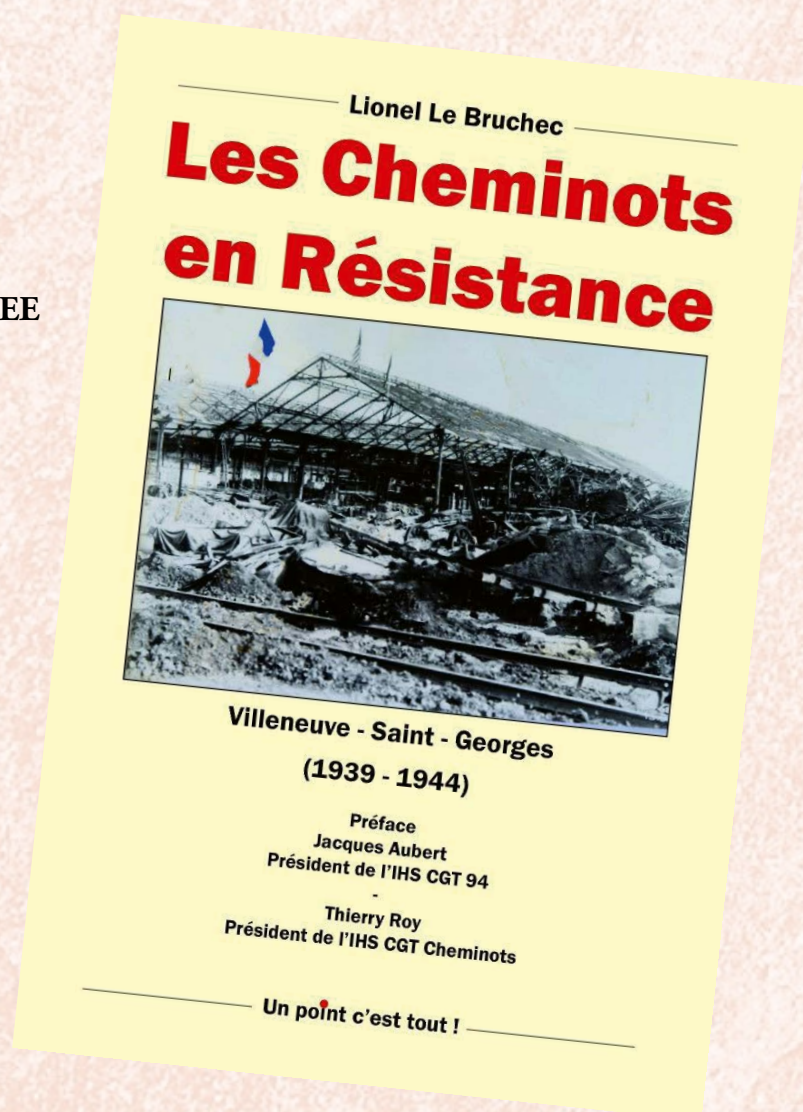
TABLE DES MATIERES

Préface de Jacques Aubert et Thierry Roy

INTRODUCTION

Chronologie

- 1 L'ANTIFACISME AU CŒUR
 - 2 LE PACTE ET LA D'ECHEANCE
 - 3 LA CLASSE OUVRIERE DESARMEE
 - 4 MARS 1940, UNE OPERATION
DE POLICE AU TRIAGE
 - 5 DANS LES CAMPS DE LA
REPUBLIQUE
 - 6 LES MANIFESTATIONS DE
JUILLET 40
 - 7 LA RESISTANCE EN ACTES
 - 8 VICHY LE FASCISME FRANÇAIS
 - 9 LA REPRESSION
 - 10 LA SNCF AU SERVICE DE
LA COLLABORATION
 - 11 LA CLANDESTINITE
 - 12 LES OTAGES
 - 13 L'HEURE DES SABOTAGES
 - 14 ANNEE 42, MAINTENIR L'ESPOIR
 - 15 LES JEUNES FUSILLES DU 11 AOUT
 - 16 LES COMBATTANTS DE L'OMBRE
 - 17 DANS LES CAMPS DE VICHY
 - 18 LA RESISTANCE A L'OFFENSIVE
 - 19 LE PRINTEMPS 44
 - 20 L'INSURRECTION
- ## CONCLUSION



**Livre disponible auprès de
l'IHS cheminots**

263 rue de Paris. Case 546.
93515 Montreuil cedex.
Tél. 01 55 82 84 40.
ihs@cheminotcgt.fr

267 pages.

Nombreux documents originaux.

Prix 15 €

(prévoir 23 € avec frais de port)

